

Les Cahiers du Cercle Proudhon, 1912-1913, ou l'élaboration d'une synthèse idéologique de troisième voie, combinant le national et le social, afin de combattre le système plouto-démocratique

Maxime Alquier

▶ **To cite this version:**

Maxime Alquier. Les Cahiers du Cercle Proudhon, 1912-1913, ou l'élaboration d'une synthèse idéologique de troisième voie, combinant le national et le social, afin de combattre le système plouto-démocratique. Histoire. 2018. dumas-01945688

HAL Id: dumas-01945688

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01945688

Submitted on 5 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Mémoire d'Histoire de fin de Master 2 Recherche

« Les *Cahiers du Cercle Proudhon*, 1912-1913, ou l'élaboration d'une synthèse idéologique de troisième voie, combinant le national et le social, afin de combattre le système plouto-démocratique »

Sous la direction de Monsieur Olivier FORLIN, maître de conférence d'Histoire contemporaine et enseignant-chercheur à l'Université Grenoble Alpes



L'aigle national-bolchévique, emblème des *Cahiers du Cercle Proudhon*

Maxime ALQUIER

Année Universitaire 2017/2018

Université Grenoble Alpes (Bâtiment ARSH)

Remerciements :

J'adresse mes sincères remerciements aux personnes qui m'ont aidé dans la réalisation et la rédaction de ce mémoire d'histoire contemporaine (M2).

Tout d'abord, je remercie Monsieur Olivier FORLIN, enseignant-chercheur à l'Université Grenoble Alpes de Saint-Martin-d'Hères et tuteur de mon mémoire, spécialiste des fascismes européens et de l'histoire des idées politiques au XXe siècle. En tant que Directeur de mémoire, ce professeur m'a guidé dans mon travail et m'a permis d'avancer dans ma recherche historienne, en cernant et cadrant davantage mon sujet de mémoire.

Ensuite, outre Monsieur Olivier FORLIN évidemment, je souhaite aussi remercier ma sœur aînée Ségolène Alquier ainsi que ma mère Florence Delpuech, qui ont toutes deux accepté de relire et de corriger à diverses reprises mon mémoire, tout au long de son écriture et jusqu'à son achèvement final.

Sommaire

Introduction : page 6

Partie I) - La critique radicale du système « plouto-démocratique », comme fondement idéologique des *Cahiers du Cercle Proudhon*

Chapitre 1) - La critique de l'idéologie bourgeoise et le rejet de la philosophie libérale : page18.

Chapitre 2) - L'hostilité à l'égard de la démocratie bourgeoise et de la république parlementaire : page 36.

Chapitre 3) - La dénonciation de l'exploitation capitaliste et de la ploutocratie internationale : page 58.

Chapitre 4) - Débusquer et abattre les ennemis de l'intérieur, l'anti-France déclarée au service de système plouto-démocratique : page 71.

Partie II) - La tentative d'élaboration d'idéologies alternatives et transcourantes, les « Troisième Voie » possibles pour combattre le système plouto-démocratique

Chapitre 1) - L'élaboration d'une synthèse idéologique « socialiste nationale », ou l'alliance du socialisme antidémocratique et du nationalisme intégral afin de lutter contre le système plouto-démocratique cosmopolite : page 95.

Chapitre 2) - L'instauration d'une « monarchie sociale et ouvrière », à la fois corporatiste et fédéraliste, afin de lutter contre la plouto-démocratie : page 115.

Chapitre 3) - La tentative d'élaboration d'une doctrine inédite de troisième voie, le « syndicalisme nationaliste » ou national-syndicalisme, comme idéologie de combat contre le système plouto-démocratique : page 131.

Chapitre 4) - Les *Cahiers du Cercle Proudhon*, ou l'existence d'une révolution conservatrice française, par la synthèse idéologique des contraires et dans l'alliance de la Tradition avec la Révolution : page 153.

Conclusion : page 164

Introduction :

Tentative de troisième voie qui s'incarna, en France, dans l'éphémère Cercle Proudhon, lieu de dialogue entre monarchistes nationalistes et syndicalistes antiréformistes, où des hommes de bonne volonté, attachés par-delà leurs origines aux mêmes valeurs de noblesse de cœur, d'honneur, de combat et d'amour de la patrie, tentèrent à l'aube de la guerre de 14, une improbable union sacrée anti-bourgeoise[1].

Ces quelques mots prononcés par Alain Soral, lors d'une allocution orale datant d'une dizaine d'années, démontrent assez bien l'esprit d'union sacrée des extrêmes et des opposants au système, qui fut au fondement même du Cercle Proudhon, dans la lutte menée contre le système plouto-démocratique, par la rencontre, le rapprochement entre des nationalistes et des syndicalistes. De plus, la devise « Gauche du Travail, Droite des Valeurs : Pour une réconciliation nationale », de l'association « Egalité et Réconciliation » fondée par le polémiste Alain Soral, pourrait convenir tout à fait au Cercle Proudhon, du moins à sa démarche intellectuelle. En effet, Soral n'a jamais caché son admiration pour le Cercle Proudhon et revendique l'influence et l'héritage, tant politique qu'idéologique, que le Cercle aurait exercé sur sa pensée, allant jusqu'à rééditer des ouvrages de Berth[2] ou Sorel[3], dans sa maison d'édition Kontre Kulture. En fait, il y a de nombreuses similitudes politico-philosophiques entre le Cercle Proudhon et « Égalité et Réconciliation », dans la volonté de combiner des éléments idéologiques issus du socialisme et du nationalisme, afin de combattre le système plouto-démocratique, tout en dépassant les clivages partisans établis et institutionnels. Soral, tout comme le Cercle avant lui, cherche à opérer la synthèse du national et du social, par l'élaboration d'une idéologie de Troisième Voie trans-courante et alternative, qui rejette tout autant le capitalisme libéral que le socialisme marxiste. Enfin, Soral se réclame aussi de la figure tutélaire de Proudhon, perçu comme un penseur de troisième voie, ni

[1] « Quelle alternative au monde bourgeois ? », allocution d'Alain Soral, prononcée à Villepreux en clôture de l'université d'été d'Egalité et Réconciliation, le samedi 8 septembre 2007.

[2] *Les Méfaits des Intellectuels*, d'Edouard Berth, 1ère éd. 1914, réédition Kontre Kulture, 2013.

[3] *Les Réflexions sur la violence*, de Georges Sorel, 1ère éd. 1908, réédition Kontre Kulture, 2013.

marxiste ni libéral, mais tel un philosophe qui aurait combiné le nationalisme et le socialisme, par la synthèse idéologique des contraires.

En fait, durant ce mémoire de M2, j'ai surtout cherché à comprendre quelle était l'idéologie politique défendue dans ces *Cahiers du Cercle Proudhon*. Il me paraissait instructif de m'intéresser à une revue qui avait tenté le rapprochement, la rencontre entre des militants nationalistes issus de l'Action française avec des combattants du syndicalisme révolutionnaire. Très vite, ma réflexion s'est portée sur la notion de Troisième Voie, puisque au sein de ces *Cahiers*, j'ai pu constater dans la grande majorité des écrits, un rejet viscéral du capitalisme libéral tout autant qu'une hostilité ardente à l'encontre du socialisme marxiste. En vérité, les divers penseurs du Cercle Proudhon ont voulu dépasser les clivages politiques et les antagonismes idéologiques, afin de combattre et détruire le système plouto-démocratique, sorte d'amalgame politico-économique entre le régime démocratique et le système capitaliste[4]. Au sein de cette courte revue, nous constatons la volonté de combiner le socialisme avec le syndicalisme, par la tentative de synthèse du national et du social. Selon moi, ces *Cahiers* peuvent être analysés comme un périodique aux idées non-conformistes, qui a tenté une synthèse idéologique des contraires entre socialisme, nationalisme, syndicalisme ou encore monarchisme. Il est intéressant d'observer que cette revue périodique fut l'expression d'une alliance des extrêmes, entre les nationalistes maurassiens à droite et les syndicalistes révolutionnaires à gauche, dans le but avoué de détruire la démocratie bourgeoise et de combattre le capitalisme ploutocratique[5].

Il s'agit maintenant de brosser le contexte historique, tant national qu'européen, de la France des années 1910, afin de comprendre et d'appréhender la naissance du Cercle Proudhon ainsi que la création des *Cahiers*. Tout d'abord, il faut parler du contexte européen, soit de la politique étrangère donc extérieure de la France, en ce début de XXe siècle. En fait, au tournant des années 1910, nous observons une montée croissante des tensions nationalistes et des conflits, telles que les crises de Kiel et de Tanger, qui provoquent l'exacerbation des hostilités entre les trois empires coloniaux majeurs du contient européen, soit la France, l'Angleterre et l'Allemagne[6]. Ainsi, l'augmentation de ces crises diplomatiques et

[4] De Benoist (Alain), *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, préface d'Alain de Benoist intitulée « Le Cercle Proudhon, entre Edouard Berth et Georges Valois », édition Avatar, 2007.

[5] Ibid

[6] Leymarie (Michel), *De la Belle Époque à la Grande Guerre (1893-1918). Le triomphe de la République*, Livre de Poche, 1999.

internationales entraînent inéluctablement un durcissement des positionnements politiques ainsi qu'un accroissement considérable des idées nationalistes et patriotiques, mais aussi xénophobes ou revanchardes. Le sentiment antiallemand et antigermanique grandit en France, dans les cercles nationalistes et patriotiques, partisans de la Revanche face à l'ennemi héréditaire. Ici, le sentiment nationaliste va de pair avec la germanophobie, notamment au sein de l'Action française et des nationalistes maurrassiens tels que Valois ou encore Lagrange. L'exacerbation des idées nationalistes ainsi que la montée des tensions internationales mèneront alors au déclenchement de la première guerre mondiale et des hostilités armées entre la France et l'Allemagne, à l'été 1914[7], entraînant ainsi l'échec définitif du Cercle Proudhon ainsi que l'arrêt final de la parution des *Cahiers du Cercle Proudhon.* Ensuite, il s'agit à présent de parler de la politique intérieure et nationale française, en ce début des années 1910. En fait, le contexte intérieur et national de la France est double, au tournant du XXe siècle. D'une part, le gouvernement républicain durcit sa politique anticléricale et antireligieuse, donc anticatholique et athée, puisque durant la décennie 1900, de nombreuses affaires politico-religieuses viennent témoigner de cette offensive laïque et républicaine contre l'Église catholique, à travers la loi de 1905 mais aussi l'expulsion des congrégations religieuses[8]. Ainsi, à l'aube des années 1910, le climat politico-religieux français est tendu voire radicaliser, avec une opposition de plus en plus marquée entre le gouvernement républicain laïc d'un côté, et les mouvements conservateurs, nationalistes et catholiques qui défendent l'Église, tels que les royalistes maurassiens de l'Action française[9].

D'autre part, à partir des années 1907-1908, le politicien radical Clemenceau est nommé ministre de l'Intérieur et de la Police et à ce titre, il réprime très sévèrement les nombreuses grèves ouvrières et syndicales qui émaillent ce début de XXe siècle. Dès lors, le régime républicain va ainsi s'aliéner progressivement le mouvement ouvrier et le prolétariat, avec une opposition de plus en plus franche et marquée des forces syndicalistes et ouvrières à l'encontre de la démocratie parlementaire et de la République radicale, dont témoigne par exemple l'hostilité déclarée de Sorel et Berth, deux théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, à l'égard de la démocratie bourgeoise et de la république parlementaire[10]. Enfin, à l'aube des années 1910, le divorce, la fracture entre la classe ouvrière et la

[7]Winock (Michel), *La Belle Époque*, Perrin, 2001.

[8]Duclert (Vincent), La République imaginée : 1870-1914, Paris, Belin, 2010.

[9] Prévotat (Jacques), *L'Action française*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2004, 127 p.

[10] Navet (Georges), « Le Cercle Proudhon (1911-1914). Entre le syndicalisme révolutionnaire et l'Action française », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, nº 10, 1992, p. 48-49.

République est consommé puisque le prolétariat se sent floué et trahi par la classe politique républicaine, depuis l'Affaire Dreyfus, à partir de la fin des années 1890. C'est donc dans ce contexte politique agité et troublé que naît le Cercle Proudhon, durant l'année 1911, avec la double critique de la démocratie bourgeoise et du capitalisme libéral, entre l'exacerbation des tensions nationalistes sur la scène européenne et à la suite de la désillusion de la classe ouvrière à l'égard du régime républicain, accusé d'avoir trahi son programme de réformes sociales au profit de la défense d'intérêts de la bourgeoisie affairiste[11]. Ainsi, au sein des *Cahiers du Cercle Proudhon*, entre 1912 et 1913, des nationalistes maurrassiens et des syndicalistes révolutionnaires regroupés ensemble dans un cercle de réflexion, vont essayer d'élaborer une idéologie de troisième voie, combinant le socialisme et le nationalisme, afin d'instaurer une monarchie syndicaliste et corporatiste en France, pour combattre le système plouto-démocratique et afin d'intégrer la classe ouvrière au sein de la communauté nationale.

Ensuite, je vais à présent parler un peu plus en détail des sources primaires que j'ai eu à mobiliser dans l'écriture de ce mémoire d'histoire. En fait, les *Cahiers du Cercle Proudhon* est un périodique français, « paraissant six fois l'an » selon l'expression de l'époque. Il s'agit donc d'une revue à la parution régulière, périodique et bimensuelle. Ces *Cahiers* peuvent être considérés comme la revue officielle et organique du Cercle Proudhon, cercle de réflexion groupant des nationalistes maurassiens ainsi que des syndicalistes révolutionnaires. En vérité, les *Cahiers* n'ont paru que durant deux années, entre 1912 et 1913, avec seulement la publication de six d'entre eux, avant la disparition définitive et officielle, tant du périodique que du Cercle Proudhon, à l'été 1914. Les *Cahiers du Cercle Proudhon*[12] représentent donc ma seule et unique source primaire dans le cadre de ce mémoire de M2. N'ayant pu obtenir que deux numéros des *Cahiers* numérisés sur le site de la BNF, j'ai donc dû me procurer l'intégralité de cette revue périodique en achetant la réédition de ces *Cahiers* aux éditions « Kontre Kulture », maison d'édition fondée par Alain Soral. Il s'agit de la seule et unique réédition de l'intégralité des *Cahiers du Cercle Proudhon*[13] que j'ai pu me procurer, elle-même préfacée longuement par le mémoire universitaire d'un ancien étudiant de sciences politiques, Pierre de Brague. Fondée sous la supervision de Charles Maurras, cette revue représente le courant monarchiste « de gauche » incarné par Henri Lagrange et Georges

[11] Ibid p.49-50.

[12] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, six *Cahiers* (entre 1912 et 1913), p. 175-466.

[13] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, six *Cahiers* (entre 1912 et 1913), p. 175-466.

Valois, tous deux membres de l'Action française à l'époque de la parution des *Cahiers*.

Cette revue peut être considérée comme le périodique officiel du Cercle Proudhon, fondé durant l'année 1911 et disparu à l'été 1914, lors de l'entrée en guerre de la France face à l'Allemagne et au moment du déclenchement de la Première guerre mondiale. Les *Cahiers* tout comme le Cercle Proudhon d'ailleurs, revendiquent un double héritage, tant philosophique, politique, idéologique ou intellectuel, celui de Pierre-Joseph Proudhon et de Georges Sorel[14]. En fait, se réclamant des idées proudhoniennes, les collaborateurs de la revue ont tenté le rapprochement voire l'alliance des membres nationalistes issus de l'Action française, avec des militants syndicalistes révolutionnaires[15]. D'après Maurras et Valois, l'ambition initiale qui a présidé à l'origine de la fondation du Cercle Proudhon, aurait été la conversion politique des syndicalistes à la monarchie. Au départ, ces *Cahiers* sont destinés à l'attention des nationalistes et des monarchistes mais très vite, Valois et Lagrange entendent aussi tenter un rapprochement, une alliance avec des militants socialistes et des membres du syndicalisme révolutionnaire[16]. En fait, l'intégralité des *Cahiers du Cercle Proudhon* ne représentent que six numéros, parus entre 1912 et 1913, publiés de manière assez irrégulière et ne respectant pas du tout la périodicité fixée lors de la fondation de cette revue périodique, initialement bimensuelle. Ces six *Cahiers* sont parus durant deux années consécutives, du mois de janvier 1912 pour le premier, jusqu'à la fin de l'année 1913 pour le sixième, ultime et dernier Cahier. La création des *Cahiers* en 1912 ainsi que la fondation du Cercle Proudhon, un an plus tôt, durant l'année 1911, semble être l'œuvre collective et concertée de deux hommes, qui en ont d'ailleurs revendiqué la paternité par la suite, soit Berth et Valois[17].

Les principaux contributeurs et rédacteurs de ces *Cahiers* sont au nombre de trois, c'est-à-dire : Jean Darville (pseudonyme d'Edouard Berth), disciple de Georges Sorel et militant du syndicalisme révolutionnaire ; Georges Valois, ancien anarchiste et syndicaliste, converti à la monarchie, membre de l'Action française et défenseur du nationalisme ; Henri Lagrange, jeune militant royaliste et nationaliste, proche de Charles Maurras. Tout d'abord, Edouard Berth (alias Jean Darville au sein des *Cahiers*), né en 1875 et mort en 1935, s'avère être le plus fidèle disciple de Georges Sorel ainsi que le continuateur de son œuvre, de sa pensée. A l'instar de son maître à penser Sorel, Berth est tout à la fois un théoricien et un

[14] Poumarède (Géraud), « Le Cercle Proudhon ou l'impossible synthèse », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, nº 12, 1994, p. 65-66.

[15] Navet (Georges), « Le Cercle Proudhon (1911-1914). Entre le syndicalisme révolutionnaire et l'Action française », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, nº 10, 1992, p. 49.

[16] *Ibid* p.49-50.

[17] De Benoist (Alain), *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, préface d'Alain de Benoist intitulée « Le Cercle Proudhon, entre Edouard Berth et Georges Valois », édition Avatar, 2007, p. 24-25.

militant du syndicalisme révolutionnaire, au tournant du XXe siècle. Berth peut être considéré comme le partisan d'un socialisme anti-étatiste garant de l'autonomie de la classe ouvrière, et dans son esprit, le syndicat devait former la cellule de base de la nouvelle société prolétarienne[18]. Édouard Berth, tout comme Sorel, ne croit pas en la notion du progrès qu'il critique puisqu'il attribue la philosophie progressiste à l'idéologie bourgeoise qu'il exècre. Pour cet admirateur de l'Antiquité, le socialisme, la « société des producteurs » à laquelle il aspirait, avait une fonction éminemment morale et héroïque[19]. Son ouvrage le plus célèbre reste les *Méfaits des intellectuels*, publié en 1914, où Berth dénonce la caste des intellectuels comme comme étant les plus fidèles serviteurs de la démocratie bourgeoise et du capitalisme ploutocratique. À partir de 1909, Berth, partant d'une commune aversion pour la démocratie parlementaire « bourgeoise », se rapproche du mouvement monarchiste maurrassien et fonde avec Georges Valois les *Cahiers du Cercle Proudhon* en 1911. Il tente alors de proposer une synthèse du syndicalisme révolutionnaire et du corporatisme, sous la bannière d'une monarchie sociale et fédéraliste.

Ensuite, Georges Valois (de son vrai nom Alfred-Georges Gressent), né en 1878 et mort en 1945, passe successivement de l'anarchisme, au syndicalisme révolutionnaire puis adhère à l'Action française, au début des années 1900[20]. Il fut à la fois proche et intime tant de Georges Sorel, d'Edouard Berth mais aussi de Charles Maurras. Par un rapprochement avec Berth et Lagrange, Valois décide de fonder le Cercle Proudhon en 1911 et crée les *Cahiers du Cercle Proudhon*, durant l'année 1912, où il demeure le contributeur le plus actif et régulier. Devenu monarchiste et catholique sous l'influence du royaliste Maurras, Valois recherche alors une nouvelle forme d'organisation économique et sociale, tout en essayant d'effectuer la synthèse du national et du social, au sein d'une doctrine politique de troisième voie[21]. Au sein du Cercle Proudhon, Valois préconise l'intégration de la classe ouvrière au sein de la nation ainsi que l'instauration d'une monarchie syndicaliste et néo-corporatiste, pour combattre le système plouto-démocratique[22]. Dans son ouvrage majeur, *La Monarchie et la classe ouvrière*, paru en 1909, Valois prône l'établissement d'une monarchie sociale et corporatiste, ennemie du capitalisme et de la ploutocratie, afin de rallier le prolétariat au nationalisme. Enfin, Henri Lagrange est un journaliste et militant monarchiste français, né en 1893 et mort

[18] Michel (Vincent), *Édouard Berth (1875-1939). Essai de biographie intellectuelle*, Université de Paris I, 2003, 209 p.

[19] De Benoist (Alain), *Edouard Berth ou le socialisme héroïque. Sorel, Maurras, Lenine*, Pardès, 2013

[20] Valla (Jean-Claude), *Georges Valois : de l'anarcho-syndicalisme au fascisme*, Librairie nationale, Paris, 2003.

[21] Guchet (Yves), *Georges Valois*, édition L'Harmattan, 2001

[22] *Ibid*

en 1915. Lagrange s'avère être le benjamin de tous les contributeurs et les rédacteurs des *Cahiers du Cercle Proudhon*, puisqu'il n'a que dix-huit ans lors de la fondation du Cercle Proudhon, au début de l'année 1911. Se liant d'amitié avec Georges Valois vers 1910, Henri Lagrange travaille à un rapprochement des nationalistes monarchistes et des syndicalistes révolutionnaires, au sein du Cercle Proudhon, en se fondant sur l'héritage politique de Georges Sorel et en se réappropriant la pensée philosophique de Pierre-Joseph Proudhon[23]. Farouche adversaire du système plouto-démocratique, soit de la démocratie bourgeoise ainsi que du capitalisme libéral, Lagrange préconise lui aussi l'instauration d'une monarchie syndicaliste, tout à la fois sociale, corporatiste et fédéraliste, afin de rallier la classe ouvrière au patriotisme et pour intégrer le prolétariat à la nation[24]. A l'instar de Valois, Lagrange appartient à la frange la plus radicale et révolutionnaire de l'Action française, se réclamant d'un monarchisme de « gauche », tout à la fois socialisant et ouvriériste[25]. Tous les trois ont le même objectif lorsqu'ils fondent les *Cahiers du Cercle Proudhon* : tenter le rapprochement voire l'alliance entre des militants nationalistes et des combattants syndicalistes, au sein du Cercle Proudhon, dans le but avoué de combattre le système plouto-démocratique.

Pour ma part et afin de mener à bien ma réflexion tout au long de ce mémoire, je me suis appuyé exclusivement sur les écrits de Darville (alias Berth), Valois et Lagrange à l'intérieur des *Cahiers*. Sur les six *Cahiers* parus durant les années 1912 et 1913, j'ai très peu consulté le cahier n°2, afin de m'appuyer davantage sur les autres numéros, essentiels à mon travail de réflexion. Enfin, cette revue peut être considérée et analysée, à bien des égards, comme le laboratoire idéologique où il y eut une tentative d'élaboration d'une synthèse doctrinale de troisième voie, combinant à la fois le socialisme et le nationalisme, mêlant la philosophie syndicaliste au régime monarchique, afin de lutter et de combattre conjointement contre un ennemi commun, la démocratie bourgeoise et libérale d'un côté, et le capitalisme ploutocratique de l'autre.

J'en viens à présent à l'historiographie du sujet de mon mémoire, soit les *Cahiers du Cercle Proudhon*. En fait, aucun écrit universitaire ou historique n'a été publié au sujet de cette courte revue périodique. Ainsi, il n'y a donc pas véritablement d'historiographie des *Cahiers*, à proprement dit, puisque aucun ouvrage scientifique ni article universitaire n'a été

[23] De Benoist (Alain), *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, préface d'Alain de Benoist intitulée « Le Cercle Proudhon, entre Edouard Berth et Georges Valois », édition Avatar, 2007, p. 23.

[24] De Benoist (Alain), *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, préface d'Alain de Benoist intitulée « Le Cercle Proudhon, entre Edouard Berth et Georges Valois », édition Avatar, 2007, p. 24-25.

[25] *Ibid* p.26.

consacrée exclusivement à l'analyse détaillée de l'idéologie, de la doctrine défendue au sein de cette revue. En revanche, de nombreux écrits universitaires et historiques ont été publié au sujet du Cercle Proudhon, de son idéologie propre mais aussi sur ses membres fondateurs et les principaux collaborateurs de ce cercle de réflexion.

Ainsi, la première interprétation analytique majoritaire du Cercle Proudhon, fait de celui-ci le laboratoire expérimental idéologique du fascisme et du national-socialisme, avec des ouvrages tels que *La Droite révolutionnaire :1885-1914, les origines françaises du fascisme*[26], paru en 1977 mais aussi avec *L'Idéologie française*[27], publié en 1981. Selon les deux auteurs de ces livres, Zeev Sternhell un historien israélien et Bernard-Henri Lévy un philosophe français, le Cercle Proudhon serait la première manifestation, tant politique qu'intellectuelle, d'une idéologie nationale-socialiste, par l'élaboration d'un corpus doctrinal fasciste ou plus précisément, d'une synthèse idéologique préfasciste. Ensuite, la seconde interprétation du Cercle Proudhon provient de l'intellectuel français Alain de Benoist, à la fois philosophe et historien des idées. Selon de Benoist, le Cercle Proudhon serait le représentant archétypal et emblématique, sur le plan politique, de l'idéologie nationaliste-révolutionnaire, combinant l'idéologie nationaliste avec une préoccupation plus sociale voire socialisante, car il déclare que « En 1912-1913, les *Cahiers du Cercle Proudhon* créés par des militants venant du nationalisme et du syndicalisme – et se revendiquant à la fois de Sorel, de Proudhon et d'un Maurras qui n'avait pas encore rejoint les rangs de la réaction -, furent un exemple type du nationalisme révolutionnaire du début du siècle »[28].

Encore, Pierre de Brague, dans le mémoire universitaire qu'il a consacré au Cercle Proudhon et intitulé *Le Cercle Proudhon ou l'existence d'une révolution conservatrice française*[29], voit en celui-ci l'incarnation de l'existence d'une révolution conservatrice à la française, par la tentative de synthèse idéologique des contraires et d'équilibre philosophique des antagonismes, entre la Tradition et la Révolution. Aujourd'hui, des historiens français tels

[26] Sternhell (Zeev), *La droite révolutionnaire, 1885-1914 : les origines françaises du fascisme*, Paris, Fayard, 2000 (1re éd. 1978, Éditions du Seuil), 436 p.

[27] Lévy (Bernard-Henri), *L'Idéologie française*, Paris, éditions Grasset, 1981, 318 p.

[28] *Cahiers du Cercle Proudhon*, préface d'Alain de Benoist intitulée « Le Cercle Proudhon, entre Edouard Berth et Georges Valois », collection Les Inactuels, Avatar Editions, 2007, quatrième de couverture.

[29] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014.

que Géraud Poumarède[30] ou encore Gérard Navet[31], deux historiens spécialistes du Cercle Proudhon, essaient d'interpréter et d'analyser de manière objective, impartiale et neutre le Cercle Proudhon, davantage rattaché à une révolution conservatrice avortée, à une synthèse idéologique nationale-syndicaliste ratée qu'à l'élaboration véritable d'une idéologie préfasciste et d'une doctrine nationale-socialiste avant l'heure. Il est tout de même intéressant de relever les nombreuses vives polémiques et controverses, tant intellectuelles qu'historiques, qui ont émaillé l'interprétation ou l'analyse du Cercle Proudhon, depuis sa redécouverte, à partir de la fin des années 1970 en France, dans tout le monde universitaire et historien.

Quant à moi, je m'inscris davantage dans la lignée historiographique, dans la filiation du mémoire de Pierre de Brague, bien que je ne centre ni mon propos ni ma réflexion sur la révolution conservatrice, mais bien plutôt sur l'élaboration d'idéologies de troisième voie, combinant le social et le national afin de lutter contre le système plouto-démocratique. Je me sens tout de même assez proche de la démarche intellectuelle de Pierre de Brague, qui renverrait en fait à l'histoire des idées politiques dans la France du début de XXe siècle. Mon approche, comme la sienne, est bien davantage idéologique que sociologique, puisque je cherche à découvrir la philosophie, l'esprit et l'essence même des idées véhiculées, défendues dans les *Cahiers*. En revanche, je suis le seul à rédiger un travail universitaire portant exclusivement sur les *Cahiers du Cercle Proudhon*, tandis que les autres ont centré leur réflexion philosophico-politique sur le Cercle Proudhon, les *Cahiers* n'étant alors qu'un matériau de base et une source historique parmi d'autres alors que dans mon cas, l'analyse idéologique de ces *Cahiers* est le cœur, le fondement même de mon travail, de ma recherche historique et le Cercle Proudhon devient alors, pour moi, un simple décor, dont l'analyse est reléguée au second plan de ma recherche.

A présent, il s'agit maintenant de définir en profondeur les notions de l'intitulé du sujet de ce mémoire. Il a en fait deux termes principaux et essentiels à définir, soit « système plouto-démocratique » et « idéologie de troisième voie ».

Tout d'abord, la notion de système plouto-démocratique renverrait à l'alliance de la

[30] Poumarède (Géraud), « Le Cercle Proudhon ou l'impossible synthèse », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, nº 12, 1994, p. 51-86.

[31] Navet (Georges), « Le Cercle Proudhon (1911-1914). Entre le syndicalisme révolutionnaire et l'Action française », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, nº 10, 1992, p. 46-63.

démocratie bourgeoise et libérale avec le capitalisme cosmopolite et financier. Le terme même de « ploutocratie » semble assez flou et vague, mais définirait, en dernière instance le triomphe du capitalisme en régime démocratique et parlementaire. La ploutocratie serait donc un système cohérent avec deux versants, un aspect politique avec la démocratie bourgeoise, libérale et parlementaire, plus une dimension économique, avec le capitalisme financiarisé. En fait, au fondement du système plouto-démocratique, il y aurait l'idée que la démocratie, en tant que régime politique, ne serait en fait que le masque du véritable pouvoir, économique et financier cette fois-ci, c'est-à-dire celui de l'exploitation capitaliste. Ainsi, la démocratie sert à justifier, à légitimer la puissance du capitalisme au sein de la nation. La démocratie n'est alors que le serviteur zélé, le soutien actif et l'allié objectif de la tyrannie capitaliste, dans la cité.

Ensuite, la notion d'idéologie de troisième voie, quant à elle, renverrait en fait à la tentative de combiner, de rassembler des forces radicales opposées voire antagonistes, afin de combattre un ennemi commun et désigné, ici le système plouto-démocratique. Au fondement idéologique et doctrinal de la troisième voie, il y a la volonté dialectique de dépasser l'opposition frontale entre socialisme marxiste et capitalisme libéral. Ainsi, l'idéologie de troisième voie vise à combiner, à unir diverses doctrines philosophiques et politiques ensemble, comme le socialisme et le nationalisme par exemple, afin de mieux combattre contre un ennemi commun, la démocratie bourgeoise et le capitalisme ploutocratique. L'idéologie de troisième voie peut aussi être définie comme une tentative d'élaboration doctrinale radicalement nouvelle voire inédite, tout à la fois hybride, alternative et transcourante, pétrie de non-conformisme, visant à dépasser les clivages politiques et les antagonismes philosophiques, afin d'effectuer la synthèse du national et du social. Encore, à la base de l'idéologie de troisième voie, il y aurait également la volonté d'effectuer la synthèse idéologique des contraires, en mêlant la Tradition à la Révolution, ce qui tendrait à rapprocher la troisième voie d'une sorte de révolution conservatrice.

Dans quelle mesure, les *Cahiers du Cercle Proudhon* peuvent être considérés comme la tentative d'élaboration idéologique de doctrines de « troisième voie », combinant ainsi le principe nationaliste avec une philosophie plus socialisante, pour effectuer la synthèse du national et du social, rejetant aussi bien le capitalisme libéral que le socialisme marxiste, dans le but avoué de combattre le système plouto-démocratique cosmopolite, soit la démocratie bourgeoise alliée au capitalisme ploutocratique ?

Pour mener à bien ma réflexion au sein de ce mémoire de M2, j'ai choisi d'organiser et de structurer ma pensée en deux grandes parties, elles-mêmes subdivisées en quatre grands chapitres.

Dans une première partie, je remarque la critique radicale du système « plouto-démocratique », comme fondement idéologique des *Cahiers du Cercle Proudhon*. En fait, le premier chapitre de celle-ci concerne la critique de l'idéologie bourgeoise et de la philosophie libérale. Le seconde chapitre, quant à lui, traite de la critique de la démocratie bourgeoise et de la république parlementaire, en tant que système politique cohérent. Dans un troisième chapitre, nous remarquons la dénonciation virulente de l'exploitation capitaliste et de la ploutocratie internationale. Dans un quatrième et dernier chapitre, il s'agit de combattre et de lutter contre les ennemis de l'intérieur, les agents de l'étranger, soit l'anti-France déclarée.

Dans une seconde partie, j'observe la tentative d'élaboration d'idéologies alternatives et transcourantes au sein des *Cahiers*, soit les « Troisième Voie » possibles pour combattre le système plouto-démocratique, par l'alliance, la synthèse du national et du social. Le premier chapitre de celle-ci concerne l'élaboration d'une synthèse idéologique « socialiste nationale », par l'alliance du socialisme antidémocratique et du nationalisme intégral au sein d'une doctrine inédite et afin de combattre la ploutocratie capitaliste. Dans un deuxième chapitre, il s'agit de l'ébauche d'une doctrine de monarchie sociale, corporatiste et fédéraliste, afin de rallier la classe ouvrière à la nation et de combattre la ploutocratie capitaliste. Le troisième chapitre, lui, est consacré à la tentative de création d'un nouveau concept, le « syndicalisme nationaliste », telle une idéologie censée combattre la démocratie bourgeoise, mais aussi lutte contre le capitalisme ploutocratique. Le quatrième et ultime chapitre, quant à lui, concerne la recherche de l'équilibre des antagonismes par la synthèse idéologique des contraires, en combinant la Tradition avec la Révolution, comme fondement idéologique de la révolution conservatrice.

Partie I) - La critique radicale du système « plouto-démocratique », comme fondement idéologique des *Cahiers du Cercle Proudhon* :

Chapitre 1) - La critique de l'idéologie bourgeoise et le rejet de la philosophie libérale :

Chapitre 2) - L'hostilité à l'égard de la démocratie bourgeoise et de la république parlementaire :

Chapitre 3) - La dénonciation de l'exploitation capitaliste et de la ploutocratie internationale :

Chapitre 4) - Débusquer et abattre les ennemis de l'intérieur, l'anti-France déclarée au service de système plouto-démocratique :

Chapitre 1) - La critique de l'idéologie bourgeoise et le rejet de la philosophie libérale :

1)- Le bourgeois comme héritier des idéaux de la Révolution française et de la philosophie libérale des Lumières (cosmopolitisme, internationalisme, pacifisme, humanitarisme, rationalisme…) :

2)- Le bourgeois comme figure de l'exploitation capitaliste, responsable de la misère ouvrière ainsi que de la désorganisation du prolétariat :

3)- L'idéologie bourgeoise rendue coupable de la médiocrité et de la décadence de la société française, en ce début du XXe siècle :

4)- Derrière la domination bourgeoise, l'ascension de la puissance juive en France :

Chapitre 1) - La critique de l'idéologie bourgeoise et le rejet de la philosophie libérale :

1)- Le bourgeois comme héritier des idéaux de la Révolution française et de la philosophie libérale des Lumières (cosmopolitisme, internationalisme, pacifisme, humanitarisme, rationalisme…) :

Pour commencer, nous observons la critique de la figure du bourgeois, comme étant l'héritier des idéaux de la Révolution française et de la philosophie libérale des Lumières, à savoir le cosmopolitisme, l'internationalisme, le matérialisme, le positivisme, le pacifisme, l'humanitarisme ou encore le rationalisme. Nous avons ici une critique de l'idéologie bourgeoise ou plutôt, des idéologies bourgeoises[32]. Darville dénonce ainsi le pacifisme puisqu'il évoque « (…) l'ignoble prudence bourgeoise ; (…) un pacifisme tout pénétré d'esprit bourgeois »[33]. Darville émet ici une critique à l'encontre du pacifisme qui par essence serait une idéologie bourgeoise, consubstantielle et intrinsèque à la figure même du bourgeois. Ici, sous la plume de l'auteur, « l'esprit bourgeois » pourrait être remplacé par l'idéologie bourgeoise, ou renverrait encore à la mentalité bourgeoise. Encore, Darville entend dénoncer et combattre « cet ignoble matérialisme bourgeois où l'Europe actuelle étouffe. »[34]. Ici, le matérialisme devient une composante philosophique essentielle de l'idéologie bourgeoise. Le matérialisme bourgeois est fortement combattu car il aurait déjà contaminé toute l'Europe et que ses germes philosophico-idéologiques seraient responsables de la décadence où se trouve plongé le vieux continent, en ce début de XXe siècle. Derrière la critique du matérialisme bourgeois et de l'idéologie bourgeoise, il y a surtout la condamnation sans appel du positivisme, qui cristallise et incarne cette idéologie tant honnie et décriée, puisqu'il déclare que « la bourgeoisie semble avoir réussi à entraîner tant l'aristocratie que le peuple dans l'orbite de son ignoble positivisme (…) qui représente l'essence et la quintessence du matérialisme bourgeois »[35]. Par positivisme, il faut sans doute comprendre à la fois le matérialisme, le scientisme et une confiance aveugle, une véritable foi dans le progrès, qu'il

[32] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 294.

[33] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 361-362.

[34] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 386.

[35] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 373.

soit social, économique, politique ou encore philosophique. Ici, il y a la critique de deux idéologies qui représentent à elles seules la mentalité bourgeoise, à savoir le matérialisme et le positivisme, deux illusions du progrès issues de la modernité libérale. L'auteur va même jusqu'à déplorer un possible « triomphe du matérialisme bourgeois »[36], en Europe comme en France, d'ici moins d'une génération.

Pour continuer, derrière la dénonciation et la critique de diverses idéologies, comme le pessimisme, l'utilitarisme, le matérialisme ou encore le pacifisme, c'est toute la pensée ainsi que la mentalité bourgeoise qui sont attaquées et combattues, puisque Darville vitupère contre « le pessimisme, l'utilitarisme et le matérialisme qui nous rongent (…) qui sont toutes des idéologies d'essence bourgeoise »[37]. En fait, par la critique de diverses idéologies, comme le matérialisme, l'utilitarisme ou encore le pacifisme, nous assistons ici à la remise en cause de tout l'héritage philosophique, idéologique, ou encore politique issu du XVIIIe siècle, à savoir la philosophie des Lumières et la Révolution française. Ici, c'est tout le « stupide XIXe siècle » qui est attaqué, rejeté et combattu dans son fondement philosophico-idéologique même, c'est-à-dire le libéralisme[38]. Ensuite, l'auteur se livre aussi à une critique, une dénonciation de certains éléments idéologiques fondamentaux et consubstantiels de l'idéologie bourgeoise, comme le cosmopolitisme, l'internationalisme ou l'humanitarisme, car il évoque « un raisonnement d'essence ultra-bourgeoise, (…) une manière de « bourgeois cosmopolite » »[39]. Darville critique le cosmopolitisme comme une idéologie de bourgeois cultivé et déraciné, puisqu'il déclare que « les bourgeois, qu'on pourrait considérer, eux, comme les vrais « sans-patrie » car le riche est le vrai « déraciné », qui, partout dans le monde, où qu'il se trouve, se trouve bien, (…) déraciné par une culture encyclopédique et une existence d'oisif promenant son spleen à travers le monde, (…) pour donner dans cet humanitarisme abstrait et ce cosmopolitisme pratique »[40]. Ici, le bourgeois, comme la figure du juif d'ailleurs, devient l'archétype du « cosmopolite sans racines », d'un individu hors-sol et déraciné, qui n'a pas d'attaches charnelles ni d'appartenances communautaires fixes (à savoir la patrie, la nation, les traditions notamment), sorte de nomade parasite privilégié et

[36] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 371.

[37] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 379.

[38] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.47.

[39] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 371.

[40] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 371-373.

transnational. De plus, c'est à la fois sa double qualité de riche et de bourgeois qui en fait un être particulièrement pénétré de cosmopolitisme, de « citoyen du monde », en quelque sorte. Le bourgeois serait donc un être nomade, cosmopolite et apatride, par essence et par nature.

De plus, Valois critique aussi l'idéologie marchande et mercantile, consubstantielle à la mentalité bourgeoise, puisqu'il déclare que « La possession de l'or et l'usage des capitaux est donc le seul caractère commun aux différentes classes bourgeoises que l'on reconnaît dans le monde moderne »[41]. Là encore, l'auteur émet une critique de la figure du bourgeois comme étant un être essentiellement motivé par de basses et triviales passions, celles de l'or et de l'argent, de l'appât du gain et de la cupidité. Ici, le bourgeois devient un individu qui n'est animé que d'une idéologie marchande et mercantile, ou l'enrichissement personnel semble être la principale source d'intérêt et où s'ébauche d'ores et déjà la figure tant honnie et décriée du capitaliste, personnage qui n'est mû que par la recherche du profit individuel et par l'accumulation de capitaux. Là encore, Valois dénonce la figure du bourgeois capitaliste et cosmopolite, donc apatride, car il critique « le bourgeois, (…) comme un marchand d'or et un jouisseur dénationalisé. »[42]. L'auteur évoque sans détour la Révolution française de 1789, évènement capital qui voit l'affirmation voire le triomphe, tant de la figure du bourgeois que de l'idéologie bourgeoise en France, matérialiste, mercantile et marchande, à partir du XIXe siècle.

Enfin, Valois critique les idéaux démocratiques et libéraux, consubstantiels selon lui à l'idéologie bourgeoise et propagés, diffusés au sein de la société française par la bourgeoisie, puisqu'il prétend que la classe bourgeoise aurait « pénétré en France à la faveur d'un mouvement libéral »[43] et qu'elle aurait aussi « propagées elle-même les idées démocratiques, au cours du XIXe siècle. »[44]. De plus, l'auteur dénonce aussi « Le régime politique et social nommé démocratique qui lui a ouvert toutes les avenues de la richesse française. (…) » et déplore « une société politiquement et socialement dissoute par la Révolution de 1789, où les idées libérales obtinrent l'empire des esprits au XIXe siècle ; »[45]. Ici, il y a la critique très nette de la Révolution française de 1789, événement politique majeur

[41] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 394.

[42] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 396.

[43] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 408.

[44] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 403.

[45] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 405.

et fondateur pour le XIXe siècle, en France et dans toute l'Europe. En effet, la Révolution française est accusée de plusieurs maux, tant sur le plan économique, politique que social. En fait, la Révolution française serait responsable de la destruction de la société de l'Ancien régime. Ici, l'auteur accuse la Révolution d'avoir dissout la société traditionnelle et d'avoir délité le lien social qui existait jadis. Ainsi, la Révolution a permis le triomphe de la bourgeoisie, à la fois comme classe sociale et comme vision du monde, puisqu'avec l'affirmation de la figure du bourgeois, c'est aussi l'avènement de l'idéologie bourgeoise qui se profile en France, dès le début du XIXe siècle. Or, d'après lui, le triomphe de la bourgeoise a aussi permis le triomphe du libéralisme et de la démocratie en France, à partir du XIXe siècle. Ici, le bourgeois est accusé d'avoir diffusé, répandu les idées démocratiques et libérales en France et en Europe, à partir du XIXe siècle[46]. L'auteur semble nous décrire un phénomène à double tranchant, une sorte d'engendrement réciproque et mutuel. En effet, selon lui, le bourgeois est responsable de la diffusion des idées démocratiques et libérales en France mais en même temps, c'est le triomphe du régime démocratique et de l'idéologie libérale qui permet la domination d'une nouvelle classe sociale en France, à partir du XIXe siècle, c'est-à-dire la bourgeoisie[47].

[46] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.54.

[47] *Ibid* p.53-54.

2)- Le bourgeois comme figure de l'exploitation capitaliste, responsable de la misère ouvrière et de la désorganisation du prolétariat :

Tout d'abord, Darville accuse la bourgeoisie capitaliste d'avoir exploité la classe ouvrière et il la rend responsable de la misère du prolétariat, puisqu'il déclare que « ce gouvernementalisme bourgeois (…) est le meilleur système d'exploitation que la Ploutocratie ait découvert pour saigner les peuples à blanc. »[48]. L'auteur entend donc dénoncer le système économique bourgeois, ici qualifié de « ploutocratie », qui s'avèrerait être un système reposant sur l'exploitation du peuple travailleur. Ici, la figure du bourgeois laisse entrevoir le personnage de l'exploiteur, prêt à ruiner le prolétariat et à affamer la classe ouvrière. Le bourgeois est donc un parasite économique qui vit du travail productif des autres, en l'occurrence de la classe ouvrière, en exploitant le prolétariat, sur le plan économique et social. Ici, nous ne sommes pas très loin d'une analyse de type marxiste quant aux rapports de classe et de production, le déséquilibre entre le capital (la bourgeoisie) et le travail (le prolétariat), la violence et les inégalités sociales engendrées par le système économique bourgeois capitaliste et enfin, la critique de l'exploitation bourgeoise. Valois dénonce donc la bourgeoisie capitaliste comme la principale responsable de l'exploitation du prolétariat et de la misère socio-économique de la classe ouvrière puisqu'il déclare que « La bourgeoisie (…) a exploité, surexploité, appauvri (…) les ouvriers français, et ainsi, les classes ouvrières n'ont plus formé que des masses chaotiques, ne possédant aucune formation de résistance contre l'exploitation capitaliste. »[49]. Cette fois, Valois amalgame aussi le système capitaliste et la classe bourgeoise ensemble, en parlant de bourgeoisie capitaliste, comme si le capitalisme, en tant que système économique, était consubstantiel à la bourgeoisie, comme classe sociale[50]. Valois déplore aussi que la bourgeoisie ait désorganisé le prolétariat, ne permettant ainsi pas à la classe ouvrière de se défendre, de se protéger et de lutter face à l'exploitation capitaliste, car il prétend que « Les classes ouvrières n'ont plus formé que des masses chaotiques, ne possédant aucune formation de résistance contre l'exploitation capitaliste. (…) puisque la bourgeoisie a laissé le prolétariat dans un état de désorganisation extrême »[51].

---

[48] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 365.

[49] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 418.

[50] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.47.

[51] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 420.

Ensuite, Valois critique aussi l'influence néfaste et mortifère de la bourgeoisie sur le prolétariat, d'un point de vue idéologique, donc la pénétration de l'idéologie bourgeoise au sein de la classe ouvrière, puisqu'il déclare que « La bourgeoisie (…) a perverti et démocratisé les ouvriers français ; » mais aussi que « le relâchement des mœurs bourgeoises entraînait un relâchement des mœurs ouvrières par quoi le monde ouvrier, comme le monde bourgeois, s'ouvrait à l'anarchisme. »[52]. Ainsi, l'auteur regrette que la classe ouvrière soit convertie à la démocratie libérale et bourgeoise et il critique le relâchement, la décadence des mœurs ouvrières, par imitation de la bourgeoisie et du fait de l'imprégnation de ses valeurs, de ses idéaux dans le prolétariat. Enfin, selon lui, à cette situation délétère créée par la bourgeoisie, il en résulte deux conséquences majeures et tragiques pour le prolétariat. D'un côté la volonté de révolte violente, de révolution violente, d'insurrection généralisée (l'émeute dans les usines) de la classe ouvrière pour protester contre l'exploitation bourgeoise et capitaliste, puisque Valois déplore « dans les classes ouvrières, les aboutissements utopiques de l'esprit de révolte. »[53]. De l'autre, Valois craint le risque grandissant de désordre, de désorganisation, voire de chaos en France, avec la menace de l'anarchie et le danger d'une récupération de la colère ouvrière, de la captation des forces vives du prolétariat par des mouvements anarchistes ou libertaires, des groupes socialistes d'obédience marxiste[54].

Encore, Valois critique aussi la figure du bourgeois comme étant un individu lâche et craintif, apeuré par une hypothétique révolution sociale et ouvrière, puisqu'il décrète que « le bourgeois croit à la Révolution sociale et la redoute, ou craint au moins la violence ouvrière, »[55]. Pour lui, Le bourgeois serait lâche et craintif car il est pacifiste et « humanitariste », c'est-à-dire qu'il condamne toute forme de violence, notamment physique. Il s'oppose aussi au conflit et à la guerre, tout en craignant la lutte des classes. Valois évoque sans doute ici de manière allusive le contexte historique de l'époque en ce début de XXe siècle, en France, avec les attentats anarchistes, le syndicalisme révolutionnaire, le socialisme marxiste. Ici, le bourgeois apparaît avant tout comme un être faible, conservateur et médiocre, pacifiste à outrance et craignant toute forme de violence, surtout si elle est de nature révolutionnaire et ouvrière, pouvant alors menacer son pouvoir et son emprise, tant sur la société que dans le

[52] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 419.

[53] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 420.

[54] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 421.

[55] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 324.

peuple[56]. Enfin, Darville déplore et dénonce l'influence idéologique de la bourgeoisie sur la classe ouvrière qui, à son contact répété, aurait été contaminée et imprégnée de ses idéaux décadents et de ses valeurs inversées voire dégénérées, puisqu'il déclare ceci :

> *La responsabilité de la bourgeoisie française, devant l'Histoire et la Civilisation est grande, (…) car elle est arrivée à compromettre aux yeux du peuple des sentiments aussi anciens, aussi vénérables, aussi naturels que le sentiment de la patrie, de la famille, et j'ajouterai de la religion et de la propriété, éléments indestructibles non seulement de la conscience des peuples, mais aussi de toute civilisation. La bourgeoisie a prostitué au pouvoir et par là gravement compromis ces forces essentiellement libres et sociales que sont la patrie, la famille, la religion et la propriété. Elle a acculé le peuple à cette tactique désespérée de l'antipatriotisme, de l'anticléricalisme, du malthusianisme et du communisme.*[57]

Ici, la critique adressée par Darville à la bourgeoisie est d'un tout autre ordre. Il n'est plus ici question de l'exploitation socio-économique de la classe ouvrière et du prolétariat par la bourgeoisie. Il s'agit en fait de ce que l'on pourrait qualifier de mauvaise influence, du rôle néfaste qu'a pu jouer la bourgeoisie auprès de la classe ouvrière. En effet, la bourgeoisie serait coupable, d'après l'auteur, d'avoir inoculé le poison de son idéologie mortifère et décadente auprès de la classe ouvrière, du prolétariat. En effet, l'auteur déplore que le peuple (la classe ouvrière), sous l'influence néfaste et mortifère de la bourgeoisie, se soit converti à l'antipatriotisme et l'anticléricalisme, puisque le prolétariat aurait en fait rejeté les notions de patrie, de famille ou encore de religion. Là, Darville dénonce déjà la décadence culturelle et civilisationnelle de la bourgeoisie, dans son abandon et son refus des valeurs traditionnelles françaises, mais il critique aussi la responsabilité majeure de celle-ci, dans la dégénérescence intellectuelle et morale de la classe ouvrière.

---

[56] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.66.

[57] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 369-370.

3)- L'idéologie bourgeoise rendue coupable de la médiocrité ainsi que de la décadence de la société française, en ce début de XXe siècle :

Tout d'abord, Darville accuse l'idéologie bourgeoise d'être responsable de la décadence morale de la société, de la dégénérescence des mœurs françaises, puisqu'il dénonce « les pires idées de la décadence intellectuelle bourgeoise, au cours du XIXe siècle »[58]. Selon lui, la décadence de la société serait donc intrinsèque à l'idéologie bourgeoise et à la bourgeoisie, en tant que classe sociale. En fait, Darville attribue la décadence de la société française au matérialisme, qu'il juge consubstantiel à l'idéologie bourgeoise, là aussi, puisqu'il déclare que « cet ignoble matérialisme bourgeois où l'Europe actuelle étouffe (…) qui constitue l'essence et la quintessence (…) de la décadence bourgeoise. »[59]. Une fois de plus, l'auteur dénonce le matérialisme qui serait, selon lui, la cause principale sur le plan philosophico-idéologique, de la décadence de la classe bourgeoise (ou bourgeoisie) et à terme, de la dégénérescence de toute la société française. En réalité, la décadence de la bourgeoisie est attribuée à deux idéologies principales, à savoir le positivisme et le matérialisme, qui s'avèrent être deux des fondements doctrinaux essentiels de la philosophie libérale, du libéralisme tant honni et décrié, car il décrète aussi que « la bourgeoisie semble avoir réussi à entraîner tant l'aristocratie que le peuple dans l'orbite de son ignoble positivisme »[60]. Ici, Darville déplore une décadence généralisée à toutes les classes de la société française, tant la bourgeoisie, que la noblesse ou le peuple, donc la classe ouvrière. Toute la société française serait donc atteinte et rongée par le mal de la décadence, puisque la bourgeoisie aurait en fait contaminé tant la noblesse que le peuple. Derrière la décadence bourgeoise, c'est surtout la médiocrité matérialiste des idéaux bourgeois qui est dénoncée, où aucune grandeur n'existe et où le sublime, au sens sorélien, n'existe pas[61].

Ensuite, Darville dénonce aussi la décadence de l'idéologie bourgeoise qui serait liée au pacifisme humanitariste professé et défendu par la bourgeoisie, puisqu'il déclare que « La France est (…) si avancée sur le chemin de la décomposition et de la décadence, (…) qu'il s'agit d'opérer avec la bourgeoisie une scission réparatrice et régénératrice, (…) contre la décadence bourgeoise et toutes ses idéologies les plus corruptrices, y compris le pacifisme

[58] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 375-386.

[59] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 386.

[60] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 373.

[61] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.67.

humanitaire le plus plat et le plus inepte. »[62]. Il nous livre ici une critique radicale contre la décadence de la société, dont la bourgeoisie (la classe bourgeoise) serait la principale responsable. En fait, ici la décadence ou la décomposition de la France est attribuée à la bourgeoisie et notamment au pacifisme, à l'idéologie humanitariste propagée par la bourgeoisie, selon l'auteur[63]. Ici, il appelle de ses vœux à faire sécession d'avec la bourgeoisie, de se séparer en quelque sorte d'un membre malade, de le couper pour éviter la contagion, la gangrène au reste de la société française. Il y a aussi la volonté de régénérer la société en éradiquant la classe bourgeoise ou tout du moins, l'idéologie bourgeoise et ses nombreux avatars, à savoir le pacifisme et l'humanitarisme. Ici, l'auteur dénonce encore une fois le caractère médiocre, faible et dévirilisé de la bourgeoisie à travers la critique des idéaux pacifistes et humanitaristes, intrinsèques selon lui, à l'idéologie bourgeoise. Là encore, l'auteur dénonce le pacifisme bourgeois qui aurait contaminé toute la société française selon lui, et notamment la classe ouvrière. Ici encore, la paix apparaît comme une réalité médiocre et basse, en opposition totale avec la guerre, source de grandeur et d'héroïsme. Ici, encore une fois, l'auteur critique le pacifisme et l'antipatriotisme bourgeois, qui refléterait en fait le manque de courage de la classe bourgeoise, sa lâcheté, sa médiocrité, son manque de virilité, sa peur du risque et de l'inconnu, sa crainte du danger. Derrière le pacifisme et l'antipatriotisme de façade, la bourgeoisie révélerait sa vraie nature, à savoir la crainte presque tripale de la guerre, la peur viscérale de la violence inhérente à la révolution. Là encore, l'auteur accuse la bourgeoisie d'avoir contaminé les classes populaires, ouvrière et paysanne, d'avoir propagé et diffusé son idéologie mortifère et néfaste. A cette décadence déjà énoncée plus haut, l'auteur se livre aussi à la critique de la bourgeoisie, perçue comme une classe essentiellement corrompue et viciée.

Encore, Darville dénonce le pacifisme comme une idéologie mortifère consubstantielle à la bourgeoisie, menant la société vers l'abîme inexorable de la décadence morale, puisqu'il déclare :

> *la protestation contre la guerre, est animée par des sentiments d'un caractère beaucoup plus bourgeois (...) qui condamne la guerre d'un un point de vue purement sentimental, pacifiste bourgeois, ou même, ce qui est pire encore, on croirait parfois ne percevoir, dans les cris d'effroi à la perspective de la guerre, que le cri de la*

[62] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 358.

[63] *Ibid* p54.

simple peur physique et que cet amour sénile de la vie pour la vie, caractéristique des peuples en décadence et qu'une décomposition morale déjà très avancée a gangrenés.[64]

Là encore, une nouvelle fois, l'auteur dénonce vivement la lâcheté et la médiocrité de la bourgeoisie face au fait guerrier et à la violence. Ici, sans le dire vraiment et de manière sous-jacente, l'auteur attribue les caractéristiques de la féminité (pacifisme, sentimentalité…) à la classe bourgeoise qui pour le coup, s'avère dévirilisée et même émasculée, puisqu'elle refuse totalement la guerre et la violence, phénomènes attribués à la masculinité, surtout à l'époque. Ici, l'auteur reprend la métaphore biologique et médicale pour qualifier l'état de décadence et de décomposition, tant physique que moral, dans lequel est emporté inexorablement la société et le peuple français. Ici, la mort au combat, au cours de la guerre ou de la révolution) semble héroïsée et glorifiée, tandis que la vie tranquille et calme en temps de paix s'avère critiquée, voire dénoncée. Derrière la condamnation sans appel du pacifisme bourgeois, l'auteur revendique tout autant l'héroïsme guerrier que l'élan vital, parfois qualifié de vitalisme[65]. Pour lui, le constat est irrémédiable et sans appel : la bourgeoisie est la principale responsable de la décadence qui frappe la société française, en ce début de XXe siècle. Selon Darville, « ce pacifisme à outrance ne traduit (…) qu'un affaiblissement inquiétant de la vitalité. » et il déplore « la décadence bourgeoise, la décadence ouvrière et la décadence nationale »[66]. Ainsi, selon Darville, la décadence pacifiste et bourgeoise se manifesterait par une perte de vitalité (le fameux « élan vital ») et de virilité, qui mènerait très rapidement un peuple et une société vers l'abîme, vers la mort. Ici, la décadence devient l'ennemie à abattre de toute civilisation, de tout peuple, de toute nation et de toute société, gangrénée par le pacifisme et contaminée par l'humanitarisme. Ici, il avance l'idée originale et atypique que le pacifisme serait l'ennemi de la civilisation et qu'il porterait en germe la décadence et la mort, de ladite civilisation et de toute collectivité humaine en général (la société, la nation, la famille). Enfin au-delà de la critique véhémente du pacifisme, l'auteur dénonce aussi avec ferveur, de nouveau, certaines idéologies corruptrices et médiocres, néfastes voire mortifères, responsables selon lui de la décadence de la France en ce début de XXe siècle et intrinsèques à bourgeoisie, soit l'utilitarisme, le pessimisme et le

[64] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 367-368.

[65] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.73.

[66] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 377-378.

matérialisme[67]. Ainsi, il oppose ici la guerre qui aurait une dimension civilisatrice et régénératrice, à la paix, qui entraînerait alors la décadence de la société et d'un peuple. C'est ainsi que l'auteur vient glorifier et idéaliser la guerre, la conquête militaire et le désir de gloire qui serait au fondement même d'un peuple, d'une société en bonne santé et en pleine possession de ses moyens vitaux. Ici, le bellicisme semble aussi s'accompagner d'un renouveau patriotique et viriliste, qui s'accomplirait alors dans la conquête guerrière. Là encore, l'auteur vient glorifier et idéaliser la guerre, donc la violence qui lui est inhérente, vue comme un phénomène très positif puisque civilisateur. Pour lui, la guerre aurait des bienfaits curateurs et civilisateurs, pour toute société humaine en décadence profonde.

Enfin, Darville déplore aussi la médiocrité bourgeoise face à la violence, qu'elle soit de nature guerrière ou révolutionnaire, faite de lâcheté et de crainte, puisqu'il dénonce « la médiocrité bourgeoise et libérale (…) d'une bourgeoisie qui, assise bien confortablement à la table de l'État, sue de peur et claque des dents à la seule vision du spectre de la Guerre ou de la Révolution. »[68]. Ainsi, l'auteur dénonce là encore la médiocrité bourgeoise, qu'il attribue d'ailleurs autant au libéralisme qu'à la classe bourgeoise elle-même. Ici, il critique encore ce qu'il juge être une bourgeoisie lâche et médiocre, apeurée par la possibilité d'une guerre ou d'une révolution. Ici, il montre la crainte existentielle de la bourgeoisie à l'égard de la violence qu'elle redoute par-dessus tout, qui peut s'incarner aussi bien dans la guerre que dans la révolution, et il met en valeur le caractère davantage conservateur de la bourgeoisie, qui craint sans doute le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière, du prolétariat. Ici, encore une fois, l'auteur critique le pacifisme d'essence bourgeois, inhérent à l'idéologie bourgeoise, qui reflèterait en fait le manque de courage de la classe bourgeoise, sa lâcheté, sa médiocrité, son manque de virilité, sa peur du risque et de l'inconnu, sa crainte du danger. Derrière le pacifisme de façade et d'apparence, la bourgeoisie révélerait en fait sa vraie nature, à savoir la crainte presque tripale de la guerre, la peur viscérale de la violence inhérente à la révolution. Là encore, la bourgeoisie apparaît telle une classe sociale médiocre et dégénérée, inapte à l'autorité et au commandement, largement féminisée et dévirilisée, totalement dépourvue d'instinct vital ou de courage physique. La décadence de la bourgeoisie est aussi attribuée à son hédonisme (la recherche du plaisir et de la jouissance) et à son matérialisme (le désir d'enrichissement personnel, la passion du lucre, de l'or et de l'argent). Ici, la décadence de la bourgeoisie est double, tant sur le plan moral qu'économique. Cette décadence bourgeoise

[67] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.47.

[68] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 359.

engendrerait de manière irrémédiable une destruction progressive de la nation et un effondrement culturel profond. Ici, la bourgeoisie n'est pas seulement synonyme de médiocrité et de décadence, elle devient aussi, de facto, l'ennemie de la culture et des arts, l'adversaire de l'intelligence et de la sensibilité. En cela, la bourgeoisie s'avère ainsi être l'ennemie absolue et totale de la nation et même, de la civilisation.

4)- Derrière la domination bourgeoise, l'ascension de la puissance juive en France :

Déjà, Valois dénonce le fait que derrière la domination bourgeoise, il y aurait en réalité l'ascension de la puissance juive, le triomphe de la bourgeoisie juive sur la France puisqu'il déclare que « La bourgeoisie juive paraît triompher politiquement et économiquement »[69]. Pour Valois, derrière la bourgeoisie et son conservatisme d'apparence, il y aurait en fait la communauté juive qui « tirerait les ficelles ». Ici, « Israël » renvoie bien évidemment au peuple juif et il s'agit ici d'une expression péjorative pour qualifier la puissance juive au sein de la France, tant sur le plane politique qu'économique. Selon l'auteur, la domination bourgeoise servirait en fait à masquer, à cacher la véritable nature du pouvoir en France, celle des juifs et plus précisément, de la haute bourgeoisie juive. Ici, il signifie ainsi que le pouvoir politique, donc l'appareil d'État, appartient à cette bourgeoisie juive.

Ensuite, Valois va essayer de retracer l'ascension fulgurante de la puissance juive, qui remonterait au XIXe siècle, après la Révolution française et l'Émancipation des juifs de France. Tout au long du XIXe siècle, les juifs ont accru leur influence et ont augmenté leur puissance dans de nombreux domaines, comme l'économie, la finance, l'industrie, le commerce ou encore la politique. Selon Valois, derrière le triomphe d'une classe sociale au XIXe siècle et en France, la bourgeoisie, il y a surtout l'ascension fulgurante et la domination de la communauté juive. En fait, selon lui, la Révolution française de 1789 qui instaure le règne de la bourgeoisie marchande en France, a aussi permis le triomphe de la bourgeoisie juive et que le pouvoir de la bourgeoisie française, n'est jamais que le masque du véritable pourvoir en France : la puissance juive, la bourgeoisie juive[70]. Selon lui, derrière la Révolution française, c'est surtout la diffusion massive des idées démocratiques et libérales qui aurait permis l'ascension puis le triomphe des juifs en France, tant sur le plan politique, économique ou financier, puisqu'il accuse la bourgeoisie juive de représenter « en politique, les idées libérales qui obtinrent l'empire des esprits au XIXe siècle »[71]. De plus, ce serait surtout l'installation durable du régime démocratique et parlementaire en France, sous la IIIème République à partir de 1870, qui aurait permis le triomphe des juifs en France, puisqu'il déclare que « le régime politique et social qui est nommé démocratique lui a ouvert

[69] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 413.

[70] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.50-51.

[71] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 405.

toutes les avenues de la richesse française. »[72]. Ici, derrière le pouvoir de la bourgeoisie, l'auteur nous découvre la puissance juive, l'épopée de la bourgeoisie juive en France. Selon lui, les juifs ont approuvé et diffusé massivement les idéaux démocratiques et libéraux en France, depuis le XIXe siècle, car la Révolution française, d'inspiration démocratique et libérale, les avaient émancipés pour en faire des citoyens libres, à la fin du XVIIIe siècle[73]. Ainsi, nous voyons que l'idéologie juive correspond parfaitement à l'idéologie bourgeoise et que derrière l'ascension de la bourgeoisie, il y a donc le triomphe des juifs, la puissance de la bourgeoisie juive. Encore, c'est la bourgeoisie juive qui aurait diffusé et propagé cette idéologie matérialiste, mercantile et marchande dans toute la société française, tout au long du XIXe siècle.

Ainsi, derrière la victoire de la bourgeoisie capitaliste en France, il faut surtout y déceler le triomphe définitif du bourgeois juif et capitaliste. L'auteur défend l'idée selon laquelle l'installation durable du régime démocratique et libéral en France, au XIXe siècle, permet ainsi le triomphe du système économique capitaliste et derrière lui, la domination de la puissance juive, car il déclare que « ayant pénétré en France à la faveur d'un mouvement libéral, la bourgeoisie juive se maintient et s'accroît grâce à la puissance que son or lui assure dans la vie politique. »[74]. L'auteur reprend ainsi la théorie du complot antisémite qui veut que la Révolution française de 1789 fût un événement fomenté par des juifs ou que du moins, qu'il ait profité en majorité aux juifs qui tout au long du XIXe siècle, ont accru leur pouvoir dans les domaines politiques, économiques et financiers. Les juifs seraient donc en fait les maîtres du capitalisme et de la finance, depuis le début du XIXe siècle, selon lui, ce qui correspond à toute une tradition antisémite, à la fois socialisante et anticapitaliste, que l'on retrouve chez des auteurs tels que Toussennel, Drumont ou encore Proudhon. Ici, l'auteur insiste sur le fait que la bourgeoisie juive aurait les pleins-pouvoirs en France, tant sur le plan économique que politique et qu'elle régnerait sans partage sur le pays[75].

Encore, Valois prétend aussi que derrière l'ascension de la bourgeoisie capitaliste en France, il y aurait aussi la domination voire le triomphe de la bourgeoisie juive, liée de manière inhérente au système capitaliste, puisque Valois déclare que « l'on constate que la bourgeoisie juive est actuellement aux premiers rangs de la bourgeoisie capitaliste, plus

[72] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 405.

[73] *Ibid* p.50.

[74] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 407.

[75] *Ibid* p.52.

encore par l'esprit qu'elle apporte dans les luttes économiques que par sa richesse matérielle. ». Selon lui, la bourgeoisie juive « réunit les caractères les plus nets du régime social capitaliste, ce régime étant conçu comme un régime entretenu, soutenu, développé par un seul mobile : la conquête de l'or. »[76]. Ici, il nous donne en substance, l'essence du pouvoir juif, qui est avant tout économique et financier et où la puissance de la bourgeoisie juive proviendrait du fait que cette dernière serait au sommet de la pyramide économique et dominerait le système capitaliste. Pour Valois, le capitalisme serait presque une création, une invention socio-économique, non pas tant de la bourgeoisie catholique française, mais bel et bien de la haute bourgeoisie juive. Darville dénonce aussi « ce qui constitue l'essence et la quintessence du bourgeois juif, le Juif agioteur et bancocrate »[77]. En effet, fidèle à toute une tradition antisémite, antijuive et complotiste, qui associe anticapitalisme et socialisme, l'auteur nous décrit ici l'archétype du juif financier (agioteur) et banquier (bancocrate) et en somme, le symbole emblématique du juif capitaliste et ploutocrate, qui concentrerait la richesse et l'argent entre ses mains. Ici, la figure du bourgeois n'est en fait qu'un masque visant à cacher et caractériser le juif, et à fortiori le bourgeois juif qui n'est jamais qu'un parasite sur le plan socio-économique, puisque improductif.

Enfin, Valois nous parle d'une sorte de concurrence et de rivalité mimétique, qui existerait entre la bourgeoisie française et par rapport à la bourgeoisie juive, dans tous les domaines de l'activité économique, puisqu'il déclare que « les bourgeois conservateurs français ont été amenés à subir tant dans leur vie politique que dans leur vie commerciale et industrielle un sentiment général qui accordait la supériorité à toutes les méthodes, politiques ou économiques, des triomphateurs. »[78] ou encore que « les bourgeois de formation récente, en route vers la richesse, se sont sentis appelés par ce qui paraissait être le succès de la bourgeoisie juive triomphante. »[79]. Ici encore, l'auteur nous parle d'une sorte de « rivalité mimétique », où la bourgeoisie conservatrice française (de formation récente), qu'il qualifie de cléricale ou de catholique, se serait mise à adopter la mentalité, les valeurs et l'idéologie de la bourgeoisie juive afin de s'enrichir au maximum et de gagner beaucoup d'argent, dans le commerce, l'industrie ou encore la finance. Cela tend à confirmer que derrière le triomphe de l'idéologie bourgeoise classique, il y aurait forcément le pouvoir ou la puissance des juifs, de

[76] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 406.

[77] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 373.

[78] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 412.

[79] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 413.

la bourgeoisie juive. Pour lui, la bourgeoisie est une création intrinsèquement juive, tout du moins en ce qui concerne l'idéologie, la mentalité ou encore les valeurs. En fait, Valois reconnaît bien volontiers une supériorité, une domination de la bourgeoisie juive par rapport à la bourgeoisie française, dans tous les secteurs de l'activité économique, que ce soit la finance, le commerce ou l'industrie, puisqu'il déclare de lui-même que « à l'audace commerciale et industrielle de la bourgeoisie juive, la bourgeoisie française oppose une excessive prudence. » mais aussi que « possédant une âpreté particulière au gain, la bourgeoisie juive a acquis une position éminente dans l'économie française, une supériorité générale incontestable dans le commerce et la finance, notamment. Il faut bien considérer que ses talents commerciaux et financiers, sont la cause déterminante principale de sa puissance. »[80]. Ici, l'auteur nous confirme la domination de la bourgeoisie juive dans tous les domaines de l'activité économique, qu'il s'agisse de l'industrie, de la finance ou encore du commerce.

Ainsi, le pouvoir juif serait avant tout un pouvoir de nature économique et financier. Selon lui, il oppose la réussite économique et financière de la bourgeoisie juive, due principalement à son audace entreprenante, à l'échec patent de la bourgeoisie française, dans les mêmes domaines, et cela causé par sa prudence, sa timidité dans les affaires. L'auteur considère donc que c'est grâce à son intelligence, à sa mentalité propre, à ses valeurs particulières ou encore à ses capacités que la communauté juive doit son pouvoir et sa puissance, surtout sur le plan économique et financier. En effet, selon lui, l'appât du gain, le désir d'enrichissement personnel, la volonté d'accumulation de capitaux, le sens des affaires et du commerce ou encore l'amour de l'argent peuvent expliquer et permettre de comprendre le pouvoir, la puissance juive en France. Selon lui, les juifs auraient des qualités naturelles et innées, des capacités intrinsèques et des prédispositions pour le commerce, l'industrie et la finance, dans tout ce qui se rapporte aux secteurs économique et financier, en somme. Selon lui, ils auraient une habileté particulière, un état d'esprit particulier et une mentalité propre à l'enrichissement personnel, au maniement de l'argent et à l'accumulation du capital. Ainsi, par ses nombreuses réussites et succès dans les secteurs tant économiques que financiers, l'auteur nous démontre ainsi que la bourgeoisie juive est « la Bourgeoisie des bourgeoisies » et cela explique alors sa maîtrise et sa domination du capitalisme, tant marchand que financier, par rapport à la bourgeoisie française « classique », donc catholique et non juive.

[80] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 411-413.

Après avoir observé la critique de l'idéologie bourgeoise et de la philosophie libérale, il s'agit maintenant de s'intéresser à la dénonciation de la démocratie bourgeoise et du régime parlementaire, dans les *Cahiers du Cercle Proudhon*.

Chapitre 2) - L'hostilité à l'égard de la démocratie bourgeoise et de la république parlementaire :

1)- La critique radicale du « gouvernementalisme » démocratique, de la république centralisatrice et étatiste ainsi que du parlementarisme :

2)- Un système politique de pourrissement et de corruption, responsable de la décadence/décomposition de la société française, en ce début du XXe siècle :

3)- La démocratie libéralo-bourgeoise et le régime parlementaire, comme masque de la tyrannie capitaliste et de l'exploitation ploutocratique :

4)- La démocratie parlementaire et la république libérale, des régimes politiques au service de l'anarchie et du désordre en France :

Chapitre 2) - L'hostilité à l'égard de la démocratie bourgeoise et de la république parlementaire :

1)- La critique radicale du « gouvernementalisme » démocratique, de la république centralisatrice et étatiste ainsi que du parlementarisme :

Tout d'abord, Lagrange critique vigoureusement le régime démocratique, en le décrivant telle une erreur ou encore une absurdité politique, puisqu'il déclare que « La démocratie est la plus grande erreur du siècle passé. »[81] et Valois dénonce « une nation qui a fait quelques erreurs intellectuelles et qui s'est donné un régime absurde, la démocratie »[82]. Ainsi, face à ce premier constat empirique antidémocratique, les auteurs émettent en fait de très nombreuses critiques d'ordre politico-institutionnel à l'endroit du régime démocratique, de son fonctionnement notamment.

En premier lieu, Darville dénonce la république « une et indivisible », soit le caractère centralisateur, unitaire voire étatiste du régime démocratique, puisqu'il préconise « la plus magnifique démolition qu'on puisse rêver de la démocratie *une et indivisible* et du dogme unitaire »[83]. Par-là, l'auteur critique la démocratie unitaire et centralisée, qui n'est autre que la IIIe République jacobine et centraliste, régime politico-institutionnel installé depuis 1870 en France. En creux, il faut comprendre la critique fondamentale du régime démocratique. En fait, la démocratie s'avérerait être un régime centralisé, avec la république jacobine et centraliste, dont le fondement idéologique n'est autre que la devise de la « république une et indivisible ». Ici, l'auteur semble remettre en cause le dogme inviolable de la IIIème République, dont la caractéristique principale est d'être un régime politique étatiste et centralisateur, reposant sur l'héritage politico-idéologique de la Révolution française. Encore, Valois critique le caractère centralisateur du régime démocratique puisqu'il prétend que « la démocratie ne peut décentraliser »[84]. Ici, c'est une critique de nature politique et institutionnelle du fonctionnement du régime démocratique, de ses institutions. En fait, la démocratie serait un régime politique centralisateur et étatiste, concentrant tous les pouvoirs

[81] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 178.

[82] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 215-327.

[83] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 195.

[84] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 336.

possibles en un point de commandement unique. Valois et Lagrange dénoncent donc la démocratie comme un régime politique ne respectant pas les corps intermédiaires et ne garantissant pas les libertés locales, les autonomies régionales ou provinciales. En creux, nous comprenons ainsi que la démocratie centralisée et étatiste (soit la IIIème République) serait le régime politique le plus opposé aux véritables libertés politiques et publiques. Il s'agit donc d'une contradiction majeure et essentielle d'un point de vue philosophique et idéologique, puisque c'est un régime politique d'essence libérale (dans sa nature) mais qui ne respecte pas les libertés politiques réelles, concrètes, par sa nature centraliste, par son caractère étatiste.

En second lieu, Darville critique ce qu'il appelle le « gouvernementalisme » républicain, soit le caractère étatiste et centralisateur intrinsèque, inhérent au régime démocratique selon lui, puisqu'il prétend que « l'État démocratique moderne est devenu le monstre dévorant que nous connaissons ; le gouvernementalisme bourgeois, sous la troisième République, s'est enflé (…) et nos socialistes d'État ne rêvent que de le porter à son apogée, en lui faisant embrasser tout le domaine de l'économie. »[85]. Ici, la critique porte tant sur la démocratie que sur la République, en tant que régimes politiques et institutions. En fait, l'auteur nous brosse ici un régime démocratique en proie à ce qu'il qualifie de « gouvernementalisme », c'est-à-dire ce système politico-institutionnel très centralisé et étatiste, qui viendrait brider voire étouffer les autonomies locales (comme les régions et les provinces) ou les libertés réelles et concrètes, de la société et du peuple. Ici, la démocratie apparaît presque comme un régime tyrannique (et, c'est un paradoxe, tel un régime antidémocratique), privatif de libertés et régnant sans partage, en confisquant le pouvoir. L'auteur évoque avec une allusion le rôle moteur que jouerait la démocratie dans le domaine de l'économie. Là encore, c'est une critique de la démocratie comme un régime centralisateur et étatiste, mais aussi la dénonciation d'un régime politique très interventionniste et dirigiste sur le plan économique, assimilant peut-être ainsi la démocratie à une forme de proto-communisme, ou du moins au socialisme (où la propriété privée est abolie, où les moyens de production sont collectivisés, où la liberté dans le domaine économique est inexistante). Ici, l'auteur critique la démocratie comme étant un régime qui viendrait étouffer, contrôler toute l'activité économique. Ainsi, c'est donc une critique de nature libérale qui est adressée à l'encontre de la démocratie, accusée d'être un régime politique socialisant, étatiste et collectiviste. C'est la première fois qu'il semble opposer de manière radicale le régime démocratique aux libertés, qu'elles soient publiques, politiques ou économiques. A l'opposé

[85] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 361.

de l'idée reçue, la démocratie serait en fait antagoniste et contraire au principe de liberté, ce qui semble pour le moins étonnant. Là encore, Valois dénonce vigoureusement le caractère supposément tyrannique et despotique de la démocratie en France, puisqu'il va jusqu'à évoquer « l'oppression de l'État démocratique », qui s'avérerait être, selon lui, un régime autoritaire et ne respectant pas les moindres libertés les plus élémentaires[86].

Darville entend aussi « réagir contre l'étatisme en général et l'étatisme socialiste en particulier, incarnés dans Jaurès »[87], adressant ainsi une critique évidente à l'encontre de la démocratie étatiste, à l'égard de la république jacobine et centralisée. Pour Darville, l'étatisme et la centralisation seraient intrinsèques, consubstantiels à la république, tels les fondements politico-institutionnels du régime démocratique. Ici, l'auteur critique le socialiste français Jean Jaurès, accusé d'être l'incarnation emblématique du système démocratique tant décrié et honni, à la fois centralisateur et étatiste. En effet, Jaurès est le prétexte pour dénoncer les vices et les tares de la démocratie. En fait, ici, l'auteur accuse le régime démocratique d'être un système étatiste et centralisateur, ce que l'on pourrait qualifier de « gouvernementalisme jacobin ». Ici, l'auteur associe et assimile le régime démocratique (ou « gouvernementalisme ») à l'idéologie bourgeoise, reposant essentiellement sur deux piliers politiques : le centralisme et le bureaucratisme. Derrière tout cela, c'est toujours la critique de l'étatisme républicain, de la démocratie jacobine et centralisatrice. Enfin, la dénonciation de la « centralisation bureaucratique » est une allusion très claire à l'idéologie saint-simoniste, doctrine politico-idéologique reposant avant tout sur le progrès technique, le développement industriel de la France et la technobureaucratie. Là encore, l'auteur adresse une critique évidente à l'encontre de la démocratie étatiste, à l'égard de la république jacobine et centralisée. Une fois de plus, il y a ici la critique radicale et absolue de l'étatisme et du centralisme démocratique, requalifié en « gouvernementalisme bourgeois ». Là encore, Darville critique fermement le régime démocratique, son autoritarisme (le « césarisme ») et son caractère centralisateur, étatiste. Valois et Darville opposent en quelque sorte le « pays légal », soit la démocratie et la république, donc le régime politique et institutionnel au « pays réel », c'est-à-dire le peuple, la société toute entière éprise de liberté et qui subit le joug, la contrainte de l'autoritarisme démocratico-républicain.

Ensuite, Darville associe clairement le centralisme au gouvernementalisme, comme

[86] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 412.

[87] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 361-362.

fondement politique intrinsèque à la démocratie, puisqu'il déclare que « comme les États eux-mêmes, cette loi qui veut que plus la centralisation augmente, plus le gouvernementalisme se développe (…) et à mesure que les États se centralisent, ils tombent dans un césarisme administratif. »[88]. Ici, l'auteur associe et assimile la centralisation (ou centralisme) au gouvernementalisme, qui n'est jamais que le masque de la démocratie. Derrière tout cela, c'est la critique fondamentale de l'étatisme qui pointe, tout autant pour le cas de la démocratie que de la république. Selon lui, par son organisation centraliste et du fait de son fonctionnement gouvernementaliste, la démocratie tendrait toujours à devenir un régime politique étatiste et administratif, donc bureaucratique, faisant des citoyens français de simples administrés et non pas des hommes libres et émancipés comme elle le prétend.

En dernier lieu, Darville dénonce aussi le parlementarisme et assimile le régime parlementaire à l'impuissance politique, car il déclare avoir une « hostilité violente, (…) contre le parlementarisme et le règne des partis qu'il implique. » tout en professant un « antiparlementarisme forcené, une dénonciation brutale et péremptoire du « crétinisme parlementaire » »[89]. Ici, c'est aussi la première critique adressée à l'endroit du régime parlementaire, qualifié ici d'une manière péjorative de « parlementarisme ». Ici, l'auteur exprime une critique du système parlementaire, du parlementarisme toute somme assez classique. L'expression « crétinisme parlementaire » est significative de l'antiparlementarisme radical chez Darville, et renvoie bien à une absurdité politique, une bêtise institutionnelle. Ici, le régime parlementaire est associé au « règne des partis », c'est-à-dire à la faiblesse et l'instabilité du pouvoir exécutif et décisionnel. C'est donc un paradoxe politico-institutionnel majeur de plus, puisque d'un côté, la démocratie est un régime politique étatiste et centralisateur et que de l'autre, c'est aussi un système très faible et instable d'un point de vue institutionnel, en raison du parlementarisme qui lui est inhérent. En fait, l'antiparlementarisme est une tradition politique que l'on retrouve aussi bien à l'extrême gauche qu'à l'extrême-droite, puisque-au sein du Cercle Proudhon, ce sont tout autant des syndicalistes que des nationalistes (ou des monarchistes) qui adressent une critique à l'égard du régime parlementaire, consubstantiel selon eux à la démocratie.

En dernière instance, le régime démocratique semble insatisfaisant, néfaste et

[88] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 362-363.

[89] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 364.

nuisible sur tous les points, car il ne garantirait ni l'autorité, ni la liberté. En somme, et c'est la contradiction majeure, le paradoxe absolu, la démocratie s'avère être un régime politique de nature libérale et autoritaire qui en fin de compte, ne respecte pas ses propres principes fondateurs, étant dans l'incapacité de préserver l'autorité véritable et de garantir la liberté réelle. En effet, la démocratie est un régime politique autoritaire en apparence dans ses institutions (l'étatisme, le gouvernementalisme, le centralisme), mais il s'avère en vérité, que c'est un système faible, déséquilibré et instable, qui instaure le règne des partis via le parlementarisme dans la cité, tout en ouvrant les portes à l'anarchie, au chaos et au désordre en France. De plus, la démocratie est un régime politique d'inspiration libérale en théorie, mais dans les faits concrets, il s'agit d'un système qui ne respecte pas les libertés réelles les plus élémentaires. Ainsi, pour Darville, la démocratie est un régime politique non viable et non durable par essence, trop fragile et instable, en proie à de telles contradictions politico-philosophiques constitutives et intrinsèques que, selon lui, le système démocratique (et républicain, de facto) devrait s'effondrer de lui-même, de l'intérieur.

2)- Un système politique de pourrissement et de corruption, responsable de la décadence, de la décomposition de la société française, en ce début de XXe siècle :

Tout d'abord, Lagrange dénonce vigoureusement la démocratie comme étant un régime politique ennemi de la culture et de la civilisation, menaçant aussi les peuples et les nations, puisqu'il déclare que « La démocratie (…) est une maladie mortelle pour les nations, pour les sociétés humaines, pour les familles, pour les individus (…) et elle vit d'une perversion de l'intelligence. », mais aussi que « les idées démocratiques dissolvent dans l'esprit, (…) la nation, la famille, les mœurs. »[90]. Ici, Lagrange accable la démocratie de tous les maux politiques et philosophiques possibles, imaginables. Il lui attribue ainsi la décadence de la France et la rend principale responsable dans l'effondrement du pays et de la civilisation. De plus, à la décadence des mœurs (ou de la morale), Lagrange rend aussi coupable la démocratie d'avoir instauré en France, un régime politique reposant essentiellement sur le vice, la corruption un long pourrissement généralisé de la société française. Ici, l'auteur semble opposer la démocratie à la culture ou encore à la civilisation, comme si le régime démocratique faisait peser une menace, un danger pour la nation française. Il est donc question des institutions démocratiques, c'est-à-dire de la démocratie comme régime politique qui semble déjà être attaqué comme un système de décadence et de médiocrité[91]. Selon lui, la décadence et le pourrissement de la France, proviendrait du double fait que la démocratie aurait tout à la fois, réussi à détruire l'État, à savoir la nation et dissoudre la société civile, c'est-à-dire le peuple. Ainsi, par la négation des principes d'autorité de l'État et de liberté du peuple, la démocratie mènerait alors la France sur la pente fatale de l'anarchie, donc de la décadence et du pourrissement, pour Valois[92]. Darville associe également l'effondrement de la nation à l'échec démocratique, en les assimilant ensemble, puisqu'il évoque « une défaite nationale ainsi qu'une faillite démocratique ». Selon lui, ce serait le système démocratique et libéral qui serait le principal responsable et facteur explicatif de la décadence profonde de la France[93].

De plus, il dénonce aussi vertement l'hypocrisie, la malhonnêteté et le double

[90] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 178-179.

[91] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 178.

[92] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 391.

[93] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 206.

discours de la démocratie, puisque ce régime politique fait l'apologie de la vertu républicaine dans les mots, pour finalement instaurer le règne du vice et de la perversité, dans les faits. Visiblement, c'est ce grand écart, ce fossé abyssal entre les déclarations pleines de principes moraux et les réalisations concrètes faites d'immoralité et de décadence par la démocratie, qui dégoûte profondément Lagrange. Encore, Lagrange accuse et rend la démocratie, comme régime politique, responsable de la dissolution des mœurs et de la décadence qui rongerait la société française, dans toutes les institutions naturelles et les structures traditionnelles de la France (la famille, la nation), en ce début de XXe siècle. Là aussi, Lagrange rend la démocratie coupable et responsable de l'effondrement culturel et de la décadence intellectuelle, morale et spirituelle de la France. La France serait donc contaminée par deux maux, deux poisons que seraient la démocratie sur le plan politique et la décadence, d'un point de vue de la morale et des mœurs. Face à ce constat de décadence démocratique, Lagrange en appelle donc logiquement à la destruction du régime démocratique, afin de sauver la France de cette décadence inexorable, puisqu'il décrète que « Si l'on veut vivre, si l'on veut travailler, si l'on veut posséder dans la vie sociale les plus hautes garanties humaines pour la Production et pour la Culture, si l'on veut conserver et accroître le capital moral, intellectuel et matériel de la civilisation, il est absolument nécessaire de détruire les institutions démocratiques. »[94]. Ici, Lagrange associe alors la démocratie à un système de décadence et de décomposition qui entraînerait la France vers la ruine et la mort. Ainsi, pour défendre la culture, pour protéger la civilisation, il serait urgent voire nécessaire d'abattre le régime démocratique en France. Il fait à nouveau de la démocratie, le régime politique ennemi absolu de la civilisation française et européenne. Il convient donc de combattre et de détruire la démocratie pour sauver la France de la décadence qui la ronge inexorablement, en quelque sorte. Ici, la démocratie devient le régime politique de l'anti-culture, ennemi de la civilisation et responsable de la décadence morale qui minerait et hanterait la société française, en ce début de XXe siècle. Darville dénonce encore « notre démocratie jouisseuse, matérialiste et gangrénée jusqu'aux moelles ! »[95], où il reprend ici la métaphore imagée d'un corps sain contaminé par une maladie mortelle et en voie de pourrissement, de décomposition. Le constat est ainsi très clair : la démocratie est une maladie mortelle qui gangrène la France, dont les conséquences directes et immédiates s'avèrent être la décadence des mœurs et le pourrissement de la société française.

[94] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 178.

[95] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 203.

Ensuite, Darville dénonce aussi la démocratie tel un régime politique de décadence intellectuelle et morale, du fait de l'idéologie bourgeoise qui lui est intrinsèque et consubstantielle, puisqu'il déclare que « la démocratie coule à pleins bords, et qu'au nom d'une métaphysique à la fois rationaliste et matérialiste (...) elle détruit toutes nos traditions nationales aussi bien classiques que chrétiennes, et que, sous le fatras des morales laïques et des belles tirades sur le progrès et la liberté, on ne découvre rien d'autre que cette maxime sénile d'une bourgeoisie dégénérée. »[96]. Là encore, Darville dénonce la démocratie comme un régime politique de faiblesse, de médiocrité et de décadence accélérée. Il accuse surtout la démocratie d'avoir détruit toutes les traditions nationales françaises et « classiques », comme la monarchie absolue et l'Église catholique. Ici, il attaque et critique aussi le rationalisme et le matérialisme, deux idéologies mortifères et nocives qui expliquent la décadence de la démocratie et, a fortiori, de la toute la société française par là même. Enfin, Darville critique le laïcisme et le progressisme afin d'expliquer la décadence, la dégénérescence de la démocratie française et d'une société complètement athée, déchristianisée et déracinée. Ici, encore c'est le procès de la philosophie libérale et de l'idéologie matérialiste qui seraient les principales responsables de la décadence démocratique et française. Pour Darville, la démocratie ne serait sur un plan politique, que la concrétisation, l'émanation dans le réel de l'idéologie bourgeoise ou plutôt des idéaux et valeurs de la bourgeoisie, comme le progressisme, le libéralisme, le rationalisme ou encore le matérialisme. Ainsi, selon lui, le régime démocratique serait par conséquent inhérent, intrinsèque, consubstantiel à l'idéologie bourgeoise, quelle qu'elle soit d'ailleurs et il serait donc vain de vouloir les séparer ou même de les opposer, l'un contre l'autre.

Encore, Darville accuse aussi la révolution française d'avoir détruit l'ancienne société pour permettre l'avènement et le triomphe de la démocratie en France, entraînant ainsi la nation, la société et le peuple tant vers la décadence morale que vers la médiocrité intellectuelle, puisqu'il dénonce « la médiocrité démocratique, bourgeoise et libérale »[97] et Valois renchérit aussi en déplorant « une société politiquement et socialement dissoute par la Révolution de 1789 (…) ainsi qu'une société française complètement démocratisée, avec une humanité prodigieusement abaissée, »[98]. Là encore, Valois accuse la Révolution française, en

[96] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 203.

[97] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 359.

[98] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 405-406.

1789, d'avoir détruit une société organique et traditionnelle, tout en ayant dissout le lien social qui existait au sein du peuple français, sous la monarchie catholique d'Ancien régime. La principale conséquence politique qui en résulte étant alors le triomphe définitif du régime démocratique en France, sur les ruines de l'ancienne société traditionnelle et organique française détruite par la Révolution, entraînant par là même la médiocrité et la décadence dans toute la nation. Ici, Valois associe à la démocratie, tant la décadence morale que la médiocrité intellectuelle ou politique, héritée de la révolution libérale et bourgeoise de 1789. En fait, Valois attribue principalement la médiocrité et la décadence du régime démocratique à ses influences idéologiques bourgeoises et, pour tout dire, à son « embourgeoisement » depuis la révolution française. Valois rend de nouveau la démocratie responsable de la décadence des mœurs et de la décomposition morale de la société française. Ici, la démocratie devient un système de pourrissement politique et de dégénérescence morale ayant contaminé et gangréné toute la nation française, le peuple et la société compris. Par patriotisme et pour sauver la nation française de la décadence irrémédiable dans laquelle elle se trouve compromise, Valois propose ainsi d'abattre le régime démocratique et de détruire aussi le système parlementaire, qui gangrènerait la France selon lui. Selon lui, la Révolution française d'inspiration libérale et démocratique, aurait dissout la société d'Ancien régime (faite de corps intermédiaires et de corporations professionnelles) et brisé ainsi un équilibre politique et social millénaire, fondé par la monarchie catholique française. Pour lui, la destruction d'une société homogène, équilibrée et organique a pour principale conséquence le développement de l'anarchie, du chaos, du désordre en France. Ainsi, la société française démocratisée s'ouvre par là même à la médiocrité et à la décadence[99]. Plus que jamais, Valois nous apparaît ainsi tel un penseur influencé par le royalisme d'Action française et pénétré de doctrine maurrassienne, tout à la fois contre-révolutionnaire, traditionaliste et réactionnaire puisqu'il rejette en bloc tout l'héritage politico-philosophique issu des Lumières et de la Révolution.

Ainsi, et parlant à la place de Valois, nous pourrions nous exprimer ainsi : « A mort la démocratie, pour que vive la France ! », puisqu'il décrète que pour « conjurer les périls qui menacent la nation (…) il faut détruire les institutions démocratiques, (…) et vider la nation de tout parlementarisme. Ce sont les conditions qui servent l'intérêt national. »[100], laissant supposer et entendre que la survie de la nation française dépendrait de la destruction du

[99] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 401/405/409.

[100] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 423-424.

régime démocratique et parlementaire. Ici, Valois appelle sans détour à détruire le régime démocratique et parlementaire, à dissoudre la république en France. En fait, pour lui, la destruction du régime démocratique et parlementaire s'avérerait être une mission de salut public afin de régénérer le peuple et la nation, puisqu'il rend ce système politique responsable de tous les maux dont souffrirait la France et qui la rongerait, la minerait de l'intérieur (à savoir la médiocrité, la décadence, la faiblesse, l'impuissance…). Pour lui, l'intérêt supérieur de la France passe alors par la destruction de la démocratie parlementaire. Ainsi, le redressement national semble exiger l'éradication du régime démocratique, du système parlementaire et de la IIIe République de la France, en ce début de XXe siècle.[101]

[101] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 420/423-424.

3)- La démocratie libéralo-bourgeoise et le régime parlementaire, comme masque de la tyrannie capitaliste et de l'exploitation ploutocratique :

Tout d'abord, Lagrange dénonce la démocratie, en tant que régime politique, comme étant un leurre, un masque servant à cacher la nature du véritable pouvoir en France, celui du système capitaliste, puisqu'il déclare que « La démocratie (…) nous a livrés à quelques grandes compagnies de pillards, politiciens associés à des financiers ou dominés par eux, » mais aussi que « La démocratie a permis, dans l'économie et dans la politique, le rétablissement du régime capitaliste (…) en substituant la loi de l'or aux lois du sang. »[102]. Ici, l'auteur dénonce le régime démocratique comme étant un masque politique au service du système économique capitaliste. Ainsi, la démocratie devient alors l'agent conscient, l'allié objectif de la domination du capitalisme, de la finance internationale, donc de la ploutocratie sur la France. C'est ici, en germe, déjà la dénonciation d'un système qualifié par lui de « plouto-démocratie », soit le régime démocratique comme pouvoir de l'argent, de la richesse et non pas du peuple citoyen. Ici encore, l'auteur affirme avec conviction que la démocratie comme régime politique, permet et légitime la domination d'un système économique critiqué et combattu, à savoir le capitalisme[103]. Ici, Lagrange nous dit que le soubassement vital du système démocratique, s'avérerait être l'or, qui ici, devient la métaphore personnifiée et incarnée de l'argent, de la richesse, puisqu'il prétend que « La démocratie vit de l'or »[104]. Il nous montre ainsi l'alliance objective, la collusion avérée entre le régime démocratique et le système capitaliste afin de régner sur la France et de dominer la nation. Ici, la démocratie bourgeoise est accusée par Lagrange d'être un régime politique soumis et obéissant au règne de la ploutocratie. C'est clair et net, la démocratie serait au service du capitalisme, permettant ainsi le triomphe définitif dans la cité du régime de l'or. La nation devient alors l'instrument docile de la domination brutale des puissances financières, avec l'affirmation en France du pouvoir et du règne de « l'Argent roi ». Ici, l'auteur dénonce la connivence, la collusion entre la démocratie parlementaire et la bourgeoisie capitaliste. En fait, là encore, le régime démocratique et parlementaire n'est que le faux nez, le masque habile du vrai pouvoir, celui du système ploutocratique et capitaliste[105]. Lagrange critique aussi les politiciens qui, au

[102] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 178.

[103] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.54.

[104] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 179.

[105] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.53.

gouvernement comme au parlement, sont financés et stipendiés par la ploutocratie et les puissances financières qui l'accompagnent. Ici, il dénonce donc la corruption et l'hypocrisie des élites politiques françaises, qui prétendent gouverner au nom du peuple français et de la démocratie, tout en servant les intérêts capitalistes et en obéissant à la ploutocratie. Ici, les politiciens deviennent les agents conscients et volontaires du système ploutocratique et capitaliste, ses alliés objectifs autant que ses serviteurs zélés, tout en prétendant défendre la démocratie parlementaire et le peuple français. Là encore, la démocratie parlementaire apparaît comme un gigantesque théâtre, un leurre qui viendrait masquer la vraie nature du pouvoir en France, celui de la finance internationale et du capitalisme bourgeois, à travers la domination du système ploutocratique sur la nation[106].

Ensuite, Darville dénonce le triomphe du système capitaliste au sein du régime démocratique puisqu'il déclare que « la Ploutocratie réussît à rester maîtresse de l'État. (…) puisque la démocratie est le pays de cocagne des financiers »[107] tout en déplorant aussi « le règne absolu et incontesté de la Ploutocratie, sous les espèces d'un césarisme démocratique, régime où la centralisation s'allie à la bancocratie. »[108]. Là encore, Darville soutient que le régime démocratique et toutes les caractéristiques politico-institutionnelles (l'autoritarisme, le centralisme, l'étatisme…) qui le composent, permettrait in fine, la domination du pouvoir de l'argent, l'affirmation de la puissance capitaliste et ploutocratique dans la nation. De plus, Valois dénonce aussi le parlementarisme qui, au même titre que la démocratie, serait un allié objectif au service de la domination du système capitaliste sur la France, puisqu'il prétend que « la politique parlementaire est devenue une industrie bourgeoise et capitaliste (…) et le mal est entièrement politique. Il est engendré par la vie démocratique, »[109]. Il s'agit là d'une nouvelle critique de Valois, formulée cette fois-ci à l'encontre du régime parlementaire (ou parlementarisme) qui comme le régime démocratique, est associé au système capitaliste et bourgeois. Ainsi, Valois accuse le régime parlementaire (tout comme la démocratie) d'être instrumentalisé et manipulé par le capitalisme. Ici, Valois dénonce ainsi la démocratie parlementaire comme un régime politique tout entier dévoué à servir et à soutenir le capitalisme bourgeois. Ici encore, le régime politique (la démocratie, le parlementarisme) n'est que le masque, l'alibi qui vient justifier et légitimer un système économique

[106] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 397.

[107] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 358-391.

[108] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 386.

[109] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 397.

d'exploitation et de domination (le capitalisme, la ploutocratie). Il fait ici un lien très net, une corrélation évidente entre l'installation de la démocratie parlementaire (sur le plan politique) d'une part, et le triomphe du capitalisme bourgeois (sur le plan économique), d'autre part, en les associant tous les deux ensembles.

Encore, Darville critique la démocratie comme étant l'otage, la prisonnière du capitalisme, puisqu'il dénonce « cette démocratie bavarde et couarde, livrée toute entière aux mercantis de la Plume, de la Bourse et de l'Urne »[110] et Valois s'insurge contre « la domination de l'or et la Ploutocratie, qu'elle soit nationale ou internationale, qu'elle règne sous son nom propre ou sous le couvert de la république ou de la démocratie »[111]. Là encore, Valois associe la démocratie et le capitalisme, comme un tout, un ensemble cohérent, un système politico-économique visant à exploiter, à dominer, à asservir le peuple (soit la classe ouvrière, le prolétariat). Ici, la démocratie apparaît comme un régime politique soumis et dominé par trois forces et influences principales, à savoir : les intellectuels (la « Plume »), le capitalisme (la « Bourse ») et l'électoralisme (« l'Urne »). En quelque sorte, Valois critique ici le manque d'impartialité et d'indépendance du régime démocratique à l'égard de forces extérieures, tant politiques qu'économiques, de groupes de pression (les « lobbies »). Ainsi, la démocratie servirait davantage les intérêts particuliers de lobbies qui la finance, au détriment de l'intérêt général du peuple, du bien commun de la nation. Selon lui, la démocratie trahit alors son principe fondateur, son idéal politique indépassable, à savoir « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », et devient un régime politique oligarchique. Pire, Darville va jusqu'à évoquer une possible connivence, une probable collusion entre le régime démocratique et le système capitaliste, puisqu'il démontre « l'affinité, qui pourrait paraître étrange à des yeux superficiels, du socialisme d'État, de la démocratie bourgeoise et de la Ploutocratie ! »[112]. Ici encore, Darville réaffirme la collusion, l'alliance objective entre le régime démocratie et le système capitaliste (la ploutocratie), tous deux étant les émanations et concrétisations, sur le plan politique et économique, de l'idéologie bourgeoise tant honnie et décriée. En fin de compte, la démocratie et le capitalisme défendraient les mêmes intérêts économiques et seraient tous deux issus de l'idéologie bourgeoise. Darville affirme ainsi que le régime démocratique serait le système politique le plus favorable et conciliant à l'égard de la domination capitaliste et ploutocratique en France.

---

[110] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 203.

[111] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 331.

[112] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 361.

Ainsi, Valois va jusqu'à dénoncer un potentiel système plouto-démocratique, où le capitalisme aurait fait alliance avec la démocratie, puisqu'il déplore « la plouto-démocratie où nous sommes. »[113] et prétend que « nous n'avons qu'un État plouto-démocratique dévoué à des intérêts privés »[114]. Là encore, il insinue alors une connivence, voire une alliance entre le régime démocratique et le système capitaliste, rebaptisé ici en ploutocratie. Ici, Valois dénonce le système plouto-démocratique, comme un régime politico-économique voué et dévolu à des intérêts particuliers, ceux des puissances financières et des forces de l'argent, où le capitalisme peut alors triompher et régner en seul maître dans la nation. Pour la première fois, Valois évoque la notion de plouto-démocratie, soit un système politico-économique global et cohérent, réunissant la démocratie et le capitalisme à la fois, en les associant tous les deux. Ici encore, la principale caractéristique économique de ce système plouto-démocratique semble être la puissance de l'or, la domination et le pouvoir de l'argent au sein d'une nation conquise et soumise, comme la France. Cette fois-là, Valois semble aussi associer, agréger le régime républicain à ce système plouto-démocratique. C'est ici autant une critique des institutions politiques (comme la démocratie ou la république, par exemple) que d'un système économique déterminant (à savoir le capitalisme, la ploutocratie). Là encore, Valois accuse le régime démocratique d'avoir permis la domination, le triomphe du système capitaliste en France. Dans ce système plouto-démocratique, le régime démocratique n'est plus qu'une simple émanation du système capitaliste, servant les intérêts des puissances d'argent, de la finance internationale. Pour lui, démocratie et capitalisme deviennent presque des notions similaires et interchangeables, plus que complémentaires d'ailleurs.

Enfin, Darville associe aussi le caractère centralisateur de la démocratie à la domination capitaliste, effectuant un lien évident entre le centralisme démocratique et les puissances financières capitalistes, puisqu'il déclare que « plus la centralisation augmente, plus le gouvernementalisme se développe (…) Au sein même de l'organisation centraliste et démocratique (…) à mesure que l'État se centralise, il tombe dans un césarisme administratif favorable à la domination des puissances d'argent, disons plus exactement le capitalisme ploutocratique. »[115]. Cette fois-ci, Darville développe une idée originale, selon laquelle la centralisation (appelée aussi « gouvernementalisme ») consubstantielle à l'État démocratique aboutirait en fait à la domination des puissances d'argent, au pouvoir des financiers, à la

[113] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 333.

[114] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 391.

[115] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 362-363.

puissance du régime de l'or sur la France. Ici, Darville attribue donc ainsi au caractère centralisateur et étatiste du régime démocratique, le triomphe du système capitaliste et la domination des puissances financières au sein de la nation. Il veut indiquer par-là que la forme démocratique et centralisée de l'État serait la plus permissive et la plus tolérante au pouvoir de l'argent, à la puissance de l'or dans une nation. Darville veut démontrer ainsi la collusion, la connivence voire l'alliance objective entre le régime démocratique ou républicain et les puissances d'argent capitalistes, donc la finance internationale. Selon lui, la démocratie centralisée s'avérerait être le meilleur régime politique existant, pour permettre la domination du capitalisme en tant que système économique, le triomphe des puissances financières et des forces de l'argent dans la nation. Pour Darville, alias Berth, la démocratie ne s'avère être, pour finir, qu'un « satellite de la ploutocratie ».

4)- La démocratie parlementaire et la république libérale, des régimes politiques au service de l'anarchie et du désordre en France :

Tout d'abord, Darville associe d'emblée et de manière intrinsèque la démocratie à l'anarchie, comme si les deux étaient liés de manière consubstantielle, puisqu'il déclare que « toute la démocratie moderne est anarchiste. »[116]. Ici, Darville insiste sur le fait que le régime démocratique serait anarchiste, dans ses fondements idéologiques et dans ses principes politiques. Là encore, Darville rappelle que les causes premières et principales du désordre en France, de la désorganisation de la société, et donc de l'anarchie qui régnerait dans le pays, seraient surtout et d'abord d'ordre politique, avant toute chose. En effet, il prétend et soutient que ce sont les institutions parlementaires et le régime démocratique qui seraient les seuls responsables de l'anarchie en France, du désordre et de la désorganisation de la société française toute entière[117]. En fait, selon Valois, l'anarchie démocratique proviendrait de la révolution française et surtout, des idéaux révolutionnaires, puisqu'il dénonce « l'anarchie issue de 1789. », mais émet aussi « une protestation contre les idées anarchistes, l'anarchie morale et intellectuelle de la démocratie (…) issue des idées quatre-vingts-neuviennes »[118]. En effet, Valois critique ici la dimension utopique, idéaliste et abstraite des idéaux de la Révolution qui auraient désorganisé et déstructuré l'ancienne société traditionnelle et organique. Ici, c'est d'abord une critique idéologique et philosophique des principes, des idéaux de la Révolution, tels que les droits de l'homme et du citoyen, libéraux, universalistes et individualistes.

La révolution de 1789 serait ainsi anarchique, puisque les idéaux révolutionnaires seraient eux-mêmes anarchistes, dans leur philosophie profonde. Ici, Valois semble encore associer le régime démocratique et l'anarchie, tout en les reliant aussi aux idéaux philosophiques et politiques de la Révolution française de 1789. C'est la Révolution française qui serait responsable de l'anarchie générale qui règnerait en France. Là encore, Valois charge la Révolution française de tous les maux politiques et idéologiques dont souffrirait la France. En fait, il prétend ici que l'anarchie qui règnerait en France selon lui, proviendrait surtout de ladite révolution qui en effet, a marqué et transformé la société française. Ici, et bien qu'il ne

[116] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 196.

[117] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 423-424.

[118] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 213-214/224.

le formule pas tout à fait, Valois fait sans doute allusion à la désorganisation de la société française qui aurait suivi la Révolution, par l'abolition des corporations, la destruction d'une société organique et hiérarchisée. Surtout, Valois impute à l'idéologie libérale de la Révolution (le progressisme, l'individualisme, l'athéisme…) la cause de l'anarchie qui régnerait en France. Là, il s'agit d'une critique plus philosophique ou idéologique que politique, adressée à la démocratie. En fait, l'auteur critique le régime démocratie comme étant un régime reposant sur une abstraction philosophique, tout autant antinaturel et antitraditionnel. La démocratie ne serait pas un régime politique viable et durable car il ne reposerait sur rien de concret et d'existant. Au contraire, la démocratie serait un régime politique abstrait et artificiel, produit de réflexions philosophiques hors-sol et désincarnées d'intellectuels et d'artistes, n'ayant aucun rapport avec l'histoire de France et de ses institutions politiques (la monarchie, l'Église…). C'est ici le même genre de critique d'ordre philosophique et idéologique qui est adressée autant à la démocratie qu'à la Révolution, c'est-à-dire de reposer sur des constructions imaginaires et abstraites, des « vues de l'esprit » totalement hors-sol et désincarnées. En fait, selon l'auteur, la démocratie ne serait rien d'autre qu'une énième utopie, tant sur le plan philosophique que politique. C'est ainsi une critique d'ordre philosophique, tout à la fois contre-révolutionnaire et traditionnaliste, que Valois adresse à l'endroit des idéaux de 1789, tout à la fois universalistes et abstraits, rationalistes et artificiels.

Ainsi, Valois attribue aussi à la révolution française l'anarchie démocratique, puisque la révolution de 1789 aurait dissous l'ancienne société traditionnelle, solidaire et organique, détruisant aussi l'ordre et l'organisation sociale dans la nation et la société. Il déclare en effet à ce sujet, que :

> *Le régime politique et social qui est nommé démocratique (...) est issu d'une société politiquement et socialement dissoute par la Révolution de 1789. (...) A cause de la Révolution, tous les cadres sont brisés, les corps sont détruits, il n'y a plus de vie professionnelle, car le dogme veut qu'il n'y ait point d'État dans l'État, partant plus de corporations, plus de républiques bourgeoises. (...) Voilà donc une merveilleuse raison d'anarchie générale.*[119]

Là encore, Valois fait le lien entre la démocratie et l'anarchie, mais il associe aussi à cette dernière l'élément déterminant, le facteur essentiel que serait la Révolution française. En

[119] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 403/405/409.

effet, pour lui, la cause première et principale de tous les maux politiques de la France, serait la Révolution de 1789. Selon lui, la Révolution aurait dissous et détruit l'ancienne société française, tout à la fois organique, traditionnelle et hiérarchisée. De cette désorganisation et de cette rupture définitive d'avec la société ancienne, daterait l'anarchie en France. En fait, Valois prétend que la destruction des corporations professionnelles et des corps intermédiaires (soit les corps de métiers, sous l'Ancien régime) qui était au fondement même de cette société organique et hiérarchisée, aurait pour conséquence politique principale et majeure de désorganiser la société française. De là naît donc le désordre et, par voie de conséquence, l'anarchie, bien entendu. Ce qui est intéressant, c'est que Valois soutient dans sa démonstration argumentative, que la Révolution française aurait délité et dissous la société française, tant sur un plan politique que social.

En effet, la Révolution à tout à la fois détruit un ordre politique, à savoir la monarchie absolue, mais a aussi acté l'effondrement d'une organisation sociale, c'est-à-dire le système corporatiste (les corporations). Selon lui, la Révolution aurait ainsi permis de donner naissance, sur les ruines de l'ancienne société, un nouveau système politique, à savoir la démocratie parlementaire et une nouvelle organisation socio-économique, c'est-à-dire le capitalisme bourgeois. Selon Valois, tout comme le corporatisme s'accordait parfaitement avec la monarchie absolue sous l'Ancien Régime, la démocratie se mêle aisément au capitalisme, dans la période postrévolutionnaire. Ici, Valois sous-entend qu'il y aurait une cohérence globale et fonctionnelle dans toute société, entre un régime politico-institutionnel d'un côté, un système économico-social de l'autre. De plus, tout comme la monarchie partageait avec le corporatisme l'idée de structure, d'organisation, d'ordre et de hiérarchie dans la société, Valois démontre qu'au fondement tant de la démocratie que du capitalisme, il y aurait les même principes idéologiques et philosophiques qui guideraient, à savoir le libéralisme et l'individualisme. Pour Valois, de cette destruction originelle d'une société organique et hiérarchisée par la Révolution et par l'installation du régime démocratique de manière durable dans la nation, naîtrait ainsi l'anarchie et le désordre en France. Ici, Valois oppose encore sa vision d'une société soudée, solidaire et organique au régime démocratique, qui lui, abouti toujours à une société individualiste, libérale et anarchique.

Ensuite, Valois se livre à une critique de l'utopie démocratique, en dénonçant les idéaux philosophiques abstraits et artificiels inhérents à la démocratie, engendrant alors l'anarchie au sein de la société de la nation toute entière. Il décrète ainsi :

Je crois qu'une des grandes pensées en matière d'organisation sociale, est que les constructions sociales doivent naître et croître d'elles-mêmes et que rien n'est plus dangereux et plus fou que d'en déterminer la structure à l'avance, ou que de les faire naître artificiellement, selon la fantaisie de l'esprit. (...) Je donne une vertu extraordinaire à ce principe et, par la critique qu'il faut faire des utopies des constructeurs imaginaires, j'en appelle à la démolition de tous ces architectes sociaux, à quelque groupe qu'ils appartinssent, qui nous ont, depuis cinquante ans et plus, préparé tant de plans de reconstruction sociale cependant que l'on ruinait les fondations de l'antique France.[120]

Ici encore, Valois se livre à une critique en règle, une démolition du régime démocratique, en s'attaquant à ses causes philosophiques et idéologiques. Ici, il soutient que la démocratie serait un régime politique basé sur un idéal utopique, une société rêvée. Valois déplore ainsi la dimension artificielle et abstraite de l'idéologie démocratique. Selon lui, cette anarchie, ce désordre démocratique viendrait de l'aspect utopique et artificiel de la doctrine démocratique. Il oppose à l'artificialité et à l'abstraction démocratique, un ordre social, une organisation de la société basée sur les faits et l'histoire, s'enracinant dans un passé lointain. En fin de compte, Valois reproche surtout à la démocratie de n'être qu'une construction intellectuelle, artificielle et abstraite, en somme utopique, faisant totalement abstraction du réel et du concret. Ici, c'est toujours la critique des idéaux de la Révolution, notamment de la conception des droits de l'homme, dénoncés par lui comme des principes abstraits et artificiels, devenant par là une construction intellectuelle de l'esprit et niant totalement le réel et l'histoire. Valois se situe ici dans la grande tradition philosophie traditionnaliste et contre-révolutionnaire, qui, de Joseph de Maistre à Charles Maurras en passant aussi par Louis de Bonald critique l'abstraction et l'artificialité des idéaux philosophiques révolutionnaires, en contradiction totale et absolue avec l'histoire, la nature et les sociétés humaines établies.

Enfin, Valois déplore aussi la désorganisation de la société et du peuple par la démocratie ainsi que le triomphe de l'individualisme, le règne de l'anarchie en régime démocratique et libéral. Il dénonce ainsi le désordre anarchique dans toute la nation, dont la démocratie libérale et individualiste serait le principal responsable sur le plan politique, puisqu'il déclare que :

Il n'existe plus de société civile bien organisée (nous n'avons qu'une poussière

[120] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 289.

d'intérêts individuels qui, même lorsqu'ils se groupent, sont incapables d'un véritable esprit public, par l'effet d'un indécrottable individualisme anarchico-démocratique). Dans ces conditions, tout est livré aux soubresauts aveugles d'une anarchie invincible et désastreuse. (…) Il n'y a plus ni État ni société civile, ni Autorité ni Liberté ; il n'y a plus que le chaos démocratique, où tous les intérêts individuels tirent à eux la couverture, sans que rien de vraiment social puisse se faire entendre et se dégager.[121]

Là encore, Valois associe et assimile la démocratie à l'anarchie, par lien de simple causalité. Selon lui, la démocratie engendrerait alors l'anarchie puisque, au fond, ces deux doctrines partageraient des fondements et des principes idéologiques communs. Ainsi, pour Valois, la démocratie comme l'anarchie seraient deux idéologies individualistes, promouvant systématiquement l'individu-roi tel un absolu philosophique, où comme dans la pensée libérale, l'individu est érigé en modèle indépassable et dont l'intérêt doit être maximisé. Derrière cette critique philosophique du libéralisme et de son corollaire idéologique, à savoir l'individualisme, Valois oppose et défend ici sa vision de la société politique idéale, où l'individu est soumis à la communauté, au collectif, dans une société organique et hiérarchisée. Derrière la critique de l'individualisme, c'est toute l'héritage philosophique et intellectuel des Lumières qui est ici remis en cause et rejeté, à commencer par le libéralisme, l'universalisme, le progressisme et le positivisme. Par cette critique de la modernité, tant philosophique que politique, Valois nous apparaît alors comme un penseur, sinon réactionnaire, du moins très conservateur et traditionaliste d'un point de vue sociétal, c'est-à-dire quant à sa vision de l'organisation d'une société. En fait, Valois semble défendre une société qui articulerait de manière cohérente et équilibrée, tant l'individu que la société, dans une harmonie réciproque, dans un fonctionnement mutuel.

Valois défend ici la vision d'une société organique et hiérarchisée, où l'individu ferait corps avec la société et où celui-ci, est tout entier soumis et obéissant à la communauté nationale. Selon lui, le régime démocratique est un système politique dysfonctionnel est antisocial, où l'individualisme anarchique vient nier et dissoudre toute société antérieure et préexistante. Ainsi, selon lui, l'anarchie naîtrait du régime démocratique à cause de l'individualisme exacerbé, composante idéologique consubstantielle, tant à la démocratie qu'à l'anarchie, selon Valois. De plus, il soutient aussi que la démocratie consacre la recherche de l'intérêt particulier de l'individu, au détriment de l'intérêt général de toute la société ou collectivité humaine, ce qui engendrerait et favoriserait alors l'anarchie dans la société. Pour

[121] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 391.

Valois, le recul du bien commun de la nation ne peut engendrer que l'avancée de l'anarchie, le chaos, le désordre. Pour lui, la démocratie désorganise la société, en promouvant l'individualisme, permettant ainsi à l'anarchie de prospérer et de se développer en France.

Après avoir vu la critique de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme, il s'agit à présent d'observer la dénonciation du système capitaliste et ploutocratique, au sein des *Cahiers*.

Chapitre 3) - La dénonciation de l'exploitation capitaliste et de la ploutocratie internationale :

1)- L'économie capitaliste rendue principale responsable de la misère ouvrière et de l'exploitation du prolétariat, depuis le XIXe siècle :

2)- Le capitalisme comme le régime de l'Or, avec la critique radicale d'une idéologie principalement matérialiste, marchande et mercantile :

3)- Derrière la critique du régime capitaliste, l'opposition à la ploutocratie internationale, perçu comme un système cosmopolite, antinational et qui consacre le pouvoir des puissances financières :

Chapitre 3) - La dénonciation de l'exploitation capitaliste et de la ploutocratie internationale :

1)- L'économie capitaliste rendue principale responsable de la misère ouvrière et de l'exploitation du prolétariat, depuis le XIXe siècle :

Tout d'abord, Darville dénonce le système capitaliste et ploutocratique comme le principal responsable de l'exploitation économique de la classe ouvrière ainsi que de la misère sociale du prolétariat, puisqu'il déclare que « le capitalisme (…) a participé à l'exploitation et à la surexploitation des classes ouvrières (…) car il s'avère être le meilleur système d'exploitation que la Ploutocratie ait découvert pour saigner les peuples à blanc. »[122]. Cette fois-là, Darville dénonce sans détour le système capitaliste comme principal responsable de l'exploitation économique du peuple, soit la misère sociale de la classe ouvrière. Là encore, Valois dénonce sévèrement l'état de misère et d'exploitation de la classe ouvrière et du prolétariat, dont le capitalisme serait le principal responsable. Ici, c'est bien une critique d'ordre économique et social que Valois adresse à l'encontre du système capitaliste. Ici encore, Valois insiste sur l'exploitation économique de la classe ouvrière, consubstantielle selon lui, au système capitaliste et bourgeois.

Ainsi, Darville va jusqu'à comparer le capitalisme à un système d'esclavagisme moderne, basé sur l'exploitation économique du prolétariat, puisqu'il prétend que « l'homme du peuple, le pauvre, dépaysé, déraciné, transplanté, livré à la double domination capitaliste et étrangère, est doublement esclave et malheureux. »[123]. Là encore, Darville décrit le système capitaliste comme un nouvel esclavage moderne, sur le plan économique. Il dénonce ici la dimension dominatrice et tyrannique du capitalisme, qui exploiterait la classe ouvrière et réduirait en esclavage le prolétariat. Ici, Darville est en fait assez proche d'une analyse économique de type marxiste, ou socialisante, puisqu'il critique le capitalisme comme étant un système d'exploitation de l'homme par l'homme, un esclavage modernisé sous les traits du salariat capitaliste[124]. Ici, Darville insiste sur la misère ouvrière et l'absence totale de considération, de préoccupation sociale, au fondement même du système économique capitaliste. Ici, Darville emploie pour la première fois le terme de « féodalité financière », qui

[122] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 365.

[123] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 371.

[124] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.133.

renvoie ici à la critique d'un système économique tyrannique et esclavagiste, à savoir le capitalisme, qui maintiendrait la classe ouvrière dans un état de subordination et de soumission permanente. Ainsi, il montre la dimension archaïque et rétrograde d'un système économique qui se veut pourtant résolument moderne et progressiste, à l'époque. Derrière la notion de féodalité financière, Darville cherche surtout à dénoncer un système économique reposant sur l'exploitation du peuple travailleur, à travers la puissance financière au cœur même du capitalisme[125].

Encore, Valois dénonce le capitalisme comme étant un système économique concurrentiel et déloyal où, là encore, la classe ouvrière devient la principale victime de son exploitation, puisqu'il annonce que « le capitalisme a compromis l'équilibre des organismes nationaux, (…) en appelant la main-d'œuvre étrangère pour faire baisser les salaires ouvriers, »[126]. Ici, Valois critique le capitalisme comme un système économique qui mettrait en concurrence directe et déloyale, tant la classe ouvrière française que le prolétariat étranger. Ici, derrière la dénonciation de l'exploitation économique de la classe ouvrière, Valois adresse aussi une critique à l'encontre du capitalisme, comme un système économique visant à la destruction de la nation et de l'équilibre d'une société. Ici, en opposant le capitalisme à la nation, Valois évoque déjà le caractère intrinsèquement cosmopolite et internationaliste, donc antinational, que posséderait le système capitaliste, selon lui.

De plus, Valois critique aussi la déshumanisation du capitalisme à l'égard du travailleur où ce dernier devient une simple marchandise, une valeur marchande et capitaliste comme une autre et non plus une personne humaine avec des droits et une dignité, puisqu'il assure que « Le capitalisme utilise indifféremment les hommes. (…) En fait, le système capitaliste ne veut connaître de l'homme qu'il emploie que sa valeur au point de vue capitaliste et marchand, sa capacité de rendement. Il se désintéresse complètement de sa valeur nationale, de sa valeur sociale, de sa valeur morale. »[127]. Ici, c'est plus une critique d'ordre morale ou philosophique que strictement économique et sociale du capitalisme, que nous livre Valois. En fait, il dénonce le mépris que le système capitaliste aurait à l'égard des peuples et des travailleurs. Selon lui, le capitalisme repose essentiellement sur une idéologie marchande et mercantile, où seule la dimension matérialiste d'un individu est susceptible de susciter son intérêt, sa curiosité. Pour Valois, le capitalisme considère une personne comme

[125] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 304.

[126] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 396.

[127] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 408.

une marchandise, ni plus ni moins, avec une valeur marchande, avant tout, celle qui permet d'accroître le rendement d'un capital et d'accroître le taux de profit. Pour Valois, dans un système économique capitaliste, l'homme n'est plus qu'une marchandise interchangeable, un simple rouage qui permet à la machine de fonctionner correctement. Ici, Valois semble surtout dénoncer le caractère inhumain du capitalisme, qui vient déshumaniser l'individu et détruire sa dignité de personne, douée de morale et de raison, dans une perspective presque socialiste voire communiste. Ainsi, face à cette exploitation économique du prolétariat, Valois justifie et légitime la révolte, l'insurrection et la révolution sociale de la classe ouvrière qui cherche à briser les chaînes de l'esclavage afin de s'émanciper de la tyrannie capitaliste. Valois dénonce aussi le capitalisme comme un système économique visant à démoraliser le peuple et la classe ouvrière, lui attribue aussi, peut-être, la décadence des mœurs, tant du prolétariat que de la société française toute entière, en ce début de XXe siècle.

Enfin, Valois justifie et légitime la révolte violente, la révolution sociale de la classe ouvrière afin de s'émanciper, de se libérer de l'exploitation économique du système capitaliste, car il affirme que « la bourgeoisie capitaliste, a vu se tourner contre elle la fièvre révolutionnaire (…) naissante dans le peuple français, en réaction à l'exploitation ouvrière. »[128] tout en déclarant la chose suivante :

> *Le régime capitaliste, a imposé aux classes ouvrières un régime économique et social qu'elles ne pouvaient supporter. La bourgeoisie capitaliste a exploité, surexploité, appauvri, perverti et démocratisé les ouvriers français ; (…) Dans le régime industriel que cette bourgeoisie capitaliste a imposé au peuple français, les classes ouvrières ont vécu pendant plus d'un siècle dans un état de désorganisation extrême. (…) Face à cette exploitation capitaliste, les classes ouvrières ont cherché les aboutissements utopiques de l'esprit de révolte.*[129]

Là encore, Valois insiste et dénonce l'exploitation de la classe ouvrière et la démoralisation du prolétariat, par la responsabilité unique du système économique capitaliste, en France. Là encore, du fait de la misère sociale du prolétariat et de l'exploitation économique de la classe ouvrière, Valois justifie et légitime alors la révolte, l'insurrection et donc la révolution violente. Selon lui, derrière la révolution sociale du prolétariat en réaction à l'exploitation économique du capitalisme, ce serait l'anarchie qui guetterait la France, entraînant ainsi la désorganisation totale de la société française. Ici, Valois dénonce le

[128] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 403.

[129] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 421.

capitalisme tel un système économique conduisant au désordre et au chaos en France. Valois est ainsi assez proche de Sorel et de ses *Réflexions sur la violence,* où la violence, au même titre que la grève générale, devient un mythe politique mobilisateur et fédérateur pour permettre l'accomplissement, l'aboutissement de la révolution sociale la plus radicale, au sein du mouvement ouvrier et dans le prolétariat.

2)- Le capitalisme comme le régime de l'Or, avec la critique radicale d'une idéologie principalement matérialiste, marchande et mercantile :

Tout d'abord, Lagrange dénonce le capitalisme comme étant le régime de l'or, car il critique « le capitalisme qui est le régime de l'or (…) puisque le régime capitaliste instaure la souveraineté politique et économique de l'or »[130], et dénonce ainsi « la conquête et l'invasion des puissances de l'Or dans la cité (…) où le régime capitaliste a subordonné toutes les valeurs humaines à la valeur de l'or. »[131]. Lagrange dénonce le système capitaliste comme étant le régime exclusif de l'or, dont la seule motivation, tant économique que philosophique, s'avèrerait être la recherche, la possession et l'accumulation de l'or. Le terme « or » devient une notion générique, emblématique voire archétypale visant à désigner l'argent, la richesse, la fortune. Ici, Lagrange veut condamner et combattre le système économique capitaliste, ce régime de l'or et de l'Argent roi tant honni et décrié. Lagrange réaffirme l'idée selon laquelle le fondement ontologique et philosophique du système capitaliste serait le « régime de l'or », la « loi de l'or ». Il affirme ainsi que le capitalisme est un système économique surtout motivé par une idéologie matérialiste, mercantile et marchande où seul prime l'enrichissement personnel et la recherche de l'argent[132].

En fait, derrière la dénonciation du régime de l'or, Darville entend aussi critiquer l'idéologie matérialiste, marchande et mercantile comme fondement philosophique voire ontologique du capitalisme, puisqu'il prétend que « Dans l'économie capitaliste, l'homme n'est plus qu'un simple porteur de marchandises, que cette marchandise soit de la force de travail ou de l'or, peu importe ; c'est le triomphe du matérialisme bourgeois, c'est le règne assuré du seul Mammon ! (…) Le régime capitaliste de l'or est donc avant tout un régime essentielle-

[130] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 301-302.

[131] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 305.

[132] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 304.

ment niveleur, matérialiste et marchand. »[133] ou encore que « La transaction est naturellement, la loi essentielle d'un monde marchand et mercantile : sur un marché, tout peut et doit se marchander. Dans un système capitaliste, soit le régime de l'or en action, aucune valeur n'est supérieure à la valeur marchande. »[134]. Ici, et pour reprendre un concept philosophique marxiste, Darville semble dénoncer le « fétichisme de la marchandise », comme fondement ontologique et philosophique du capitalisme. En fait, il dénonce là encore le système capitaliste, comme étant le régime de l'or, où seule la valeur marchande est recherchée. Dans un système capitaliste, l'homme (le travailleur) devient une marchandise interchangeable comme une autre, étant alors totalement dépossédé de toute valeur spirituelle, intellectuelle ou morale. Avec le capitalisme, l'individu est chosifié, ramené à l'état strictement matériel de la marchandise, il est alors réifié par la logique interne du capital. Enfin, Darville désigne le capitalisme comme le règne de Mammon, c'est-à-dire le triomphe du régime de l'argent et des puissances financières. En fait, dans son fondement philosophique même, le capitalisme serait surtout motivé par une idéologie marchande, matérialiste et mercantile, où la valeur marchande de toute chose devient la valeur principale et première de ce système économique. Selon lui, la transaction serait l'acte archétypal du système économique capitaliste, le fondement même de cette idéologie marchande et mercantile, où seule la valeur marchande prime en dernière instance.

Ici encore, Darville nous fait part de tout son mépris, de son profond dégoût à l'égard du système capitaliste, ce régime de l'Or où triomphe le matérialisme bourgeois, signe selon lui, de la très grande décadence qui menace la France, en ce début de XXe siècle. Ici, Darville dénonce là encore l'idéologie matérialiste et marchande qui serait intrinsèque au système capitaliste, avec pour fondement philosophique la valeur marchande et l'économisme, où seul prime le rendement du capital et l'accumulation des richesses. Là encore, Darville dénonce la médiocrité du capitalisme et de son fondement, son soubassement philosophique et idéologique, à savoir le matérialisme. Ici, Darville procède à une critique philosophique et ontologique du capitalisme, puisqu'il essaye de démontrer l'essence de ce système économique, dans ses valeurs, ses idéaux et ses principes. Ainsi, il au fondement idéologique du capitalisme, il y aurait toujours le matérialisme, doctrine elle-même d'essence bourgeoise. Derrière la critique du matérialisme comme élément philosophique constitutif et consubstantiel du capitalisme, Darville veut aussi dénoncer par-là, la médiocrité intrinsèque de ce système écono-

[133] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 371-373.

[134] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 384.

mique. L'essence, la nature profonde et véritable du système capitaliste, sur le plan philosophique et idéologique, serait donc cette idéologie matérialiste et marchande. Selon lui, il y aurait comme fondement idéologique et philosophique du capitalisme, la recherche de l'or et de l'argent-roi[135]. Ici, Darville définit in fine le système capitaliste comme le régime de l'or, où seul l'enrichissement personnel est encouragé, où seule l'accumulation du capital et de la richesse est recherchée. Là encore, il démontre son caractère profondément inhumain, puisque le capitalisme ne verrait et ne rechercherait dans l'homme que sa valeur marchande et mercantile.

En fait, Darville semble critique la dimension purement matérialiste et quantitative du système capitaliste, au détriment de l'aspect plus qualitatif et non marchand de la vie. C'est aussi la critique de l'économisme, où seules les préoccupations économiques motivent le capitalisme. Ici encore, il nous présente le système capitaliste comme étant exclusivement le régime de l'or, avec pour fondement ontologique et philosophique principal le matérialisme, mais aussi le mercantilisme[136]. Darville décrit le capitalisme comme un système où le régime de l'or a triomphé, tant dans le domaine économique que dans le secteur politique. Ici, il dénonce la contagion, la contamination de cette idéologie marchande et mercantile du capitalisme, jusqu'au sommet de l'État (dans les sphères du pouvoir politique) et peut-être même dans toute la société française. Ici, d'après Darville, la nation apparaît comme captive et prisonnière du système capitaliste, où le régime de l'or peut régner en maître et dominer tout le pays. Là encore, derrière l'expression édifiante de « règne de l'Or », Valois semble dénoncer le capitalisme tel un système économique motivé par la seule recherche de l'or, tel un absolu philosophique et spirituel. Ainsi, Darville appelle sans équivoque à combattre et détruire le capitalisme, ce régime de l'Or, de la médiocrité marchande et de la décadence matérialiste qui rongerait la société française en ce début de XXe siècle.

[135] Navet (Georges), « Le Cercle Proudhon (1911-1914). Entre le syndicalisme révolutionnaire et l'Action française », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, nº 10, 1992, p. 54.

[136] Navet (Georges), « Le Cercle Proudhon (1911-1914). Entre le syndicalisme révolutionnaire et l'Action française », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, nº 10, 1992, p. 54.

3)- Derrière la critique du régime capitaliste, l'opposition à la ploutocratie internationale, perçu comme un système cosmopolite, antinational et qui consacre le pouvoir des puissances financières :

Dans un premier temps, Valois dénonce le capitalisme comme étant un système économique étranger à la France, en contradiction totale et absolue avec l'ordre social français, puisqu'il déclare que « cet ordre social qui était déjà l'ordre capitaliste étranger, (…) c'était déjà l'ordre social et économique étranger. »[137] et Lagrange renchérit en disant que « nous voulons rechercher dans quelles conditions, selon quels principes, et par quels moyens il sera possible de substituer à la féodalité financière un ordre social français. »[138]. Ici, c'est désormais plus une critique d'ordre politique que davantage économique, que Valois et Lagrange adressent à l'encontre du système capitaliste. En fait, ils reprochent surtout au capitalisme d'être un système économique et social étranger à la France, qui viendrait coloniser et conquérir la nation en détruisant ses traditions et ses racines. Ici, Valois et Lagrange se posent en défenseurs et en protecteurs de la vieille France traditionnelle, menacée et attaquée dans ses fondements par le capitalisme moderne. Valois et Lagrange insistent sur le fait que le système capitaliste (ou ploutocratique) serait en fait un régime économique et social tyrannique voire esclavagiste. De plus, ils semblent insinuer que la ploutocratie capitaliste et financière représenterait un système économico-social étranger à la tradition française, donc ennemi définitif et total de la nation. Par réaction patriotique et nationaliste, ainsi que par amour de la liberté, ils sont donc anticapitalistes et ennemis de la ploutocratie financière, système économique tyrannique voire esclavagiste.

Dans un second temps, Darville dénonce le règne de la finance internationale, le triomphe des puissance financières au cœur du système ploutocratique en France, puisqu'il condamne « la Finance internationale qui règne en France, au sein du système ploutocratique (…) caractérisé par le règne des spéculateurs et des financiers, donc de Sa Majesté la Ploutocratie »[139] et Lagrange évoque aussi « la pensée dominante et la principale occupation des puissances financières, maîtresses de nos destinées nationales, au cœurs de la tyrannie

[137] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 216-217.

[138] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 304.

[139] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 383-384.

capitaliste et ploutocratique »[140]. Ici, Darville et Lagrange dénoncent ce qu'ils appellent la « Ploutocratie internationale », soit le système économique capitaliste traditionnel plus les puissances financières coalisées. Pour eux, au cœur même de la ploutocratie (donc du capitalisme), il y aurait en fait la finance internationale qui étendrait son emprise et sa domination sur la nation française, en infiltrant les sphères du pouvoir de l'État et en finançant les hommes politiques de tous bords, de tous partis et de toutes tendances. Ils définissent ainsi la ploutocratie comme un système économique caractérisé par le pouvoir de l'or dans la cité et la puissance de la finance internationale dans l'économie[141]. Darville et Lagrange semblent associer ensemble le système ploutocratique et capitaliste, avec le régime de l'or et les puissances financières.

Seulement, selon eux, le système ploutocratique se distinguerait du capitalisme par une caractéristique essentielle et fondamentale, à savoir le rôle moteur et la domination de la finance internationale, tant dans le domaine politique que dans le secteur économique. Ici, ils emploient un nouveau terme et invente peut-être un néologisme, qui est celui de « bancocrates ». Pour eux, cette notion désignerait en fait le pouvoir des banquiers, donc des financiers (et a fortiori, de la finance internationale) dans un système capitaliste et ploutocratique. Selon eux, l'homme politique démocrate ou républicain quel qu'il soit, n'est jamais que le masque de la domination capitaliste et ploutocratique, dans la cité, dans la nation. Pour eux, le système capitaliste et ploutocratique est bien évidemment un régime « bancocrate », où le financier-usurier possède une place prépondérante. Là encore, selon eux, le gouvernement, c'est-à-dire le régime démocratique et parlementaire, serait soumis à la domination ploutocratique et capitaliste. Ici, au cœur du système ploutocratique, Darville et Lagrange semblent associer ensemble la finance internationale et les spéculateurs, que l'on pourrait qualifier de financiers ou de banquiers[142]. Selon eux, la ploutocratie se caractériserait surtout, d'un point de vue économique, par la domination des spéculateurs et des financiers.

Dans un troisième temps, Darville dénonce aussi le système plouto-démocratique, où la démocratie n'est que le masque du pouvoir capitaliste et où le régime démocratique devient l'allié objectif des puissances financières, le serviteur de la ploutocratie, puisqu'il critique « tel homme d'État républicain, Millerand ou Briand, esclave de la Haute Finance, (…) car nos

[140] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 300.

[141] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.100-101.

[142] *Ibid* p.18.

gouvernants ne sont jamais que les agents, les serviteurs et les fondés de pouvoir Sa Majesté la Ploutocratie, seigneur et maître de la France. »[143] et condamne « la démocratie, pays de cocagne des financiers (…) puisque les financiers et les riches banquiers se sont toujours sentis, se sentent et se sentiront éternellement une tendresse extrême à l'égard du régime démocratique »[144]. Pour Darville, le régime démocratique, parlementaire et républicain serait le jouet de la ploutocratie capitaliste. En fait, selon lui, la démocratie parlementaire ne serait qu'une émanation de ce système économique, à savoir la ploutocratie capitaliste et financière. C'est ce régime hybride sur le plan politique et économique, entre démocratie parlementaire et capitalisme bourgeois, que Darville nomme la « plouto-démocratie ». Là encore, selon Darville, avec la puissance de la finance internationale, c'est le pouvoir de l'or qui caractériserait essentiellement cette ploutocratie capitaliste. Le système ploutocratique, dans la démonstration de Darville, est associé tant à la puissance de la finance internationale qu'au pouvoir de l'or, dans l'économie et la société. Selon lui, ce qui caractérise la ploutocratie surtout, c'est le règne de l'or et le fait que les puissances financières deviennent maîtresses, non seulement dans le secteur économique à savoir le capitalisme, mais en viennent aussi à dominer le pouvoir politique, c'est-à-dire la démocratie parlementaire[145].

Pour Darville, la démocratie parlementaire cesse alors d'être un régime politique totalement indépendant et souverain par rapport aux puissances d'argent et il devient alors une industrie bourgeoise et capitaliste, une sorte d'émanation directe de la finance internationale et du régime de l'or, soit la ploutocratie. La ploutocratie apparaît comme un système économique et un ordre social radicalement étranger à la nation française, où l'indépendance de l'État est menacée du fait de la domination capitaliste et financière dans la cité. Ici, le gouvernement, soit le régime politique comme la démocratie libérale et parlementaire, est accusé par Darville d'être au service de ladite ploutocratie, d'obéir aux intérêts économiques du capitalisme. Il cherche ici à démontrer la collusion, la connivence entre le régime politique, à savoir la démocratie parlementaire, et le système économique, c'est-à-dire la ploutocratie capitaliste, bar le biais de la finance internationale[146], bien sûr. Là encore, Darville accuse l'État démocratique de n'être qu'une marionnette politique au service du vrai pouvoir auquel il obéit servilement, à savoir le système économique ploutocratique et capitaliste. Pour Darville, au cœur

[143] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 362/363.

[144] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 358.

[145] Poumarède (Géraud), « Le Cercle Proudhon ou l'impossible synthèse », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, nº 12, 1994, p. 66.

[146] *Ibid* p.69.

même de la ploutocratie, il y aurait les puissances d'argent diverses et variées, au premier plan de celles-ci, la domination de la finance internationale. Selon lui, « la France serait le pays de cocagne des financiers », c'est-à-dire que le régime démocratique et républicain serait le système politique le plus favorable et permissif à la domination de la finance internationale dans la cité et au pouvoir de la ploutocratie capitaliste, dans la nation. La démocratie parlementaire, en tant que régime politique, n'est autre que l'émanation incarnée d'un système économique, à savoir la ploutocratie capitaliste, sa concrétisation dans la cité et dans la nation, en quelque sorte. C'est ce système politico-économique, tant démocratique que capitaliste, que Darville qualifie alors de plouto-démocratie.

Dans un quatrième temps, Darville et Valois critiquent la ploutocratie vue comme un système économique cosmopolite, internationaliste et antinational par essence, puisque Darville dénonce « le régime de l'or, capitaliste et ploutocratique, qui est un régime essentiellement (…) cosmopolite, internationaliste et antinational. »[147], tandis que Valois prétend que « La ploutocratie capitaliste (…) réalise une sorte d'internationalisme économique, par l'enchevêtrement des intérêts particuliers français qu'elle lie à des intérêts particuliers étrangers, qui aboutit à un état d'esprit excluant la conception traditionnelle de la nation (…) Il s'agit donc d'un système économique intrinsèquement cosmopolite, internationaliste et antinational »[148]. Ici, Darville et Valois définissent la ploutocratie comme un système internationaliste et cosmopolite, caractérisé par le pouvoir de l'or dans la cité et la puissance de la finance internationale dans l'économie. Ils dénoncent donc la ploutocratie en ce sens qu'il s'agirait d'un système économique cosmopolite et internationaliste. Pour eux, le système ploutocratique et capitaliste serait cosmopolite et internationaliste, donc antinational par essence. Selon eux, cela tiendrait au fait que le système ploutocratique ferait toujours passer l'intérêt économique du profit capitaliste avant et au-dessus de l'intérêt supérieur de la nation. Là encore, Darville et Valois dénoncent la ploutocratie internationale et cosmopolite comme l'ennemi principal et irréductible de la nation française.

Selon Valois, par son caractère intrinsèquement cosmopolite et internationaliste, la ploutocratie s'avère donc devenir un système économique dangereux pour la survie de la France et à terme, menacerait même la nation toute entière de destruction, puisqu'il déclare que « La ploutocratie capitaliste menace l'existence de ces organismes complets de

[147] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 373.

[148] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 407.

production que sont les nations (…) et elle devient le plus grand facteur de destruction et de ravages au sein des nations qui la laissent sans frein. »[149], et prétend encore que « la ploutocratie capitaliste tend à détruire les institutions qui conservent la nation (…) et elle compromet l'équilibre des organismes nationaux, (…) avec la volonté de détruire les formations nationales existantes. »[150]. Ici, Valois décrit la France comme une nation soumise et occupée, conquise voire esclave du système ploutocratique et capitaliste. Ainsi, selon lui, la ploutocratie capitaliste serait un système économique ennemi irréductible de la France, en tant qu'État-nation.

Pour Valois, la ploutocratie capitaliste, en tant que système économique cosmopolite et internationaliste, s'avèrerait être l'ennemi mortel tant des nations constituées que des peuples enracinés. A terme, selon lui, la domination ploutocratique en France, risquerait de mener à la destruction de la nation et à la mise en esclavage économique du peuple travailleur. Là encore, Valois semble opposer catégoriquement la ploutocratie à la France, faisant du système capitaliste l'ennemi irréductible de la nation. Ici encore, il insiste sur le caractère cosmopolite et internationaliste du système ploutocratique et capitaliste, puisque l'intérêt du profit mondialisé passe toujours devant la défense de la patrie et la protection de la nation. Il prédit en quelque sorte la mondialisation du capitalisme, l'effacement des frontières et la destruction des État-nations par l'action volontaire et concertée de la ploutocratie internationale et financiarisée. Pour lui, la ploutocratie serait un système destructeur et dissolvant, des peuples et des nations, des identités et des cultures. Là encore, dans un système ploutocratique et capitaliste triomphant, la nation française devient la prisonnière et l'esclave des puissances financières et bancaires, avec la domination du régime de l'or dans la cité et les pleins pouvoirs accordés aux forces de l'argent. Selon Valois, le capitalisme est toujours internationaliste et cosmopolite, donc antinational, puisque le profit économique est lui-même mondialisé et transnational.

Par suite de la critique adressée à l'encontre du capitalisme et de la ploutocratie, regardons maintenant l'hostilité à l'égard des ennemis de l'intérieur, cette Anti-France alliée du système plouto-démocratique, dans les *Cahiers*.

[149] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 342.

[150] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 407.

Chapitre 4) - Débusquer et abattre les ennemis de l'intérieur, l'anti-France déclarée au service du système plouto-démocratique :

1)- « Les méfaits des intellectuels », ou la condamnation de l'intellectualisme, comme soutien actif et allié objectif du régime plouto-démocratique :

2)- La critique des « idiots utiles » du système plouto-démocratique, à savoir les syndicalistes réformistes (ou de « compromis »), les socialistes parlementaires (ou « bourgeois ») :

3)- L'opposition farouche contre la puissance judéo-maçonnique, ou l'anti-France comme Parti de l'Etranger, ennemi de l'Intérieur et soutien indéfectible du système plouto-démocratique :

Chapitre 4) - Débusquer et abattre les ennemis de l'intérieur, l'anti-France déclarée au service du système plouto-démocratique :

1)- « Les méfaits des intellectuels », ou la condamnation de l'intellectualisme, comme soutien actif et allié objectif du régime plouto-démocratique :

Dans un premier temps, Darville dénonce les intellectuels comme étant au service du pouvoir, des alliés objectifs et des forces quasi organiques du système plouto-démocratique en France, puisqu'il critique « le reliquat d'intellectuels et le parti sorbonique, où essaie de balbutier encore ce qui peut rester de pensée à la démocratie »[151] et déclare que « La sociologie sorbonnique a toutes les faveurs officielles de la démocratie. »[152]. Pour la première fois, Darville critique les intellectuels, où ce qu'il appelle lui-même « l'intellectualisme », c'est-à-dire les penseurs, les écrivains ou les philosophes au service du système plouto-démocratique. Ici, il associe très clairement la figure du philosophe à celle de l'intellectuel, à savoir l'individu qui fait œuvre d'intelligence dans la cité et qui s'opposerait ainsi au travailleur, qui lui, exerce une profession manuelle et non plus intellectuelle. Là encore, Darville associe ensemble la démocratie aux intellectuels. Pour lui, la Sorbonne, en tant qu'institution académique et universitaire, devient l'emblème et le symbole de la nuisance, de la dégénérescence intellectuelle. Ici, il sous-entend que les intellectuels sont au service du régime démocratique, chargés de le défendre et de le soutenir à tout prix. Là encore, l'auteur assimile les intellectuels (ici appelés « sociologues ») au régime démocratique, avec une association quasi organique voire symbiotique. Pour lui, la domination des intellectuels dans la cité serait consubstantielle et inhérente au règne de la démocratie bourgeoise[153]. Là encore, la Sorbonne devient le repaire, le foyer privilégié des intellectuels organiques de la démocratie.

Selon Lagrange, « les Professeurs de la Sorbonne et toute l'industrie des intellectuels (…) ne sont en réalité que les agents de la démocratie et les serviteurs, voire les mercenaires stipendiés, de la Ploutocratie internationale »[154]. Là encore, il semble attaquer et dénoncer de

[151] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 387.

[152] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 226.

[153] Navet (Georges), « Le Cercle Proudhon (1911-1914). Entre le syndicalisme révolutionnaire et l'Action française », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, nº 10, 1992, p. 50.

[154] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 299-300.

front l'institution sorbonnique, soit l'université française et parisienne. Ici, il faut comprendre que, pour Lagrange, les intellectuels (ou sociologues) seraient les alliés objectifs du régime démocratique et qu'ils seraient même les piliers, les fondements de ce système. Il y a l'idée selon laquelle les intellectuels serait l'un des piliers principaux de la démocratie, en tant que régime politique. L'intellectuel serait une catégorie typiquement bourgeoise et pour lui, au même titre que le régime démocratique et parlementaire, la figure de l'intellectuel se confond avec celle du bourgeois, en ce sens que l'intellectuel serait par essence, par nature une création de la bourgeoisie. Pour Lagrange, les intellectuels seraient les chiens de garde et d'attaque de la démocratie, chargés de protéger et de défendre ce régime politique. Pour lui, les intellectuels seraient là pour servir le régime démocratique et le système capitaliste, devenant par-là même, les serviteurs zélés du système plouto-démocratique[155]. Là encore, les sorbonnards deviennent les archétypes des pires intellectuels, étant selon lui les alliés objectifs de la ploutocratie en France. Ici, encore les intellectuels apparaissent comme les meilleurs soutiens, les alliés objectifs du régime démocratique et républicain, ce que l'auteur entend dénoncer et critiquer. Cette réflexion de Lagrange sur l'intellectualisme n'est pas sans rappeler celle de Berth (le véritable nom de Darville), qui, dans son ouvrage le plus célèbre intitulé *Les Méfaits des Intellectuels*, paru en 1914, dénonce lui aussi les intellectuels comme une partie de la population au service de la défense, de la protection du système plouto-démocratique. Pour Berth, l'intellectuel, avec sa maîtrise du verbe et du logos vise toujours à manipuler le peuple afin de permettre, de faciliter l'exploitation capitaliste et la tyrannie démocratique, au sein de la nation.

Enfin, Valois accuse les intellectuels d'être des alliés objectifs, des soutiens actifs de la bourgeoisie juive en France et par conséquent, de servir les intérêts exclusifs de la ploutocratie capitaliste et financière juive, car il dénonce « les gens du monde qui ont lié partie avec les Juifs et les Financiers, et qui en vivent ! »[156] et critique ainsi « les philosophes officiels de la Sorbonne reconnus par le gouvernement et par Israël (…) dans Le *Temps*, où règne M. Joseph Reinach, caricature simiesque de roi de France et prince de notre démocratie »[157]. Ici, Valois sous-entend que les intellectuels au sens large, seraient en fait au service du pouvoir juif (là, rebaptisé « Israël »). Il entend démontrer la connivence et la collusion entre les intellectuels (les sociologues, les philosophes ou encore les journalistes) d'un côté, et la puissance juive, de l'autre. Pour résumer, les intellectuels seraient au service de la bourgeoisie

[155] *Ibid* p.51.

[156] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 328.

[157] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 227.

juive, en France, d'après lui. L'expression « gens du monde » vise à désigner et dénoncer la connivence, la collusion évidente des intellectuels avec la bourgeoisie juive capitaliste. Ici, les intellectuels ne sont plus que les serviteurs de la ploutocratie juive, en France. Là encore, pour Valois, la domination des intellectuels dans la cité et sur les esprits, ne serait jamais que le masque de la puissance juive et de son pouvoir sur la nation française. Valois défend aussi l'idée selon laquelle les intellectuels, au sens large, seraient en fait les serviteurs, les relais du pouvoir juif en France, au travers la figure de personnages politiques juifs célèbres comme Dreyfus, Ferrer ou encore Reinach. Là encore, la bourgeoisie intellectuelle se confond étrangement avec la bourgeoisie juive, et la domination des intellectuels dans la cité, ne seraient en fait que le masque de la puissance juive et de son emprise sur la nation. Pour Valois, les intellectuels deviennent de simples « agents » et « mercenaires » au service exclusif de la ploutocratie, et financés et stipendiés par elle-même, d'ailleurs. Ainsi, selon Valois, tous les penseurs, philosophes, journalistes et autres écrivains deviennent les intellectuels organiques du système plouto-démocratique, chargés à la fois de justifier et légitimer la démocratie, tout en défendant et en protégeant aussi la ploutocratie capitaliste. Ici encore, les intellectuels paraissent être les piliers, les serviteurs du régime démocratique tout en étant aussi les alliés objectifs du pouvoir juif et ploutocratique, en France.

Donc, selon lui, les intellectuels deviennent les agents de la démocratie et les serviteurs de la ploutocratie et par-là, ils deviennent de facto les ennemis de la France, des traîtres à la nation que Valois assimile vite à une Anti-France, des ennemis de l'intérieur qui deviennent des agents de l'étranger, puisqu'il prétend que « la France est sabotée par les Sorbonnards, sabotée par quelques-uns de ses représentants ou de ses inspirateurs, dupes ou complices de l'Étranger de l'intérieur. »[158] et en appelle « à faire porter les coups (…) sur l'antipatriotisme des gens de Sorbonne et d'Institut. »[159]. Ici, Valois dénonce ce qu'il juge être l'antipatriotisme des intellectuels en général. Là encore, il fait de la figure de l'intellectuel, l'ennemi irréductible de la nation. Ici encore, l'auteur présente les intellectuels comme étant des étrangers de l'intérieur, soit une Anti-France déclarée et ennemie de la nation, pour cela. Valois veut dénoncer les intellectuels comme des traîtres à la patrie, les ennemis irréductibles de la nation et les fossoyeurs conscients et volontaires de la France. Les intellectuels seraient en fait au service de l'Allemagne, tels des agents de l'étranger stipendiés et financés par une puissance ennemie. Cette fois-ci, les intellectuels deviennent des agents de l'étranger, des ennemis de l'intérieur alliés à des puissances étrangères, comme l'Allemagne par exemple.

[158] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 461.

[159] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 458.

Enfin, Valois critique les intellectuels comme les représentants archétypaux d'une bourgeoisie mondaine et cultivée, pétrie de valeurs abstraites et d'idéaux artificiels, totalement hors-sol et déconnectée des réalités quotidiennes du peuple français. Les intellectuels seraient par essence et par nature des parasites improductifs, sur le plan social et économique, vivant sur le dos du peuple et grâce au travail laborieux de l'ouvrier besogneux. De plus, Valois rebaptise ironiquement les intellectuels en « parti intellectuel », entendant démontrer par-là, que les intellectuels seraient avant toute chose, une catégorie à part dans le peuple français, chargés de défendre leurs intérêts de classe bourgeoise particuliers et au détriment de la préservation de l'intérêt général de la nation française.

Ici, Valois associe les intellectuels à la philanthropie, c'est-à-dire à l'humanitarisme et au pacifisme tout bourgeois. Les intellectuels seraient aussi, par nature, des individus pénétrés de cosmopolitisme et d'internationalisme tout en essayent de propager, de diffuser ces idéaux bourgeois, tant au sein de la société que du peuple français[160]. Pour lui, les intellectuels ne sont jamais que la stricte émanation de la classe bourgeoise, de ses intérêts et de ses valeurs, sur le plan de la pensée. Selon Valois, le triomphe des intellectuels dans le régime plouto-démocratique serait la preuve ultime de la décadence, de la dégénérescence, tant de la société que de la nation française, d'un peuple féminisé et dévirilisé jusqu'au bout. Ici, tout comme la bourgeoisie, Valois fait de l'intellectualisme (et a fortiori, des intellectuels) l'ennemi mortel et absolu, tant du peuple que de la nation.

Dans un second temps, Valois dénonce la médiocrité du milieu intellectuel ainsi que la bassesse, la lâcheté des intellectuels. En fait, Valois prétend que les intellectuels représenteraient le contraire de l'intelligence critique, puisqu'il évoque « ce monde d'élus que ces messieurs de la Sorbonne osent nommer représentants de l'intelligence. »[161]. Ici, Valois semble faire un trait d'esprit ironique, où l'Université (la Sorbonne) ne serait plus le repaire de l'intelligence critique, mais bel et bien un vivier de bêtise et d'imbécillité, selon lui. Ici, il tourne en dérision les universitaires de la Sorbonne. Pour lui, cette institution académique séculière représenterait la quintessence de la médiocrité et de la décadence bourgeoise, et non pas un haut lieu emblématique de l'intelligence critique ou du génie français. Ensuite, Valois dénonce l'intellectuel comme un être faible et lâche voire médiocre, vivant retranché dans sa tour d'ivoire livresque et craignant par-dessus tout la menace physique et réelle, d'une révolution

[160] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.55.

[161] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 226.

sociale violente et ouvrière. A ce sujet-ci, il déclare ainsi :

> *On ne peut demander à un rat de bibliothèque de savoir ce qui se passe dans les ateliers français, qu'il ignore, ni dans la rue, où il ne descend que pour aller chez les marchands de papier. (…) Il faut dire que ce pauvre M. Leroy, membre éminent de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, appartient à la race des lièvres bourgeois. C'est un bourgeois qui croit à la Révolution sociale et qui la redoute, ou qui craint au moins la violence ouvrière, et qui cherche la protection de ceux dont la force l'effraie, non sans tenter d'ailleurs de la diminuer et de la ramener doucement sous la direction du parti intellectuel.*[162]

Ici, Valois prend prétexte de l'exemple de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, afin de mieux dénoncer les méfaits des intellectuels. En effet, pour lui, cette vieille ligue dreyfusarde et républicaine incarne à merveille le ralliement des intellectuels au régime démocratique républicain, donc enjuivé. D'ailleurs, lors de l'Affaire Dreyfus, ce sont les anti-dreyfusards qui avaient inventé le terme péjoratif d'intellectuels, pour désigner leurs ennemis sur le plan politique, à savoir ceux qui défendaient l'innocence du capitaine Dreyfus, dans le cadre d'une accusation de haute trahison et d'espionnage au service de l'Allemagne, lancée contre ce dernier. Dès le début de cette notion, l'intellectuel désigne donc un défenseur du régime démocratique et républicain et un partisan des juifs, en France. De plus, Valois qualifie ici l'intellectuel de « rat de bibliothèque », c'est-à-dire d'un individu totalement hors-sol et déconnecté des réalités quotidiennes, des préoccupations du peuple travailleur. Ici, l'intellectuel est critiqué comme un être parasite et finalement antisocial, car improductif et non travailleur, donc désincarné, déraciné et hors-sol[163]. Valois dénonce aussi la médiocrité, la lâcheté physique des intellectuels, qui craindraient plus que tout la menace d'une révolution sociale et le danger de la violence ouvrière. Ici, Valois dénonce dans la figure de l'intellectuel, celle du conformisme et du conservatisme, émanation de la médiocrité et lâcheté bourgeoise, un être faible, pacifiste et dévirilisé. Ici, l'intellectuel, tout comme le bourgeois d'ailleurs, devient l'ennemi irréductible du peuple travailleur, de la classe ouvrière et de ses intérêts, tant sur le plan social qu'économique. Enfin, Valois nous démontre l'hypocrisie et la malhonnêteté intellectuelle de l'intellectuel, tiraillé d'une part par son idéalisme, son humanisme et son progressisme pour défendre la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste et d'autre part, il est aussi l'ennemi de la révolution sociale et de l'émancipation ouvrière, car il est le serviteur du

[162] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 324.

[163] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.56.

système ploutocratique et que ses intérêts de classe le poussent à protéger le régime capitaliste contre la violence ouvrière, afin de sauvegarder ses privilèges de parasite improductif.

Dans un troisième et dernier temps, Darville dénonce la décadence morale des intellectuels, dont la dégénérescence proviendrait de leur corruption morale et de leur cosmopolitisme humanitaire, devenant ainsi une population parasite, hors-sol, privilégiée et déracinée. En effet, Darville critique tout d'abord les intellectuels comme des gens corrompus et intéressés, puisqu'il déclare « qu'il n'y a rien au monde de plus vénal et de plus corrompu que les gens de lettres et autres artistes »[164]. Ici, Darville dénonce les intellectuels comme des gens corrompus et vénaux. Ainsi, l'intellectuel fait alors figure de médiocrité bourgeoise et devient le symbole archétypal de la décadence morale en France. Darville sous-entend et dénonce la différence entre les idéaux humanistes et les valeurs désintéressées professés par les intellectuels, avec leur mesquinerie, leur sens du calcul et la défense de leurs intérêts économiques de classe sociale. Ici, l'intellectuel bourgeois devient une nouvelle figure du Tartuffe, une incarnation parfaite de l'hypocrise et de la malhonnêteté, professant volontiers un double discours selon le contexte. Ensuite, Darville critique la décadence morale des intellectuels, dénoncés comme des individus déracinés et hors-sol, appartenant à une petite caste élitiste, privilégiée et oisive, diffusant l'idéologie cosmopolite et humanitariste au sein de la société, d'où leur dégénérescence intellectuelle et morale. A propos de cette décadence morale des intellectuels, Darville nous dit ainsi que :

> *L'intellectuel, dont l'existence abstraite et transcendantale en fait presque naturellement un habitant de Cosmopolis. (...) l'intellectuel déraciné par une culture encyclopédique et une existence d'oisif promène son spleen à travers le monde. (...) A toutes les époques de l'histoire, on a vu ces aristocraties oisives, absentéistes, courtisanesques, avec leur « domestique intellectuel », les gens de lettres et autres histrions de plume, chargés de chatouiller agréablement leurs sens et leur esprit, donner dans cet humanitarisme abstrait et ce cosmopolitisme pratique qui mènent rapidement un peuple à la mort.*[165]

Ici, Darville (alias Berth, dans la réalité) fait de la figure de l'intellectuel, l'archétype

[164] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 386.

[165] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 371-373.

du bourgeois cosmopolite et internationaliste. En effet, l'intellectuel devient ici une sorte de bourgeois cosmopolite et déraciné, du fait de sa culture livresque et érudite (Darville emploie ici l'expression emblématique de « culture encyclopédique », afin de désigner la même réalité), éloigné des préoccupations quotidiennes et des réalités matérielles, sociales du peuple travailleur, donc de la classe ouvrière. Pour lui, l'intellectuel est un bourgeois oisif et parasite, déraciné de sa patrie et déconnecté du peuple car pour Darville, cosmopolitisme et antipatriotisme sont deux idéologies qui iraient de pair, ensemble. A ces intellectuels, ici qualifiés de manière péjorative de « gens de lettres » ou encore d'« histrions de plume », Darville attribue l'humanitarisme et le cosmopolitisme, deux idéologies abstraites et artificielles, produit de la mentalité bourgeoise déracinée, et symboles de la médiocrité, de la décadence morale desdits intellectuels français. Selon lui, c'est l'enracinement dans une patrie et la pratique d'un métier, caractéristique du peuple, qui fait de l'ouvrier un homme libre et digne, malgré la violence sociale et l'exploitation capitaliste qui s'exerce sur lui.

2)- La critique des « idiots utiles » du système plouto-démocratique, à savoir les syndicalistes réformistes (ou de « compromis »), les socialistes parlementaires (ou « bourgeois ») :

Dans un premier temps, Darville critique le mouvement socialiste comme étant l'idiot utile voire l'allié objectif de la ploutocratie, en prétendant combattre le capitalisme mais sans véritablement menacer le système et tout en servant les intérêts ploutocratiques. Tout d'abord, il dénonce l'embourgeoisement généralisé du mouvement socialiste puisqu'il déclare que « l'esprit bourgeois a pénétré tout le socialisme international (…) et le mouvement socialiste n'a pas échappé à l'embourgeoisement universel. »[166] Ici, Darville dénonce avec véhémence l'embourgeoisement socialisme, telle une fatalité politique inéluctable. Ainsi, selon lui, en subissant un lavage de cerveau idéologique par la bourgeoisie, les socialistes finiraient par défendre les intérêts économiques de la classe bourgeoise et ce faisant, ils deviennent alors ainsi les meilleurs serviteurs du système capitaliste, les idiots utiles de la ploutocratie. Ensuite, Darville critique le mouvement socialiste tel un idiot utile, un allié objectif de la ploutocratie capitaliste, puisqu'il évoque « l'affinité, qui pourrait paraître étrange à des yeux superficiels, du socialisme d'État, de la démocratie bourgeoise et de la Ploutocratie ! (…) car les socialistes ne sont que les agents de la démocratie et les

[166] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 383.

serviteurs de la Ploutocratie internationale »[167], et figure « le mot de la situation, le mot juste, et qui marquera d'une éternelle flétrissure tout le socialisme moderne : *« Satellites de la Ploutocratie »*, en parlant des socialistes à la Jaurès. »[168].

Ici, sous la plume de Darville, les mouvements et les politiciens socialistes deviennent « les agents de la démocratie et les serviteurs de la ploutocratie », c'est-à-dire que, pour lui, le socialisme français serait l'idiot utile, si ce n'est l'allié objectif du système plouto-démocratique. Il critique les socialistes parlementaires comme autant de traîtres et de complices de ce système plouto-démocratique, qu'ils prétendent par ailleurs combattre et rejeter, tout en collaborant avec le système capitaliste. Là encore, il dénonce la connivence, la collusion voire même l'alliance entre le mouvement socialiste réformiste et parlementaire, avec le système ploutocratique et capitaliste. Pour lui, il semblerait que cela tienne plus d'une alliance de raison et d'intérêt (voire de nature) que le fait de circonstances hasardeuses particulières. Là encore, ces « satellites de la ploutocratie » désignent en fait les idiots utiles ainsi que les alliés objectifs du système, qui de manière consciente ou bien involontaire, serviraient les intérêts de la ploutocratie capitaliste, tel Jaurès chez les socialistes, en gravitant autour du système capitaliste, de l'orbite ploutocratique. Ainsi, Darville déplore ici le ralliement d'un certain nombre de forces politiques socialistes majeures en France au côté du capitalisme, censées combattre le système ploutocratique, mais sans menacer son existence pour autant.

Encore, Valois et Darville déplorent tous deux l'enjuivement du mouvement socialiste, la connivence voire la collusion entre le socialisme et la bourgeoisie juive capitaliste, puisque Valois dénonce « le socialisme français, père nourricier des parlementaires, allié des gouvernements républicains et serviteurs de l'État juif. »[169] , tandis que Darville proteste ainsi :

> *le mouvement socialiste est profondément enjuivé et livré tout entier à ce qui constitue l'essence et la quintessence du matérialisme bourgeois, au Juif agioteur et bancocrate (…) l'on a pu voir le socialisme (…) passer à Israël et se faire le défenseur de cette idéologie nauséabonde et pestilentielle, dont le malthusianisme, l'anticatholicisme et l'antinationalisme forment toute la substance (…) et l'on remarque la collusion de*

[167] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 361.

[168] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 356-357.

[169] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 231.

Jaurès et d'Israël à L'Humanité : présence, dans tous les mouvements socialistes politiques, et, à leur tête, de riches banquiers.[170]

Valois prétend que le socialisme français, officiel et institutionnel, serait acquis, rallié au régime démocratique et parlementaire et que même, il aurait la paternité historique de la démocratie parlementaire[171]. Le socialisme, en France, serait aussi le masque du pouvoir juif sur la nation, à travers le régime démocratique, parlementaire et républicain. Selon lui, les divers mouvements socialistes français agiraient au service exclusif de la domination juive sur la France. Là encore, Valois et Darville cherchent à comprendre la décadence, la dégénérescence et la médiocrité du socialisme, en France. Selon eux, ils l'expliquent du fait que ce mouvement politique aurait été contaminé, influencé par diverses composantes idéologiques de la bourgeoisie juive, à savoir le cosmopolitisme, l'internationalisme, le pacifisme ou encore le matérialisme. Valois et Darville accusent le socialisme d'être un mouvement politique embourgeoisé et « enjuivé », c'est-à-dire ayant subi l'influence idéologique de la bourgeoisie et étant aussi manipulés par la « juiverie », selon l'expression de l'époque. Darville, surtout, entend démontrer la collusion, la connivence entre le socialiste Jaurès et les banquiers juifs, à travers le financement de son journal hebdomadaire, *L'Humanité*. Ici, à travers cet exemple édifiant, il critique une sorte d'alliance tacite et officieuse, entre le mouvement socialiste d'un côté et le capitalisme financier, de l'autre. Le mouvement socialiste serait ainsi financé et stipendié par la ploutocratie capitaliste, via la puissance de la finance internationale, apatride et nomade en France. En fait, le socialisme et le capitalisme ne serait que les deux faces d'une même pièce, le pouvoir de la bourgeoisie juive capitaliste en France, son emprise et sa domination sur toute la nation. Là encore, le mouvement socialiste, dans sa version parlementaire, démocrate et réformiste, demeurerait un idiot utile manipulé par la ploutocratie capitaliste et servant, à terme, les intérêts supérieurs de la bourgeoisie juive en France[172], sans représenter un mouvement d'opposition ou une alternative politique crédible au système plouto-démocratique.

Enfin, Darville dénonce aussi l'influence de Jaurès au sein du mouvement socialiste français, qui par son étatisme républicain et son centralisme démocratique, conduirait le socialisme à défendre les intérêts économiques de la ploutocratie et à devenir ainsi l'idiot utile du système capitaliste, puisqu'il déclare que « l'étatisme en général et l'étatisme socialiste en

---

[170] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 358.

[171] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.147.

[172] *Ibid* p.148.

particulier, incarnés dans Jaurès et le socialisme parlementaire (…) ont emboîtés le pas à la Ploutocratie. »[173]. Là encore, Darville déplore le fait que le socialisme français ne soit devenu, selon lui, qu'un idiot utile du capitalisme, une « roue de secours » au service de la ploutocratie. Selon lui, la pénétration de l'idéologie étatiste et centraliste en son sein, peut expliquer en grande partie l'effondrement et la dégénérescence du mouvement socialiste. De plus, Darville accuse le socialisme de tendance jaurésienne, soit un socialisme bourgeois, étatiste, centraliste et bureaucratique, de servir les intérêts économiques de la ploutocratie et d'être par conséquent, l'idiot utile du capitalisme financier et bancaire, puisqu'il décrète que :

> *Jaurès est précisément l'homme qui incarne le mieux, dans le socialisme, les tendances étatistes ; Jaurès, dont l'âme est essentiellement bourgeoise et gouvernementale ; (...) Jaurès, comme socialiste, ne s'est jamais rattaché ni à Marx, ni à Proudhon ; son vrai maître a toujours été Saint-Simon. Or, on sait que le système saint-simonien est un système de forte centralisation bureaucratique, destiné à mettre en valeur les hautes capacités bourgeoises et qui convient admirablement à une bourgeoisie. (...) Et l'on sait, d'autre part, comment, sous le second Empire, ont fini tous les saint-simoniens : en bancocrates.*[174]

Là encore, prenant prétexte de l'exemple du politicien socialiste Jaurès, Darville entend en fait critiquer le mouvement socialiste dans sa globalité. Selon lui, le mouvement socialiste français serait tout entier pénétré d'esprit bourgeois et gouvernementaliste, il serait ainsi acquis et favorable au régime démocratique, parlementaire et républicain[175]. Darville ajoute à toutes ces influences politiques du socialisme français, l'héritage philosophico-idéologique du courant saint-simonien (appelé aussi le saint-simonisme). Or, le saint-simonisme se caractériserait justement, selon lui, par la valorisation d'un système de centralisation bureaucratique, sur le plan politique, mais aussi par l'importance accordée à l'industrie et aux banques, sur le plan économique, donc compatible avec le capitalisme. Selon Darville, cet héritage idéologique du saint-simonisme ajouté à l'influence politique de la démocratie parlementaire, pourrait expliquer la soumission du mouvement socialiste à la ploutocratie capitaliste, en France. Pour lui, le socialisme français serait par essence, par nature, pénétré d'idéologie bourgeoise, et contaminé d'une double influence politico-économique, démocratique et capitaliste. Selon Darville, ce serait le caractère centralisé et

[173] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 361-362.

[174] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 361.

[175] *Ibid* p.148.

étatiste du mouvement socialiste qui pourrait expliquer le ralliement, la soumission de celui-ci à la ploutocratie capitaliste, mais aussi à la démocratie bourgeoise ou républicaine.

Dans un second temps, Darville dénonce le mouvement syndicaliste officiel, comme étant un idiot utile, voire un allié objectif (comme le mouvement socialiste d'ailleurs) du système ploutocratique ainsi que de la domination capitaliste, au sein même du syndicalisme. En fait, selon Darville, loin de combattre véritablement la ploutocratie, le mouvement syndicaliste serait bien plus enclin à renforcer et soutenir activement le système capitaliste et ploutocratique, puisqu'il évoque « un spectacle lamentable, de voir avec quelle ardeur touchante (…) hélas ! le syndicalisme, a emboîté le pas à la Ploutocratie afin de servir les intérêts capitalistes (…) faisant du mouvement syndicaliste un simple *« Satellite de la Ploutocratie »* »[176]. Ici, Darville entend dénoncer ce qu'il juge être une trahison d'une partie du syndicalisme français. Pour lui, une bonne partie du mouvement syndicaliste, en France, serait passé dans le camp de l'ennemi capitaliste et servirait ainsi la cause, les intérêts de la ploutocratie cosmopolite et internationaliste. Là encore, les « satellites de la Ploutocratie » viennent désigner les idiots utiles et les alliés objectifs du système ploutocratique et capitaliste, à savoir les syndicalistes, qui viennent renforcer la ploutocratie capitaliste plutôt que de la combattre.

Pour Darville, le mouvement syndicaliste devient alors l'idiot utile, le serviteur volontaire de la ploutocratie sans véritablement lutter ou combattre contre le capitalisme, puisqu'il déclare que « le mouvement dont on pouvait espérer précisément une réaction contre le régime de l'Or, ne tarde pas à s'enliser dans l'ornière ploutocratique : tel ce mouvement syndicaliste, qui (…) s'est empressé d'emprunter à la décadence bourgeoise toutes ses idéologies les plus corruptrices, jusque et y compris le pacifisme humanitaire le plus plat et le plus inepte. »[177]. Ici, Darville dénonce une sorte de « rivalité mimétique » entre le mouvement syndicaliste et l'idéologie bourgeoise. En effet, selon lui, le syndicalisme aurait emprunté à la bourgeoisie certaines composantes de son idéologie corruptrice, médiocre et décadente, à savoir le pacifisme, l'humanitarisme ou encore le cosmopolitisme. De cette imitation des valeurs bourgeoises par le mouvement syndicaliste, daterait la décadence, la dégénérescence inéluctable de ce dernier. En empruntant les codes et les valeurs de la bourgeoisie, en se soumettant à son idéologie et à sa vision du monde, le mouvement syndicaliste serait devenu

[176] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 356.

[177] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 358.

l'idiot utile et le serviteur de la ploutocratie capitaliste, défendant les intérêts de cette dernière plutôt que de la combattre dans les faits. Darville fait ici la critique radicale, non pas du syndicalisme révolutionnaire, intransigeant et violent qu'il défend, mais bien plutôt du syndicalisme réformiste et bourgeois (ou embourgeoisé), de « compromis » et modéré, qu'il condamne in fine[178].

Tout comme pour le mouvement socialiste, Darville critique aussi le caractère centralisé et unitaire du syndicalisme, notamment dans l'organisation réformiste, faisant ainsi du mouvement syndicaliste un idiot utile, un allié objectif et une roue de secours de la ploutocratie capitaliste, puisqu'il assure que « Les réformistes ont toujours préconisé, dans le mouvement ouvrier, les grandes organisations unitaires et fortement centralisées, et l'on sait que les réformistes sont très pacifistes ; (…) Et le syndicalisme qui, initialement, devait faire brèche à l'État et à la Ploutocratie, se transforme peu à peu en un simple agent manœuvré dans la coulisse par l'État et la Ploutocratie. »[179]. Là encore, il attribue à l'échec du syndicalisme français dans sa lutte contre la ploutocratie capitaliste, son caractère pacifiste et réformiste, sa préférence pour les organisations unitaires et centralisées. Là aussi, et en lisant en creux, l'on peut déceler l'influence idéologique du mouvement socialiste embourgeoisé et démocratisé, sur le syndicalisme français[180]. Pour Darville, le combat contre la ploutocratie serait dans une impasse, une voie sans issue avec ce syndicalisme réformiste. Pour lui, seul le syndicalisme révolutionnaire, violent, radical et intransigeant pourrait vaincre et à terme, détruire le système ploutocratique et capitaliste. Là encore, l'idéologie pacifiste qui proscrit la guerre comme moyen d'action politique et qui imprègne le mouvement syndicaliste, conduirait le syndicalisme réformiste à sa perte et condamnerait la France à subir la domination de la ploutocratie capitaliste, pour encore longtemps. Cette fois-ci la chose est très claire, pour Darville, le mouvement syndicaliste devient un idiot utile, un allié docile manipulé par le système plouto-démocratique afin d'accroître son emprise, sa domination sans partage sur la nation.

Enfin, Darville et Valois dénoncent aussi le mouvement syndicaliste telle une force politique manipulée, instrumentalisée et contrôlée par la bourgeoisie juive, faisant ainsi du syndicalisme le serviteur docile, l'idiot utile et l'allié objectif de la ploutocratie capitaliste, puisque Darville proclame « apercevoir de perpétuelles infiltrations juives et bourgeoises,

[178] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.143.

[179] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 362-363.

[180] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.144-145.

c'est-à-dire ploutocratiques, au sein de la *Bataille syndicaliste*, donc du mouvement syndicaliste lui-même »[181] et Valois blâme « le syndicalisme révolutionnaire, utilisé (…) par la bourgeoisie juive »[182]. Valois évoque « de perpétuelles infiltrations juives et bourgeoises, c'est-à-dire ploutocratiques » au sein du mouvement syndicaliste et de son organe journalistique principale, *Bataille syndicaliste*. Par-là, il veut dénoncer ainsi la mainmise et la domination de la bourgeoisie juive sur le mouvement syndicaliste. Il critique et déplore aussi la récupération, la manipulation et l'instrumentalisation du mouvement syndicaliste par la ploutocratie capitaliste, permettant ainsi à la bourgeoisie juive, maîtresse de ladite ploutocratie, de continuer à régner sans partage, en France. Là encore, selon lui, le mouvement syndicaliste serait infiltré voire manipulé par la bourgeoisie juive, et servirait par conséquent les intérêts de la ploutocratie capitaliste et non plus ceux de la classe ouvrière ou de la révolution sociale.

Dans un dernier temps, Valois dénonce les mouvements socialistes et syndicalistes ensemble, tous deux manipulés et contrôlés par la bourgeoisie juive et la Franc-Maçonnerie, afin d'en faire les idiots utiles, les serviteurs dociles des intérêts de la ploutocratie capitaliste, car il indique ceci :

> *Au moment où ses intérêts sociaux étaient directement menacés, la bourgeoisie juive arrêtait les mouvements par l'intermédiaire des grands directeurs de conscience du monde révolutionnaire, qui sont ses alliés ou ses serviteurs. (On sait que la bourgeoisie juive est en mesure de contrôler tous les mouvements révolutionnaires par des hommes qu'elle y entretient : le socialisme unifié, par Jaurès, à qui elle a donné son journal ; le syndicalisme, par l'intermédiaire de la Franc-Maçonnerie, qui a enrôlé un grand nombre de militants syndicalistes dans les loges.).*[183]

Ici, Valois dénonce les différentes forces politiques révolutionnaires et radicales en France, à savoir les mouvements socialistes et syndicalistes comme autant de courants idéologiques d'opposition au système capitaliste, récupérés et instrumentalisés par la bourgeoisie, pour son propre profit. Ici, l'auteur dénonce la manipulation des mouvements

[181] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 385.

[182] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 423-424.

[183] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 408.

politiques révolutionnaires par la ploutocratie, afin de servir les intérêts du capitalisme. Ainsi, socialisme comme syndicalisme, manipulés et financés par la ploutocratie, ne seraient plus que les alliés objectifs, les serviteurs dociles et obéissants du système capitaliste et bourgeois. Ainsi, nous comprenons que le système ploutocratique capitaliste serait en mesure de contrôler (et donc de détruire) toutes les oppositions politiques les plus radicales et révolutionnaires à son pouvoir, à sa domination en France. Là encore, Valois soupçonne grandement la bourgeoisie juive capitaliste de manipuler, tant les mouvements révolutionnaires que conservateurs en France, afin d'augmenter son emprise et sa domination sur toute la nation. Là encore, les forces syndicalistes et socialistes, tout autant que le mouvement ouvrier, seraient autant de mouvements politiques d'opposition radicale et révolutionnaire, manipulés voire directement contrôlés par la bourgeoisie juive et capitaliste, afin de les rallier au système démocratique et parlementaire, pour in fine, les intégrer puis les digérer, donc les dissoudre au sein de la ploutocratie capitaliste.

3)- L'opposition farouche contre la puissance judéo-maçonnique, ou l'anti-France comme Parti de l'Etranger, ennemi de l'Intérieur et soutien indéfectible du système plouto-démocratique :

Dans un premier temps, Valois dénonce la confédération judéo-maçonnique dans la nation, comme un ennemi de l'intérieur et représentant le parti de l'Etranger, qu'il nomme alors l'Anti-France. Tout d'abord, Valois critique ce qu'il appelle lui-même « l'anti-France », qu'il associe et assimile aussitôt à un « Etranger de l'intérieur, à savoir la puissance judéo-maçonnique »[184]. Là encore, Valois oppose la France et l'Anti-France, puisque la puissance judéo-maçonnique serait un corps étranger au sein de la communauté nationale. Ici, les juifs et les francs-maçons représentent l'Anti-France, car ils défendent des intérêts communautaires et particularistes, au détriment de l'intérêt général de la nation et du peuple français. Là encore, les juifs comme les francs-maçons sont associés à des ennemis de l'intérieur et qualifiés « d'Étrangers de l'intérieur ». Ensuite, Valois dénonce la confédération judéo-maçonnique en France, qui représenterait un État dans l'État et un ennemi de l'intérieur, qui incarnerait aussi le parti de l'étranger et dont l'intérêt communautaire et particulariste s'opposerait alors à l'intérêt national et général, puisqu'il déclare ceci :

> *L'admirable et profonde théorie de Maurras sur les Quatre États confédérés. (...) La nation française apparaît comme une nation conquise, privée de son État national, et dominée par une confédération de quatre groupements, Juifs, Protestants, Maçons, Métèques, qui constituent un État distinct, dont les intérêts sont tout à fait opposés aux nôtres, qui traite avec l'Etranger selon son intérêt particulier et qui s'associe à lui pour le pillage de la nation. Et ces Quatre États, cette Confédération, cet État qui est surtout, actuellement, juif, et qui est parfois soit un prolongement de l'État allemand, soit un prolongement de l'État anglais, n'est pas du tout construit à l'image du désordre que nous constatons dans la société française. Il a un ordre politique, qui maintient la cohésion dans la Confédération, mais dont la fonction est d'entretenir le désordre dans la société française*[185]

Ici, l'auteur reprend à son compte la théorie de Maurras concernant les « quatre États confédérés » et l'Anti-France, puis défend ainsi cette thèse. Il prétend en fait que les juifs et les francs-maçons seraient des communautés étrangères à la France, une sorte d'État dans

[184] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 461-462.

[185] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 215-216.

l'État puisqu'il déclare que « les juifs et les francs-maçons formant, en tout, un État dans une société politiquement et socialement dissoute par la Révolution de 1789 »[186]. Ces communautés défendraient ainsi leurs propres intérêts communautaires au détriment de l'intérêt du peuple et de la nation française[187]. Ici, les juifs et les francs-maçons deviennent les ennemis irréductibles de la nation française et, avec les étrangers (appelés aussi « métèques ») ainsi que les protestants, ils formeraient une sorte d'Anti-France au service de puissances étrangères. Ici l'auteur fait preuve tant d'antisémitisme, de xénophobie que d'antimaçonnisme dans sa démonstration argumentée. Valois défend la nation comme étant une entité naturelle, une communauté organique et solidaire, traditionnelle et charnelle, dont les agressions systématiques de corps étrangers en son sein viendraient, à terme, briser les défenses immunitaires de la France et détruire ainsi ses capacités de résistance à la domination judéo-maçonnique, car il prétend que « le bourgeois juif doit sa fortune à la dissociation des corps français, (…) permettant alors le règne de la bourgeoisie juive »[188]. Ici, les juifs et les francs-maçons sont accusés de détruire la solidarité nationale du peuple français et de répandre aussi le désordre, la division, le chaos et l'anarchie au sein de la France… diviser pour mieux régner, donc. Pour lui, les juifs et les francs-maçons seraient des agents de l'étranger, servant les intérêts de puissances ennemies de la France et essayant d'accroître leur pouvoir, leur domination sur toute la nation.

Ainsi, Valois accuse cette confédération judéo-maçonnique d'entretenir volontairement le désordre au sein de la nation française, afin de pouvoir instaurer son ordre social propre et ainsi, dominer la France, puisqu'il décrète la chose suivante :

> *La Confédération qui règne en France nous impose un ordre moral, un ordre social, un ordre religieux, qui sont créés pour assurer sa domination ; elle a surtout un ordre économique qui lui permet, de nous exploiter, de nous dépouiller et même de nous expulser, de nous prendre notre sol, ceci au bénéfice de l'Étranger. (...) mais cet ordre, ce n'est pas le nôtre. (...) En somme, en France, actuellement, il n'y a plus d'ordre français (...) et nous devons détruire l'ordre social étranger qui nous est imposé*[189]

---

[186] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 405.

[187] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.48-49.

[188] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 422.

[189] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 216.

Là encore, Valois dénonce ce qu'il juge être la puissance et la domination judéo-maçonnique sur la France. Selon lui, les juifs et les francs-maçons auraient des intérêts politiques et économiques communs. Ils formeraient an fait une sorte de confédération, d'État dans l'État et seraient, par conséquent, des ennemis irréductibles, tant du peuple que de la nation, puisqu'il décrète que « La bourgeoisie juive est donc, par tous ses caractères, un corps opposé à l'intérêt national français. »[190]. Pour lui, les juifs et les francs-maçons défendraient leurs intérêts communautaires et particuliers, au détriment de l'intérêt général, celui de la patrie, de la France, mais aussi du peuple ou de la nation. Pour cela, ce pouvoir judéo-maçonnique incarnerait l'Anti-France et représenterait une menace, un danger imminent pour la sauvegarde de la nation, la défense de son identité ou de sa souveraineté et la protection de son existence en tant qu'être historique. Enfin, l'auteur adresse une critique d'ordre économique et sociale à cette confédération judéo-maçonnique. Selon lui, le pouvoir judéo-maçonnique sur la France, favoriserait aussi la domination du système capitaliste et le règne de la finance internationale dans la nation. Ici, l'auteur sous-entend clairement que les juifs et les francs-maçons seraient les maîtres de la ploutocratie, la pièce-maitresse du système capitaliste, pouvant presque évoquer une ploutocratie judéo-maçonnique. Ainsi, il défend l'idée selon laquelle la ploutocratie capitaliste serait un système économique d'essence judéo-maçonnique, crée par les juifs et les francs-maçons afin de piller la nation et ses richesses, d'exploiter le peuple travailleur et la classe ouvrière[191]. La puissance judéo-maçonnique, étant une communauté étrangère à la nation, favoriserait ainsi l'installation d'un ordre social étranger en France, le système capitaliste.

Cela étant, Valois accuse la puissance judéo-maçonnique de représenter, au sein de la nation, le parti de l'étranger et donc, d'être un ennemi de l'intérieur qui servirait les intérêts de puissances ennemies et hostiles à la France, comme l'Allemagne ou l'Angleterre, puisqu'il dénonce par exemple « le roi de Prusse et ses alliés de l'intérieur. »[192] et proclame aussi que « la Franc-maçonnerie et Israël, soutiennent l'Allemagne et l'Angleterre. »[193]. Là encore, Valois associe les juifs et les Francs-maçons à des ennemis de l'intérieur, des agents de l'étranger, une Anti-France au service de puissances hostiles et ennemies de la France, comme l'Allemagne notamment. Là encore, cette Anti-France est l'ennemie de la France, puisque ses

[190] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 409.

[191] *Ibid p.50.*

[192] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 464.

[193] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 230.

intérêts s'avèrent opposés et incompatibles avec la défense de la nation et du peuple français, selon l'auteur. Là encore, l'auteur associe dans un grand complot contre la France, les juifs, la franc-maçonnerie et l'Allemagne. Ici, la bourgeoisie juive tout comme la Franc-Maçonnerie représentent l'Anti-France au service de puissances hostiles et ennemies de la France, à savoir l'Allemagne principalement. Ici, l'auteur fait sienne la théorie conspirationniste qui dénonce inlassablement le complot de la puissance judéo-maçonnique, critiquant les juifs et les francs-maçons comme des agents de l'Étranger au service de puissances ennemies, notamment l'Allemagne impériale, pays dénoncé comme l'ennemi héréditaire de la France. De plus, l'auteur dénonce encore cette confédération judéo-maçonnique comme un parti de l'Étranger, une sorte d'ennemi de l'intérieur, qui défendrait les intérêts de puissances ennemies, comme l'Allemagne, et favoriserait sa domination sur la France. Les juifs et les francs-maçons seraient deux communautés au service de l'ennemi, défendant les intérêts de puissances étrangères, comme l'Allemagne ou l'Angleterre, au sein de la nation et au détriment de la patrie.

Enfin, Valois dénonce aussi le cosmopolitisme et l'internationalisme, deux idéologies consubstantielles selon lui à la puissance judéo-maçonnique en France, et qui ferait des juifs et des francs-maçons une Anti-France, des ennemis irréductibles de la nation, car il condamne « l'Internationale judéo-maçonnique. »[194] et oppose « Israël à la France (…) l'Internationale, ou la nation française. »[195]. Là encore, Valois associe les juifs et les francs-maçons à l'internationalisme et au cosmopolitisme. Il oppose ainsi l'enracinement national du peuple, dans une patrie charnelle, à la puissance judéo-maçonnique qui serait, par nature et par essence, nomade et apatride, déracinée et hors-sol. Ici, l'expression très péjorative de « l'Internationale judéo-maçonnique » entend sans doute désigner aussi la ploutocratie capitaliste, tout autant cosmopolite, apatride et internationaliste. Là encore, l'auteur oppose clairement les juifs (rebaptisés ici en « Israël ») à la France, tels des ennemis mortels de la nation. Par-là, il fait donc de la bourgeoisie juive l'Anti-France par excellence, l'ennemie irréductible de la nation et du peuple français, représentant un corps étranger, une communauté extérieure à la patrie. Ici, Valois assimile encore la bourgeoisie juive, non seulement à l'Anti-France, mais aussi à l'internationalisme et au cosmopolitisme, voire certainement à la ploutocratie capitaliste, système économique antinational par essence.

[194] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 437.

[195] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 454.

Dans un second temps, Valois dénonce la bourgeoisie juive comme soutien et allié principal du système plouto-démocratique en France. En fait, il critique ce qu'il qualifie lui-même comme « la judéo-démocratie »[196], ou encore « l'État juif et judéo-démocratique »[197]. Là encore, l'auteur associe clairement le dreyfusisme au pouvoir juif, en France. Selon lui, la démocratie parlementaire ainsi que la république jacobine seraient en fait des régimes politiques contrôlés par la bourgeoisie juive et au service de sa puissance, de sa domination en France. Ici, « l'État juif » ne désigne pas l'État d'Israël, mais il qualifie bien plutôt le règne de la communauté juive sur la nation. Encore, il accuse la bourgeoisie juive de dominer le régime démocratique et républicain, afin de se servir de l'appareil d'État pour dominer la nation, puisqu'il certifie que « La bourgeoisie juive pouvait régner (…) avec la Franc-Maçonnerie par ses agents directs, grâce la complicité de l'État républicain issu de la révolution dreyfusienne »[198] et dénonce aussi « le gouvernement républicain et le régime démocratique (…) serviteurs de l'État juif. »[199]. Ici, derrière l'appellation de « l'État dreyfusien », Valois dénonce ainsi la puissance judéo-maçonnique qui règnerait selon lui, sur la France. Selon lui, l'Affaire Dreyfus aurait favorisé la prise de pouvoir par les juifs et les francs-maçons, au sein du régime républicain et démocratique, permettant ainsi leur domination en France. Ainsi, le régime démocratique et républicain ne serait jamais qu'une émanation, une concrétisation politico-institutionnelle du pouvoir juif sur la France, de la puissance de la bourgeoisie juive au sein de la nation[200].

La démocratie apparaît ici tel un instrument de pouvoir au service de la puissance, de la domination juive dans la nation. Il sous-entend ici, tout en le dénonçant, que la communauté juive en France aurait les pleins pouvoirs et qu'elle dominerait de son pouvoir, toute la nation. Là encore, l'auteur dénonce la démocratie parlementaire, supposée selon lui, être un régime politique au service de la domination juive sur la France. Ici, il sous-entend que la démocratie aurait été créée par les juifs afin de permettre de favoriser leur emprise, de renforcer leur pouvoir sur la nation et le peuple français. Joseph Reinach, parlementaire et journaliste juif, impliqué dans le scandale de Panama à la fin du XIXe siècle, est ici l'incarnation archétypale du juif capitaliste et ploutocrate, qui manipulerait le système

[196] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 416.

[197] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 412.

[198] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 423-424.

[199] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 231.

[200] *Ibid p.49-50.*

démocratique, parlementaire et républicain afin de favoriser le pouvoir juif sur la nation, de renforcer la domination juive sur la France. Là aussi, Valois accuse Reinach, incarnation ici de la bourgeoisie juive capitaliste, de contrôler et de manipuler le gouvernement, donc l'État, soit le régime républicain et démocratique. Là encore, c'est l'image iconique et antisémite du juif qui tire les ficelles du pouvoir politique dans l'ombre, et qui dominerait l'État et contrôlerait le gouvernement, par le biais de sa richesse accumulée et de sa puissance financière. Pour lui, les juifs seraient donc les véritables maîtres du système plouto-démocratique français, puisque le système démocratique et républicain apparaît comme tout entier dominé, contrôlé et conquis par la bourgeoisie juive, par la puissance judéo-maçonnique[201].

Enfin, Lagrange dénonce la bourgeoisie juive comme dominant totalement le système capitaliste et il accuse les juifs d'être les véritables maîtres de la ploutocratie financière et capitaliste, puisqu'il déplore « les puissances financières, judéo-capitalistes, maîtresses de nos destinées nationales. (…) avec la bourgeoisie juive (…) qui est au centre de la Ploutocratie internationale »[202], et critique « les juifs, maîtres de la Haute Finance capitaliste et ploutocratique »[203]. Là encore, l'auteur prend prétexte de certains noms juifs célèbres, à savoir Dreyfus, Ferrer ou encore Reinach, afin de mieux dénoncer la domination de la bourgeoisie juive en France, par le biais du système capitaliste et financier, que les juifs contrôleraient intégralement, selon lui. De plus, Lagrange critique aussi le système ploutocratique comme étant une création exclusivement juive, plus précisément de la bourgeoisie juive capitaliste, système ploutocratique qui asservirait la nation et exploiterait le peuple. Là encore, l'auteur semble associer catégoriquement les juifs à la richesse et à l'argent. Ainsi, il semble dénoncer la ploutocratie capitaliste juive en France. Là encore, Valois associe la bourgeoisie juive aux puissances financières et au système capitaliste, soit à la ploutocratie, puisqu'il déclare que « Cette bourgeoisie, la bourgeoisie juive, qui est au reste la véritable Ploutocratie »[204]. Ici encore, Valois critique le fait que la bourgeoisie juive dominerait tout le système économique français, tant dans le secteur industriel, que dans le domaine commercial ou encore sur le plan financier. Il évoque aussi « l'oppression de l'État judéo-démocratique », voulant par-là dénoncer la tyrannie, l'esclavage économique que ferait

[201] *Ibid p.49-50.*

[202] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 300.

[203] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 301.

[204] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 402.

subir la bourgeoisie juive capitaliste à toute la nation et au peuple français. Là encore, la bourgeoisie juive apparaît comme la véritable et la principale puissance dominante, au sein du système capitaliste, puisqu'il prétend que « la bourgeoisie juive, (…) est aux premiers rangs de la bourgeoisie capitaliste (…) et les juifs sont des ploutocrates : (…) les vrais *rois de l'or*. »[205].

Là aussi, le pouvoir et l'emprise qu'aurait ladite bourgeoisie juive sur la France, proviendrait surtout de sa richesse accumulée, de sa puissance financière dans le système ploutocratique. Pour lui, les juifs seraient donc les véritables maîtres du système plouto-démocratique français. Ici, l'auteur dresse l'historique de la domination juive sur la France, depuis la Révolution française et durant tout le XIXe siècle. Selon lui, ce serait la Révolution de 1789 qui aurait été l'événement fondateur et moteur de la montée en puissance, tant sur le plan politique qu'économique, de la bourgeoisie juive en France[206]. Aussi, la diffusion des idées libérales ainsi que le triomphe de la démocratie, auraient favorisé et permis l'ascension de la bourgeoisie juive en France, tout au long du XIXe siècle. Pour lui, le triomphe incontesté et définitif de la bourgeoisie juive remonterait à l'Affaire Dreyfus, à la fin du XIXe siècle, où les juifs auraient alors pris le total contrôle du régime démocratique et républicain, s'assurant ainsi de leur domination au sein du système plouto-démocratique, grâce notamment à son leur économique et financier. En effet, c'est avec le régime démocratique et républicain que le pouvoir économique et financier de la bourgeoisie juive sur la nation s'affirme, se consolide peu à peu. Selon lui, la bourgeoisie juive contrôlerait le système capitaliste et financerait le régime démocratique en France. Ainsi, pour Valois les juifs seraient les véritables « rois de l'or », les nouveaux maîtres de la féodalité financière, selon une expression chère au monarchiste socialisant Lagrange, elle-même tirée d'un ouvrage éponyme de Toussennel, précurseur d'un socialisme national au XIXe siècle, associant ensemble antisémitisme et anticapitalisme[207].

Ainsi, tout le système ploutocratique et capitaliste aurait été pensé, conçu par la bourgeoisie juive. Les juifs seraient les véritables maîtres de la ploutocratie, grâce à leur puissance financière et leur richesse accumulée. Encore, Valois accuse également la bourgeoisie juive de contrôler l'intégralité du commerce, de l'industrie et de la finance en France. Selon lui, les juifs auraient ainsi un rôle moteur et essentiel au sein du système

[205] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 406.

[206] *Ibid p.50-51.*

[207] *Ibid p.50-51*

économique, tant français qu'européen[208]. Ici, le juif est associé au banquier, avec la figure bien connu de Rothschild, où la bourgeoisie juive devient l'archétype du capitalisme ploutocratique et de la finance internationale. Là encore, par l'expression péjorative du « juif agioteur et bancocrate », Valois cherche en fait à critiquer la bourgeoisie juive et son caractère intrinsèquement capitaliste et ploutocratique. Selon lui, le juif est par nature un parasite économique et improductif, un banquier apatride, un usurier spéculateur ou un financier cosmopolite qui s'enrichit en exploitant le peuple et en appauvrissant la classe ouvrière.

Après avoir vu la critique radicale du système « plouto-démocratique », comme fondement idéologique des *Cahiers du Cercle Proudhon*, dans une première partie, il s'agit à présent d'observer la tentative d'élaboration d'idéologies alternatives dites de « troisième voie », afin de lutter contre le système plouto-démocratique, dans une seconde partie.

[208] *Ibid* p.50-51.

Partie II) - La tentative d'élaboration d'idéologies alternatives et transcourantes, les « Troisième Voie » possibles pour combattre le système plouto-démocratique :

Chapitre 1) - L'élaboration d'une synthèse idéologique « socialiste nationale », ou l'alliance du socialisme antidémocratique et du nationalisme intégral afin de lutter contre le système plouto-démocratique cosmopolite :

Chapitre 2) - L'instauration d'une « monarchie sociale et ouvrière », à la fois corporatiste et fédéraliste, afin de lutter contre la plouto-démocratie :

Chapitre 3) - La tentative d'élaboration d'une doctrine inédite de troisième voie, le « syndicalisme nationaliste » ou national-syndicalisme, comme idéologie de combat contre le système plouto-démocratique :

Chapitre 4) - Les *Cahiers du Cercle Proudhon*, ou l'existence d'une révolution conservatrice française, par la synthèse idéologique des contraires et dans l'alliance de la Tradition avec la Révolution :

Chapitre 1) - L'élaboration d'une synthèse idéologique « socialiste nationale », ou l'alliance du socialisme antidémocratique et du nationalisme intégral afin de lutter contre le système plouto-démocratique cosmopolite :

1)- La critique idéologique du mouvement socialiste français et la volonté de renouer avec un socialisme patriote et fidèle à la tradition nationale, par le rejet de la philosophie marxiste cosmopolite et par la réappropriation de la pensée proudhonienne :

2)- L'élaboration d'une synthèse idéologique socialiste nationale, par l'alliance du national et du social, comme solution politique de « troisième voie » dans la lutte contre la ploutocratie capitaliste :

3)- La tentative d'intégration de la classe ouvrière dans la nation, afin de détourner le prolétariat des mouvements socialistes ou anarchistes et pour protéger le peuple de l'exploitation économique capitaliste, comme fondement du socialisme national :

Chapitre 1) - L'élaboration d'une synthèse idéologique « socialiste nationale », ou l'alliance du socialisme antidémocratique et du nationalisme intégral afin de lutter contre le système plouto-démocratique cosmopolite :

1)- La critique idéologique du mouvement socialiste français et la volonté de renouer avec un socialisme patriote et fidèle à la tradition nationale, par le rejet de la philosophie marxiste cosmopolite et par la réappropriation de la pensée proudhonienne :

Dans un premier temps, Valois critique les influences philosophiques et idéologiques du socialisme français, influencé par la pensée judéo-germanique et pénétré de culture démocratico-républicaine. Tout d'abord, Valois dénonce la décadence intellectuelle et morale qui aurait contaminé tout le mouvement socialiste français, puisqu'il évoque « quelques réflexions de M. Lagardelle qui confirment ce que plusieurs d'entre nous ont écrit sur la décadence de la pensée socialiste. » et blâme aussi « les socialistes français, de formation judéo-germanique (…) et la décadence qui frappe leur pensée intellectuelle »[209]. Ici, à travers la figure de Lagardelle, penseur socialiste français éminent de l'époque, l'auteur cherche à dénoncer « la décadence de la pensée socialiste », soit la dégénérescence du mouvement socialiste français, qui aurait refusé l'héritage national et proudhonien, au profit de l'influence idéologique exclusive du marxisme et du socialisme allemand. Il dénonce donc le socialisme « de formation judéo-germanique », tout imprégné de l'influence philosophique du marxisme et de la social-démocratie allemande. Là encore, tant par nationalisme que par xénophobie (voire antisémitisme), l'auteur déplore la « germanisation » du socialisme français, soit l'abandon des traditions philosophiques nationales au profit de l'influence exclusive de la pensée allemande et ici, marxiste. Ici, fidèle à toute une tradition politique d'antigermanisme et de germanophobie, l'auteur dénonce donc la contamination idéologique du socialisme français par la pensée allemande. Là encore, l'auteur dénonce vivement la décadence, tant intellectuelle que politique, qui frapperait les mouvements socialistes français, largement imprégnés et influencés, sur le plan idéologique, par la pensée philosophique du marxisme et tout aussi contaminés par le socialisme allemand. Il critique donc un socialisme cosmopolite et internationaliste, totalement contaminé et pénétré par l'influence philosophique de la pensée juive allemande, donc étranger à la nation et la culture françaises[210].

---

[209] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 230-231.

[210] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 230-231.

Ensuite, Valois et Darville critiquent les influences philosophiques et idéologiques du socialisme français, influencé exclusivement par la pensée allemande social-démocrate et pénétré de culture marxiste, puisque Darville dénonce « le Sedan de la culture française, et cela jusque sur le terrain du socialisme, livré désormais à l'hégémonie de la *social-demokratie* allemande et à l'influence exclusive de Marx »[211] et Valois conspue « le socialisme français qui s'adresse à la pensée germanique et à Marx, (…) puisque les socialistes français sont de formation judéo-germanique »[212]. Ici, Valois et Darville critiquent le socialisme français, que l'on pourrait qualifier d'officiel ou d'institutionnel. Selon eux, ce socialisme français, quels que soient les divers courants idéologiques qui le traversent, ce socialisme français serait sous l'influence philosophique du marxisme.

Ainsi, le socialisme français serait pénétré de la pensée de Marx, largement influencé par le socialisme allemand et la social-démocratie d'outre-Rhin. Pour eux, le socialisme français est par conséquent un socialisme antifrançais et antinational, puis qu'entièrement soumis à l'influence idéologique de la philosophie allemande, notamment le marxisme. Ici, Valois et Darville déplorent donc la « germanisation » du socialisme français, si l'on peut dire. Ici, l'expression « Sedan de la culture française » renverrait, selon lui, à une défaite intellectuelle de la France, face à la puissante Allemagne. Selon eux, après la guerre franco-prussienne de 1870-1871, la France n'aurait pas seulement été vaincue militairement par la Prusse, mais elle aurait aussi été défaite intellectuellement, moralement et philosophiquement. Cette défaite militaire de la France expliquerait, selon eux, l'influence idéologique déterminante de la pensée allemande, de la philosophie germanique et marxiste, concernant le mouvement socialiste français. Pour eux, il s'agirait là d'une invasion intellectuelle, d'une colonisation culturelle, d'une conquête et d'une pénétration idéologique de l'Allemagne victorieuse, sur la France vaincue. Ici aussi, il y a en substance et résumée de manière synthétique, toute la critique philosophico-politique adressée au mouvement socialiste français. Ainsi, Valois et Darville déplorent l'influence idéologique du marxisme et l'imprégnation de la social-démocratie allemande, au sein du socialisme français. Ils dénoncent l'influence d'un socialisme internationaliste et cosmopolite, d'obédience marxiste et social-démocrate, qui tendrait à prouver la contamination de la pensée allemande dans la culture française, et par-là, la soumission du socialisme français à l'ennemi héréditaire, la puissance germanique. Valois et Darville dénoncent le mouvement socialiste français, très

[211] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 376-377.

[212] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 230-231.

influencé par la pensée allemande et la philosophie marxiste.

Encore, derrière l'influence idéologique et philosophique de la pensée allemande et marxiste au sein du socialisme français, Valois dénonce un mouvement socialiste enjuivé, livré à la domination exclusive de la haute bourgeoisie juive, puisqu'il critique « le socialisme français, passé à Israël, père nourricier (…) et serviteur de l'État juif. (…) car les socialistes français sont de formation judéo-germanique »[213], et dénonce « le mouvement socialiste (…) soumis à l'Internationale judéo-maçonnique. »[214]. Là encore, par antisémitisme, l'auteur dénonce le socialisme français comme étant un mouvement politique « enjuivé », c'est-à-dire soumis à l'influence de la bourgeoisie juive et servant les intérêts de la ploutocratie capitaliste et juive. Ici, Valois déplore aussi la dimension internationaliste et cosmopolite, et par conséquent l'aspect antinational du socialisme français. Ce socialisme « français » serait un socialisme antifrançais, servant uniquement les intérêts du système plouto-démocratique et de la bourgeoisie juive capitaliste, trahissant ainsi la nation et le peuple français. Là encore, il dénonce la manipulation, l'instrumentalisation du mouvement socialiste français, internationaliste et cosmopolite par nature, largement imprégné de la philosophie judéo-allemande marxiste.

Enfin, Darville critique aussi le socialisme français tel un mouvement politique embourgeoisé et imprégné de toute l'idéologie bourgeoise, comme l'étatisme, le centralisme, donc rallié totalement au régime démocratique, parlementaire et républicain, puisqu'il déplore « l'esprit bourgeois (l'embourgeoisement universel) qui a pénétré tout le socialisme international (…) c'est-à-dire le socialisme français, père nourricier des parlementaires, allié des gouvernements républicains et démocratiques »[215] mais dénonce aussi « le socialisme d'État qui est un aboutissant naturel, logique et fatal de la démocratie, (…) car le socialisme(…) tout entier pénétré d'esprit bourgeois et gouvernemental, donc centralisé (…) l'étatisme en général et l'étatisme socialiste en particulier, incarnés dans Jaurès et le socialisme parlementaire, socialisme bourgeois par excellence, (…) celui des socialistes saint-simoniens à la Jaurès »[216]. Là encore, Darville dénonce le socialisme français mené par le leader Jaurès. Selon lui, ce socialisme « jauréssien » serait un socialisme étatiste et

[213] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 230-231.

[214] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 437.

[215] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 383.

[216] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 361-362.

républicain, rallié au régime démocratique et parlementaire. Ici, ce socialisme français serait aussi influencé par la pensée philosophique de Saint-Simon. Là encore, l'auteur critique le socialisme saint-simonien d'un Jaurès. Selon lui, ce socialisme marqué par l'influence idéologique du saint-simonisme, serait par nature un socialisme bourgeois et capitaliste, rallié à la démocratie parlementaire et défendant le système capitaliste, les puissances bancaires ainsi que les intérêts de la ploutocratie[217].

Ainsi, l'auteur déplore l'imprégnation idéologique du saint-simonisme au sein du socialisme français, et l'abandon de l'héritage proudhonien voire marxiste, véritablement révolutionnaire et anticapitaliste, selon lui. Ici, il critique un socialisme modéré, réformiste et de compromis avec le système capitaliste, défendant ainsi les intérêts de la ploutocratie internationale. Ici, l'auteur critique l'embourgeoisement du mouvement socialiste, ainsi que le ralliement des socialistes français à la démocratie parlementaire, comme causes principales de la soumission dudit mouvement socialiste français au système capitaliste et aux intérêts de la ploutocratie[218]. Là encore, Darville dénonce l'embourgeoisement du mouvement socialiste français, symbole évident de sa décadence et de son ralliement inéluctable au système ploutocratique et capitaliste. Selon lui, le fait que de « riches banquiers » financent le mouvement socialiste, tend à prouver la collusion, la connivence du socialisme français et des puissances financières, donc de la soumission dudit mouvement socialiste français à la ploutocratie capitaliste. Là encore, l'auteur critique la connivence, voire l'alliance objective entre d'une part le socialisme français, acquis à la démocratie parlementaire et rallié au régime républicain, et de l'autre, la bourgeoisie capitaliste et le système ploutocratique. Pire, au lieu de combattre véritablement le système capitaliste, ce socialisme démocratique et parlementaire serait l'idiot utile, l'allié objectif de la ploutocratie.

Dans un second temps, Darville entend renouer avec un socialisme national, de tradition française et classique, débarrassé des influences démocrates et de l'héritage philosophico-idéologique du marxisme, donc de l'imprégnation cosmopolite et internationaliste. Tout d'abord, Darville revendique l'héritage philosophique de la pensée proudhonienne, afin de renouer avec un socialisme français, de tradition nationale. En fait, selon lui, le socialisme proudhonien serait pénétré de tradition nationale et imprégné de culture française, puisqu'il déclare que « Proudhon, grand philosophe socialiste *français,*

[217] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.148.

[218] *Ibid* p.147-148.

appartient à la tradition française, à la plus authentique et à la plus ancienne tradition française, celle qui est née et s'est formée au coeur du paysan français. »[219], mais aussi que « Jamais pensée ne fut davantage puisée à la plus pure source française, (…) celle du grand socialiste français Proudhon, héritier de la pensée traditionnelle française »[220]. Ici aussi, l'auteur défend encore la pensée de Proudhon, qui selon lui, serait « puisée à la plus pure source française », c'est-à-dire qu'il s'agirait d'un socialisme de souche française, à l'enracinement national. De plus, Darville oppose aussi le socialisme proudhonien, national et français à toute la tradition du socialisme judéo-allemand, qui combinerait la pensée germanique avec la philosophie marxiste, donc antifrançaise par essence, puisque Darville prétend que « Proudhon, c'est le socialisme français, c'est la tradition nationale française, c'est le génie français confisqué depuis 1870 par l'hégémonie allemande, en l'espèce l'hégémonie marxiste. »[221] tandis que Valois dénonce « les socialistes français, de formation judéo-germanique, qui ne peuvent se réclamer de la pensée proudhonienne, traditionnellement française. »[222]. Là encore, Proudhon devient le représentant emblématique et archétypal d'un socialisme français, national et patriote, délivré de l'influence philosophique du marxisme et qui n'a pas encore subi la domination intellectuelle et philosophique de la pensée allemande, germanique.

Là encore, Valois et Darville défendent le socialisme proudhonien, penseur français par excellence, qui serait un socialisme national et patriote, enraciné au plus profond du terroir paysan[223]. Ici, Proudhon devient le chef de file d'un socialisme français de tradition nationale, opposé au socialisme allemand de Marx. Ici, ils appellent le mouvement socialiste à se réapproprier la pensée proudhonienne, afin de revendiquer un héritage idéologique national, de défendre un socialisme de tradition française. En effet, selon eux, face au régime capitaliste, intrinsèquement cosmopolite et internationaliste par nature, il faudrait opposer la doctrine proudhonienne, à savoir un socialisme de tradition française et nationaliste et non pas ce socialisme français, contaminé par l'influence idéologique du marxisme et de la pensée allemande, incapable selon lui, de lutter efficacement contre la ploutocratie capitaliste,

[219] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 212.

[220] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 187.

[221] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 187.

[222] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 230-231.

[223] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.70.

puisque largement contaminé par le cosmopolitisme. Ils défendent donc leur propre vision d'un socialisme français, d'un socialisme à la française débarrassé de l'influence idéologique et philosophique allemande, notamment marxiste. Ici, Proudhon devient le représentant emblématique d'un socialisme à la française, opposé au socialisme allemand et à la figure tutélaire exclusive de Marx, débarrassé tant de la philosophie marxiste que de l'influence social-démocrate d'essence germanique.

Ensuite, Valois défend la pensée proudhonienne, une philosophie traditionnelle et classique, qui garantirait l'ordre social dans la nation et préserverait l'organisation au sein de la cité, puisqu'il déclare que « la partie saine, organisatrice, du socialisme français au XIXe siècle est issue de la tradition classique française et doit y retourner. L'œuvre de Proudhon en porte témoignage (…) cette direction est classique et traditionnelle, au sein de l'œuvre proudhonienne, (…) s'opposant ainsi à toute la décomposition romantique »[224]. Il évoque aussi « l'œuvre d'assainissement intellectuel et d'organisation sociale constructive à laquelle Proudhon s'était donné, (…) la tradition que nous avons retrouvée chez lui est bien la plus authentique tradition de la France classique, défendant l'ordre éternel, donc l'ordre français. »[225]. Là encore, il défend le socialisme proudhonien, comme une doctrine philosophique de l'ordre dans la nation, de l'organisation de la société. Ici, il défend encore le socialisme proudhonien et son héritage idéologique, comme une philosophie de l'ordre et de l'organisation (parfois qualifiée d'organiciste). Selon Valois, la pensée proudhonienne serait pénétrée de la tradition du classicisme français, pétrie d'ordre, de hiérarchie et d'organisation, puisqu'il déclare encore que « l'œuvre proudhonienne, (…) est une doctrine politique, un esprit d'organisation de la cité selon des principes empruntés à la plus pure tradition classique et française (…) Cet esprit est français et traditionnel ; il est antidémocratique ; il exclue rigoureusement tout romantisme politique »[226]. Ici, Valois valorise donc le socialisme proudhonien, comme un socialisme national et populaire, un socialisme de l'ordre, de la hiérarchie, de l'enracinement et des traditions. Là encore, il défend la pensée proudhonienne, le socialisme proudhonien comme une philosophie de l'ordre et de l'organisation, héritière de la tradition nationale doublement française, puisque classique et chrétienne. Enfin, Valois oppose catégoriquement la pensée proudhonienne, soit une doctrine classique et traditionnelle, défendant l'ordre et l'organisation sociale dans la cité, à la philosophie

[224] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 436-437.

[225] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 456-457.

[226] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 229.

anarchiste, issue des idéaux révolutionnaires et conduisant la société au désordre, car il nous dit ceci :

> *Proudhon construit, il a la passion de la construction, de la vie organisée, ordonnée, disciplinée. (...) il s'oppose de toutes les forces de son sang, de toute la vigueur de sa pensée, à l'anarchie issue de 1789. (...) Proudhon, c'est la France éternelle qui subit au XIXe siècle l'anarchie intellectuelle du XVIIIe, (...) mais dont les mains paysannes, ouvrières, formées par le labeur aux arts de la vie, reproduisent les gestes traditionnels du travail et dont l'intelligence, disciplinée par les siècles, recherche l'ordre dans ce monde nouveau où elle n'aperçoit plus que les signes du désordre.*[227]

Selon lui, le socialisme proudhonien serait par essence antidémocratique et contre-révolutionnaire, donc opposé aux idéaux philosophiques anarchisants issus de la révolution de 1789. De plus, en opposant le socialisme proudhonien au « romantisme politique », l'auteur cherche ici à réhabiliter la tradition du classicisme français, doctrine de l'ordre, de la raison et de l'organisation de la cité, opposée radicalement au romantisme traditionnellement attribué à la culture allemande, mais aussi à la philosophie révolutionnaire, exaltant l'individu et les passions, conduisant ainsi inéluctablement au désordre et à la désorganisation de la société, donc menant à l'anarchie dans toute la nation. Ici, il faut comprendre en creux, une critique du mouvement socialiste français, officiel et institutionnel, car ce socialisme français serait très fortement influencé par l'anarchisme et donc, serait une pensée du désordre et de la désorganisation au sein de la cité, héritière en cela des idéaux philosophiques de la Révolution. Ainsi, Valois défend le socialisme proudhonien comme une doctrine classique et traditionnelle, garantissant l'ordre et l'organisation sociale dans la cité, qu'il oppose absolument à l'anarchisme et au désordre dans la société, hérité des idéaux philosophiques de la révolution française, puisqu'il prétend que :

> *Proudhon (...) est honni de tout ce qui, en France, se rattache aux idées quatre-vingts-neuviennes. Démocrates, socialistes, anarchistes ne veulent retenir que son nom et faire oublier son œuvre, qui est tout entière une protestation contre les idées anarchistes, contre les systèmes socialistes, contre la démocratie. (...) puisque la pensée proudhonienne qui est une œuvre de discipline, d'ordre, de règle, le contraire de l'anarchie (...) soit une oeuvre doublement française, parce que classique et*

[227] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 213-214.

catholique.[228]

Là encore, il oppose catégoriquement le socialisme français d'un Proudhon, pénétré de la tradition nationale et classique, au socialisme judéo-allemand de Marx, contaminé par la philosophie romantique germanique. D'un côté, un socialisme national, patriote et français, défendant l'ordre et l'organisation de la société et de l'autre, un socialisme judéo-allemand, promouvant le désordre et l'anarchie dans la cité, pénétré d'internationalisme et de cosmopolitisme. Ici, il défend un socialisme français et national, hérité de la pensée philosophique de Proudhon[229]. Ce socialisme national français s'opposerait à l'anarchie issue de la révolution française, en 1789, qui a détruit la société d'Ancien régime. Ici, le socialisme proudhonien devient un socialisme national et traditionaliste, constructif et organisationnel, qui défend l'ordre français face au désordre cosmopolite. Ce socialisme national français serait aussi de souche, d'ascendance populaire voire plébéienne, puisqu'il aurait été formé du côté d'un monde plus paysan et ouvrier que bourgeois, comme le serait lui, le socialisme allemand et marxiste. Valois défend Proudhon, qui se serait opposé, en son temps, à l'anarchie morale et intellectuelle issue des idéaux philosophiques de la Révolution française. Face à la désorganisation de la société et de l'État issue de la Révolution de 1789, il valorise le socialisme proudhonien, comme une pensée contre-révolutionnaire voire réactionnaire et donc, en contradiction totale avec le socialisme allemand dominé par la figure de Marx et la philosophie marxiste, idéologie révolutionnaire par excellence. Ici, Proudhon devient un penseur contre-révolutionnaire, rejetant en bloc tout l'héritage philosophique des idéaux de la révolution française, car Valois déclare que « l'œuvre de Proudhon apparaît contre-révolutionnaire, (...) en réaction à l'anarchie morale et intellectuelle (…) liée au prestige des nuées quatre-vingt-neuviennes. »[230].

[228] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 224.

[229] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.70-71.

[230] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 224.

2)- L'élaboration d'une synthèse idéologique socialiste nationale, par l'alliance du national et du social, comme solution politique de « troisième voie » dans la lutte contre la ploutocratie capitaliste :

Dans un premier temps, Valois veut tenter le rapprochement, l'alliance des forces nationalistes et socialistes afin de lutter contre l'ennemi commun, la ploutocratie capitaliste, puisqu'il déclare que « le Cercle Proudhon (…) qui comprend à la fois des membres de l'Action française et d'anciens collaborateurs du *Mouvement socialiste* (…) pour combattre et s'opposer à la domination capitaliste dans l'économie. (…) permet aux socialistes et aux nationalistes français de se joindre (…) afin de détruire le régime de l'or (…) et pour abattre définitivement la Ploutocratie. »[231] mais évoque aussi « la rencontre des deux traditions françaises qui se sont opposées au cours du XIXe siècle et qui se trouvent représentées, unies, aujourd'hui, parmi nous, le socialisme et le nationalisme. (…) dans le but de combattre et de détruire la ploutocratie capitaliste »[232]. Ici, Valois évoque clairement le rapprochement voire l'alliance entre le socialisme et le nationalisme. Ces « deux traditions françaises qui se sont opposées au cours du XIXe siècle » renverraient en fait à deux mouvements politiques contraires, c'est-à-dire le nationalisme et le socialisme. Ici, loin de les opposer tels deux courants idéologiques incompatibles et irréconciliables, Valois prétend que le nationalisme et le socialisme auraient plutôt tendance à se rapprocher, voire même à s'allier, peut-être pour défendre des intérêts convergents et lutter contre un ennemi commun, à savoir la ploutocratie capitaliste.

Là encore, à l'origine de la fondation du Cercle Proudhon, il semblerait qu'il y ait un rapprochement initial entre les monarchistes nationalistes et le mouvement socialiste, deux courants idéologiques à priori opposés et contraires, incompatibles et irréconciliables[233]. Là encore, Valois en appelle au rapprochement, voire à l'alliance du socialisme et du nationalisme, au sein d'une doctrine socialiste nationale, afin de lutter et combattre contre l'ennemi commun, c'est-à-dire la ploutocratie capitaliste. Selon Valois, c'est l'opposition fédératrice contre un ennemi commun, à savoir la démocratie parlementaire et le système capitaliste, qui aurait permis le rapprochement entre le socialisme et le nationalisme, deux mouvements politiques jusqu'là contraires et irréconciliables. Ici, la constitution d'une

[231] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 328.

[232] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 287.

[233] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.103.

doctrine socialiste nationale (ou bien nationale-socialiste) proviendrait exclusivement d'une hostilité commune à l'égard de l'ennemi démocratique, d'un antidémocratisme commun aux deux mouvements. Ce socialisme national (ou nationaliste) peut, à bien des égards être considéré comme une doctrine politique de troisième voie, par la synthèse et l'unité des contraires, tout en dépassant les clivages partisans, sur le plan philosophico-idéologique.

Là encore, ce serait par l'intermédiaire et par la réappropriation de la pensée organisatrice proudhonienne, que Valois cherche à rassembler et unir ensemble le socialisme avec le nationalisme, puisqu'il prétend que « la partie saine, organisatrice, du socialisme français au XIXe siècle est issue de la tradition classique française et doit y retourner. L'œuvre de Proudhon en porte témoignage, et c'est par elle que nous entreprenions de raccorder en nous et autour de nous deux traditions disjointes pendant un siècle. »[234]. Là encore, Valois entend « raccorder deux traditions disjointes pendant un siècle », c'est-à-dire qu'il veut rapprocher voire allier le socialisme avec le nationalisme car comme l'avait dit Maurras, « le socialisme peut tout à fait s'allier au nationalisme, comme un gant bien fait va à une belle main »[235]. Loin d'opposer ces deux mouvements, Valois cherche au contraire à combiner les forces nationalistes et socialistes, pour réaliser la synthèse, voire la symbiose, du national et du social, comme idéologie de troisième voie, transcourante et alternative au système plouto-démocratique. Selon lui, cette doctrine socialiste nationale procéderait d'une réappropriation d'un héritage philosophique précis, la pensée proudhonienne, sorte de socialisme national avant l'heure, pénétré de tradition française et de culture classique, empreint aussi d'ordre et d'organisation[236]. Là encore, le rapprochement et l'alliance entre le socialisme et le nationalisme, proviendrait exclusivement de la lutte fédératrice contre un ennemi commun irréductible, c'est-à-dire le système capitaliste constitué en ploutocrate internationale. Ici, cette « œuvre constructive et organisatrice » renverrait peut-être à cette synthèse idéologique socialiste nationale, soit un socialisme d'ordre et d'organisation, intégré solidement à la nation, afin de combattre efficacement la ploutocratie capitaliste.

Enfin, Lagrange attribue au rapprochement des mouvements socialistes et nationalistes, dans la lutte commune contre la ploutocratie capitaliste, tant la doctrine de Berth que la pensée de Valois, puisqu'il entend « remercier les socialistes antidémocrates, comme Edouard Berth, les nationalistes intégraux comme Georges Valois, de la part qu'ils ont prise

[234] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 436-437.

[235] *Ibid* p.32-33.

[236] *Ibid* p.70.

au rapprochement des socialistes et des admirateurs de *L'Enquête sur la Monarchie*. »[237]. Là encore, Lagrange évoque un rapprochement, au sein du Cercle Proudhon, entre les socialistes antidémocrates menés par Berth et les nationalistes intégraux de Valois[238]. Ici, cette alliance de circonstance entre deux mouvements politico-idéologiques contraires et opposés semble rendue possible par une hostilité commune à l'égard du système démocratique. Ainsi, c'est la lutte contre un ennemi commun, à savoir la démocratie bourgeoise et parlementaire, qui permettrait le rapprochement du socialisme et du nationalisme. Ici, en plus de Berth et de Valois, il semblerait que le rapprochement du socialisme et du nationalisme au sein du Cercle Proudhon, serait à mettre au crédit de Sorel, le fondateur et penseur du syndicalisme révolutionnaire[239]. Cette doctrine de troisième voie socialiste nationale repose sur l'alliance, la combinaison du nationalisme intégral maurrassien avec un socialisme antidémocratique et « révisionniste » de la pensée marxiste.

Là encore, l'hostilité commune à l'encontre du système capitaliste et ploutocratique permettrait le rapprochement des socialistes et de nationalistes, tous deux ennemis du régime de l'or et des puissances financières, cosmopolites, internationalistes et antinationales par essence. Là encore face au règne de la finance internationale et à la domination de la ploutocratie capitaliste sur la France, Lagrange en appelle au rapprochement, à l'alliance de deux mouvements contraires et opposés en apparence, le socialisme et le nationalisme. Ici, la lutte fédératrice contre l'ennemi commun plouto-démocratique, permettrait le rapprochement, la convergence des forces socialistes et nationalistes, au sein de la nation. Par la réappropriation de la pensée de Berth et de Valois, Lagrange entend démontrer que, tout comme le nationalisme, le socialisme serait un mouvement antidémocratique par essence, donc ennemi de la démocratie bourgeoise ce qui tendrait à le rapprocher du mouvement nationaliste, par une affinité idéologique commune.

Dans un second temps, au fondement de la doctrine socialiste nationale, il y aurait la recherche d'une synthèse idéologique entre le national et le social, afin de créer une économie nationaliste et socialisante, protectrice de l'intérêt national et garantissant aussi l'indépendance de la classe ouvrière, face à l'exploitation de la ploutocratie capitaliste. En

[237] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 302.

[238] *Ibid* p.96-97.

[239] *Ibid* p.92-93.

effet, Lagrange en appelle à « une sorte d'apostolat social et national. »[240] afin de « rechercher dans quelles conditions, selon quels principes, et par quels moyens il sera possible de substituer à la féodalité financière un ordre social français. »[241]. Ici, il y a la volonté de réaliser le désir de Valois, qui consiste à faire la synthèse du national et du social. C'est déjà l'ébauche d'une doctrine que l'on pourrait qualifier de socialiste nationale, sorte d'alliance des contraires, du nationalisme et du socialisme. Là encore, l'antidémocratisme c'est-à-dire l'opposition au régime démocratique semble être l'idéologie commune et fédératrice, tant au socialisme qu'au nationalisme. Ainsi, le rapprochement nécessaire du socialisme et du nationalisme naîtrait d'une hostilité commune à l'égard de la démocratie parlementaire et de la « féodalité financière », soit la tyrannie capitaliste et le système ploutocratique[242]. Ainsi, l'alliance fédératrice entre le socialisme et le nationalisme viendrait de la prise de conscience d'intérêts convergents et d'une lutte contre un ennemi commun irréductible, à savoir la finance internationale et la ploutocratie capitaliste.

Par la suite, Valois cherche à fonder et élaborer une nouvelle économie, à la fois nationale et sociale, qui combinerait l'aspiration socialiste et la préoccupation nationaliste, afin de lutter et combattre efficacement contre l'exploitation capitaliste et le système ploutocratique, antinational et antisocial par essence. Il déclare en effet vouloir « fonder une économie nouvelle qui sera une économie nationale et sociale (…) pour détruire les principes qui ont fondé l'économie moderne, qui ont imposé aux nations le régime capitaliste et le règne de l'or »[243] et entend ainsi « détruire le régime capitaliste en dressant contre lui les protections nationales d'une économie française (…) qui peuvent seules s'opposer avec efficacité à la conquête et à l'invasion des puissances capitalistes de l'Or »[244]. Là encore, Valois en appelle à combattre et détruire le système capitaliste. Selon lui, la ploutocratie capitaliste représenterait, en France, le régime de l'or, matérialiste et marchand, donc un ordre social étranger à la tradition nationale. Ici, il cherche à créer une nouvelle doctrine économique et sociale, une économie nationale et socialisante, afin de lutter efficacement contre la ploutocratie capitaliste et de substituer au régime de l'or la loi du sang, celle qui défend les intérêts du peuple français et non plus ceux du système capitaliste. Valois

[240] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 209.

[241] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 304.

[242] *Ibid* p.85-86.

[243] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 286.

[244] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 306.

préconise l'instauration d'une économie protectionniste, nationale et sociale, soit la création d'une doctrine socialiste nationale, afin de protéger le peuple français et de défendre les intérêts nationaux menacés, tout en luttant et combattant contre le système ploutocratique et capitaliste.

Ici, il y a la volonté de créer une doctrine économique en accord avec l'intérêt national, une sorte de nationalisme économique voire de protectionnisme, afin de défendre la nation et d'instaurer en France, un ordre social conforme à l'intérêt national. Là encore, en revendiquant l'héritage de la pensée proudhonienne, Valois préconise en France l'instauration d'une économie sociale et nationale, soit d'un système socialiste national, qui combinerait habilement des éléments idéologiques socialistes et nationalistes. Ici, la constitution d'un socialisme nationaliste permettrait de lutter et de combattre efficacement le capitalisme, la ploutocratie financière et bourgeoise. Valois veut ainsi substituer l'économie du Sang à l'économie de l'Or, pour remplacer le système capitaliste, intrinsèquement cosmopolite, internationaliste et antinational, par un régime socialiste et national, une sorte de doctrine politico-économique nationale-socialiste. Ici encore, il s'agit de lutter contre le régime de l'or étranger pour le remplacer par la loi du sang français, en fondant une économie nationaliste et socialisante, puisqu'il semble « condamner les principes de l'économie capitaliste et leur opposer ceux d'une économie sociale et nationale. (…) afin de substituer et d'opposer à l'économie de l'Or, (…) l'économie du Sang. »[245]. Le système capitaliste constitué en ploutocratie internationale est assimilé à un ennemi irréductible, tant de la nation que du peuple français, tel un ordre social étranger en France. Il s'agirait donc d'opposer la solidarité nationale à la solidarité capitaliste, la défense de l'intérêt national à la recherche de l'intérêt capitaliste. Ici, ce sont de nouvelles institutions politiques et un autre système économique qu'il faudrait créer, dans une optique nationaliste et socialisante, afin de combattre efficacement le régime capitaliste et ploutocratique, internationaliste et cosmopolite par nature.

Il s'agirait donc de créer une économie sociale et solidaire, un système protecteur voire protectionniste, tant de la nation que du peuple français, menacés par la puissance et la domination de la ploutocratie capitaliste sur la France. Ici, Valois en appelle à instaurer un régime nouveau, un ordre social français, libéré de la tyrannie capitaliste et de la domination ploutocratique. Sans le dire véritablement, Valois espère l'avènement de cette synthèse idéologique du national et du social, qui pourrait se concrétiser dans une sorte de doctrine économique socialiste nationale, dans l'alliance du socialisme et du nationalisme afin de

[245] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 343.

détruire la ploutocratie capitaliste, système économique intrinsèquement cosmopolite, internationaliste et antinational, par essence. Encore, Valois évoque « une révolution nationale contre la Ploutocratie. (…) et les *rois de l'or* (…) afin de défendre l'ordre social français. »[246]. Ici, cette révolution est autant nationale que sociale, c'est la synthèse du national et du social, la constitution d'une doctrine socialiste nationale, afin de combattre la ploutocratie capitaliste. L'idéologie nationale-socialiste (ou socialiste nationale), soit un socialisme débarrassé de l'influence marxiste et de la philosophie cosmopolite et internationaliste, ce socialisme national devrait être en mesure de combattre et de détruire le système capitaliste et ploutocratique. La constitution d'une doctrine socialiste nationale procéderait en fait d'une « révision » du marxisme, conduite par Sorel en France au sein du syndicalisme révolutionnaire, avec l'abandon progressif du caractère cosmopolite et internationaliste inhérent à l'idéologie socialiste, jusqu'alors[247]. Il entend ainsi combiner les forces socialistes et nationalistes, mêler certains éléments du nationalisme avec certaines composantes du socialisme. Il cherche ainsi à faire cette fameuse synthèse du national et du social, appelée de ses vœux.

Loin d'opposer le socialisme et le nationalisme, Valois prétend au contraire que ces deux mouvements politiques auraient en fait des affinités similaires, des intérêts convergents comme la lutte contre un ennemi commun, le système capitaliste et ploutocratique. Ici, il cherche à réconcilier le mouvement nationaliste avec la question sociale et la défense de la classe ouvrière, face à l'exploitation capitaliste dont elle serait la principale victime. Il veut ainsi « socialiser » le nationalisme, éloigner ce dernier des influences bourgeoises ou démocratiques et le rapprocher du peuple, du prolétariat. Valois veut ainsi démontrer que la défense de la nation n'est pas du tout incompatible et contradictoire avec la défense du peuple et de la classe ouvrière et que, bien au contraire, la patrie devient un cadre privilégié pour défendre le prolétariat de l'exploitation capitaliste[248]. Ici, Valois esquisse ainsi l'ébauche d'une nouvelle doctrine économique, le socialisme national (voire nationaliste) pour combattre efficacement la ploutocratie capitaliste, système économique intrinsèquement cosmopolite, internationaliste et antinational.

---

[246] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 404.

[247] Poumarède (Géraud), « Le Cercle Proudhon ou l'impossible synthèse », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, n° 12, 1994, p.53.

[248] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.89-90.

Dans un dernier temps, Valois entend faire converger la solidarité de classe (peuple, classe ouvrière) et la solidarité nationale (État, patrie) ensemble, pour lutter contre la solidarité capitaliste, puisque la ploutocratie serait autant l'ennemie du peuple que de la nation, soit un système économique antinational et antisocial. Il déclare en effet vouloir « une affirmation de la solidarité, tant nationale que sociale, (…) qu'il faut opposer à la solidarité capitaliste et afin de lutter contre la domination ploutocratique. »[249]. Là encore, Valois vient opposer catégoriquement la solidarité nationale à la solidarité capitaliste, cosmopolite et antinationale par nature, puisqu'il entend « affirmer l'existence et de provoquer les manifestations de la solidarité nationale et sociale française en face du régime capitaliste, qui nous est imposé par la Ploutocratie internationale. »[250]. Ici, Valois évoque le rapprochement voire l'alliance entre deux mouvements opposés et contraires, le socialisme et le nationalisme, afin de lutter contre un ennemi commun irréductible, à savoir le régime de l'or et les puissances financières, soir le système capitaliste et ploutocratique. Enfin, Valois semble aussi vouloir associer, converger l'intérêt national avec l'intérêt social, tant par anticapitalisme que par opposition systématique à l'égard du système ploutocratique, car il déclare que « cette position anticapitaliste et cette opposition à la ploutocratie internationale (…) est autant déterminée par un intérêt de classe, que par le souci de l'intérêt national. »[251]. Ici, il tente à rapprocher ensemble la solidarité nationale et la solidarité de classe, afin de lutter et combattre la solidarité capitaliste, ennemie tant de l'État-nation que du peuple travailleur, la classe ouvrière. Ici, par l'idéologie socialiste nationale, Valois cherche à rassembler la solidarité nationale et sociale, afin de lutter contre la solidarité capitaliste, cosmopolite, internationaliste, antinationale et antisociale par essence.

[249] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 343

[250] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 305.

[251] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 334.

3)- La tentative d'intégration de la classe ouvrière dans la nation, afin de détourner le prolétariat des mouvements socialistes ou anarchistes et pour protéger le peuple de l'exploitation économique capitaliste, comme fondement du socialisme national :

Dans un premier temps, Darville cherche à intégrer, à incorporer le prolétariat et la classe ouvrière au sein de la communauté nationale, donc de la nation toute entière. Tout d'abord, il prétend que le peuple, sous-entendu la classe ouvrière pour lui, serait naturellement enraciné et patriote et que par conséquent, il serait hostile à la ploutocratie capitaliste, système économique cosmopolite et internationaliste par essence, car il déclare ceci :

> *les ouvriers ont une patrie (...) l'homme du peuple, le pauvre, dépaysé, déraciné, transplanté, livré à la double domination capitaliste et étrangère, est doublement esclave et malheureux. (...) L'homme du peuple est immergé dans sa patrie (...) profondément (...) La langue, les coutumes locales et professionnelles, les traditions nationales, tout cela constitue pour l'homme du peuple enraciné (...) une atmosphère spirituelle plus nécessaire encore à sa vie morale que l'air à ses poumons. (...) voilà les forteresses du patriotisme et les défenseurs-nés de l'indépendance nationale. (...) un tel peuple – par son immersion même au plus profond de l'âme nationale (...) constitue la seule digue possible au régime de l'or, capitaliste et cosmopolite, afin de faire converger la solidarité de classe et la solidarité nationale contre la solidarité capitaliste*[252]

Ici encore, Darville préconise l'alliance du peuple et de la nation, afin de faire converger la solidarité de classe, celle de la classe ouvrière avec la solidarité nationale, soit la défense de la patrie. Darville prétend que par nature, par essence le peuple serait patriote et nationaliste, attaché à sa terre et à son terroir, défendant son identité, ses traditions et sa culture. Pour lui, la défense de la classe ouvrière, la préservation des intérêts du prolétariat passerait par l'intégration du peuple au sein de la nation, puisque le système capitaliste et ploutocratique qui l'exploite serait, lui, intrinsèquement cosmopolite, internationaliste et antinational. Pour lutter contre la ploutocratie capitaliste, Darville préconise donc l'intégration de la classe ouvrière au sein de la nation et l'enracinement du prolétariat dans la culture française. Là encore, face à la solidarité capitaliste, Darville préconise le rapprochement de la solidarité nationale et de la solidarité de classe, c'est-à-dire qu'il entend intégrer et même incorporer la défense de la classe ouvrière au sein de la nation française[253]. Ici, il ne s'agit plus d'opposer le prolétariat à la nation mais au contraire de les combiner, de les allier

[252] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 371-373.

ensemble. Pour lutter et combattre contre la ploutocratie capitaliste, la classe ouvrière devrait défendre ses intérêts au sein de la nation française. En fait, il s'agit ici de « nationaliser » le prolétariat, puisque selon Darville la nation, en tant que cadre politique, devient la dernière protection au service de la classe ouvrière face à l'exploitation capitaliste.

Ensuite, Valois dénonce la désorganisation et l'exploitation de la classe ouvrière par le système capitaliste et contre cela, il entend alors intégrer véritablement le prolétariat ouvrier au sein de la communauté nationale, dans la nation toute entière. En effet, Valois signale que « Les classes ouvrières n'ont plus formé que des masses chaotiques et désorganisées, ne possédant aucune formation de résistance contre l'exploitation capitaliste »[254], tout en recherchant « une sorte d'apostolat social et national parmi les classes ouvrières (…) afin de combattre la désorganisation extrême du prolétariat »[255]. Ici, par l'expression « apostolat social et national parmi les classes ouvrières », Valois cherche en fait à intégrer la classe ouvrière, le prolétariat à la nation française. Ici, l'idéologie socialiste nationale devrait être en mesure de défendre la classe ouvrière face à l'exploitation capitaliste. Contre la lutte des classes, Valois préconise une solidarité des divers classes sociales (bourgeoisie, noblesse, prolétariat), au sein de la nation française organisée. Là encore, face à l'exploitation capitaliste de la classe ouvrière et contre la destruction de la nation par la ploutocratie internationaliste et cosmopolite, Valois propose d'opposer à cela la doctrine du socialisme national. En effet, par l'idéologie socialiste nationale, soit par la constitution d'une économie nationale et sociale, protectrice des intérêts de la classe ouvrière au sein du cadre national, Valois espère ainsi défendre le prolétariat et de lutter contre le capitalisme ploutocratique, tout en préservant aussi la nation d'une désagrégation et d'une destruction certaines. Pour Valois, seul le cadre national et étatiste peut véritablement défendre les intérêts économiques du prolétariat face au système capitaliste et ploutocratique qui serait, lui, intrinsèquement cosmopolite et internationaliste[256].

Valois propose le rapprochement du peuple et de la nation puisque tous deux seraient victimes du même ennemi commun et auraient, par conséquent, des intérêts convergents voire similaires. Pour lui, la nation serait donc la seule formation constituée apte à résister à la

[253] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.89-90.

[254] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 423-424.

[255] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 209.

[256] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 341.

domination ploutocratique et, selon lui, le seul cadre politico-institutionnel capable de protéger le prolétariat des puissances financières, de défendre la classe ouvrière face à l'exploitation capitaliste[257]. Ici, Valois prétend que l'élaboration d'une doctrine socialiste nationale, soit une idéologie combinant le socialisme et le nationalisme, permettrait tant la protection de la nation que la défense du peuple, associant ainsi les intérêts de la classe ouvrière et la grandeur de la France. Pour Valois, la prospérité du prolétariat ne peut venir que du fait de son intégration au sein de la nation et le salut de la classe ouvrière découlerait de l'indépendance nationale de la France[258]. Il s'agirait donc de « nationaliser » le prolétariat, au sein de la France.

Dans un second temps, Darville entend détourner la classe ouvrière, le prolétariat de l'emprise et de l'influence des divers mouvements révolutionnaires, anarchistes ou socialistes, tant sur le plan politique qu'idéologique, puisqu'il déclare que « l'anarchie reste maîtresse du mouvement ouvrier, (…) et que l'on assiste à une reprise, sur le mouvement ouvrier et au sein du prolétariat, de l'influence soit socialiste à la Jaurès, soit anarchiste à la vieille mode. »[259]. Ici, Darville déplore et dénonce « l'anarchie maîtresse du mouvement ouvrier ». Par cette expression, il critique l'influence néfaste, la mainmise absolue du mouvement anarchiste sur la classe ouvrière, qui vient ainsi désorganiser le mouvement ouvrier et le prolétariat. Ici, l'influence sur la classe ouvrière est autant anarchiste que socialiste, tant sur le plan politique qu'idéologique. Darville dénonce ainsi la classe ouvrière otage et prisonnière de l'Anti-France, des forces politiques à l'idéologie cosmopolite et internationaliste, donc antinationale par essence. Pour extirper le prolétariat des manipulations anarchistes et socialistes, donc marxistes selon lui, il faudrait nationaliser la question sociale et intégrer la classe ouvrière au sein de la nation, tout en ralliant le prolétariat à l'idéal patriotique ou nationaliste. Par le biais de l'idéologie socialiste nationale, Darville entend combiner la préoccupation sociale et l'idéal national, donc la défense de la classe ouvrière et la préservation de la nation, face à l'ennemi commun irréductible et destructeur, à savoir le système capitaliste et ploutocratique. Ainsi, fidèle son maurrassisme et à l'Action française, Darville cherche à extirper le prolétariat, et le mouvement ouvrier dans son ensemble, de l'emprise politique voire de

[257] *Ibid* p.88.

[258] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 438.

[259] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 391.

l'influence idéologique des forces d'extrême-gauche, tels les mouvements socialistes ou anarchistes, afin d'intégrer durablement la classe ouvrière au sein de la communauté nationale et pour organiser durablement le prolétariat dans la nation.

Après avoir remarqué l'élaboration d'une synthèse idéologique « socialiste nationale », voyons maintenant l'instauration d'une monarchie ouvrière, corporatiste et fédéraliste, afin de lutter contre le système plouto-démocratique, au sein des *Cahiers*.

Chapitre 2) - L'instauration d'une « monarchie sociale et ouvrière », à la fois corporatiste et fédéraliste, afin de lutter contre la plouto-démocratie :

1)- La défense de la monarchie en France, comme régime politique susceptible de restaurer l'ordre dans la cité, tout en garantissant aussi la liberté du peuple et de la société, grâce à la doctrine fédéraliste et décentralisatrice :

2)- L'instauration d'une monarchie corporatiste et ouvrière en France, par la renaissance des corporations professionnelles et pour défendre le prolétariat face à l'exploitation capitaliste :

3)- La monarchie, un régime politique ennemi de la démocratie parlementaire et de la ploutocratie capitaliste :

Chapitre 2) - L'instauration d'une « monarchie sociale et ouvrière », à la fois corporatiste et fédéraliste, afin de lutter contre la plouto-démocratie :

1)- La défense de la monarchie en France, comme régime politique susceptible de restaurer l'ordre dans la cité, tout en garantissant aussi la liberté du peuple et de la société, grâce à la doctrine fédéraliste et décentralisatrice :

Dans un premier temps, Lagrange préconise le rétablissement de la monarchie en France, afin de garantir l'ordre social dans la nation et de restaurer l'organisation de la cité, en s'inspirant des principes philosophiques hérités de la tradition politique classique française. En fait, Lagrange défend « le rétablissement de la monarchie en France pour garantir l'ordre social dans la nation (…) et afin de permettre l'organisation de la cité française selon des principes empruntés à la plus pure et authentique tradition classique française. »[260]. Pour lui, le régime politique monarchique serait un système d'ordre et d'organisation de la cité, au sein de l'État, intrinsèquement antidémocratique et ennemi du parlementarisme. Lagrange associe la monarchie à un régime politique traditionnel, c'est-à-dire conforme à la tradition nationale, garantissant l'ordre dans la cité et préservant l'organisation au sein de la société. En cela, il oppose catégoriquement la monarchie à la démocratie républicaine, régime politique fauteur d'anarchie et de désordre au sein de la nation. Pour Valois, la restauration de la monarchie française, « pièce maîtresse de l'ordre français », serait avant tout un acte réactionnaire et contre-révolutionnaire, permettant de renouer avec la tradition nationale, puisqu'il déclare attendre « un mouvement nécessairement (…) contre-révolutionnaire, qui tend à rétablir la pièce maîtresse de l'ordre traditionnel français, la monarchie, en s'inspirant de la philosophie classique »[261]. Là encore, le rétablissement de la monarchie comme régime politique permettrait de garantir l'ordre dans la nation, de préserver l'organisation au sein de la cité.

Pour Valois, le régime monarchique se confond tout entier avec la nation française. Selon lui, la royauté est garante de l'unité de la nation et du peuple français. De plus, la monarchie permet d'assurer l'ordre au sein de la cité et de préserver l'organisation dans la nation, car il en appelle à « rétablir la monarchie (…) pour garantir l'organisation de la cité, par un esprit d'organisation français, donc antidémocratique. »[262]. De plus, le roi étant

[260] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 177.

[261] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 216.

[262] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 229.

au-dessus des partis et des factions politiques, la monarchie s'avère donc être le meilleur régime politique pour garantir l'unité du peuple français et l'équilibre, donc la stabilité et l'ordre au sein de la nation. Pour Valois, la monarchie française est par essence, un régime politique équilibré, modéré et pondéré garantissant tout autant la stabilité au pays, mais préservant aussi l'ordre dans la nation et l'unité au sein du peuple français[263]. Ici, Valois défend une philosophie de l'ordre et de l'organisation au sein de la cité, « selon des principes empruntés à la tradition française », soit le régime monarchique et royal qui aurait gouverné la France pendant près de mille ans, selon lui. Ici, en accord avec la vision maurassienne de l'histoire de France, via l'empirisme organisateur, Lagrange, tout comme Valois d'ailleurs, préconise que la monarchie serait un régime politique consubstantiel à la nation française, au vu de la tradition politique et de l'histoire nationale[264]. Pour Valois, la monarchie serait un régime politique d'ordre et d'organisation, pénétré de la pensée classique et catholique, donc française. Ici, il oppose catégoriquement la monarchie, comme un régime politique de l'ordre et de l'autorité, à la république et à la démocratie, régimes politiques du désordre et du chaos et dont le parlementarisme mènerait à l'anarchie au sein de la société[265]. Ici encore, le roi apparaît comme une figure tutélaire et protectrice de la nation française.

Pour Valois, la monarchie royale est le seul régime politique capable de garantir l'ordre et l'organisation au sein de la cité, tout en préservant aussi l'unité du peuple français et l'indépendance nationale[266]. Ici, l'ordre monarchique est désigné comme « l'ordre éternel » de la patrie, comme si le destin et les intérêts de la France étaient intrinsèquement liés à ceux de la royauté. Là encore, Valois en appelle à une restauration monarchique, afin de rétablir la royauté en France et renouer avec une tradition nationale français, pour permettre la renaissance de cet ordre classique au sein de la cité et de cette organisation sociale, tant de la société que de l'État[267]. Valois associe la monarchie au « bien commun » tout autant qu'au « bien particulier », c'est-à-dire qu'il pense que le régime monarchique défend l'intérêt général de la nation, tout en garantissant et en préservant aussi les intérêts particuliers du peuple et des territoires français (les régions, les provinces), garantissant alors l'équilibre

[263] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.85-86.

[264] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 177.

[265] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 189.

[266] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 211.

[267] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 456-457.

entre l'État et la société[268]. Pour lui, la monarchie est le seul régime politique susceptible de garantir l'ordre au sein de la cité, de préserver l'autorité, tant au sommet de l'État qu'au bas de la société[269].

Dans un second temps, Valois et Darville défendent la restauration de la monarchie en France, comme un régime politique garantissant la liberté du peuple et l'autonomie de la société, au sein de la nation, par la doctrine fédéraliste et décentralisatrice consubstantielle à la royauté. En effet, Darville déclare que « la monarchie est un régime politique qui est (…) fédéraliste et régionaliste, puisque la royauté promeut la décentralisation »[270] et Valois prétend aussi que « la monarchie, de tous les régimes politiques, s'affirme le mieux placé pour respecter les libertés réelles et les autonomies locales, tant dans la société que dans le peuple, (…) puisque la royauté permet la décentralisation et ainsi, garantit le principe fédéraliste dans la nation »[271]. Pour eux deux, la monarchie combinerait à la fois l'ordre d'inspiration catholique et classique, concilié avec le respect des autonomies locales et des libertés politiques. Selon Valois et Darville, le régime monarchique est donc aussi, et surtout, fédéraliste et régionaliste et en cela, il s'oppose catégoriquement à la république jacobine et centraliste, mais aussi à la démocratie parlementaire, centralisée et étatiste. Là encore, ils prétendent que le régime monarchique et royal s'accommoderait parfaitement avec le fédéralisme et la décentralisation, au sein de la nation française. Ils associent et combinent donc ainsi le régime monarchique avec le principe fédéraliste, l'ordre et la liberté[272]. En cela, ils restent encore fidèles à la vision maurassienne de la royauté, avec cette vision d'une monarchie comme régime politique fédéraliste et décentralisateur. Là encore, le régime monarchique et royal est associé, tant au rétablissement de l'ordre social dans la nation, qu'à la défense des libertés locales et des autonomies régionales, par la promotion du fédéralisme et de la décentralisation, car Valois affirme que « le fédéralisme ne peut sortir de l'abstraction, il ne peut prendre corps et devenir vraiment intégral que si un ordre - l'ordre royal - lui sert de soubassement. »[273].

---

[268] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 214.

[269] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 466.

[270] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 195.

[271] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 336.

[272] *Ibid* p.81.

Selon Valois, la grandeur de la nation en tant que communauté solidaire, est intrinsèquement liée au « salut des corps particuliers », soit les entités politiques infranationales comme les provinces et les régions. Pour lui, la monarchie est par nature un régime politique organique et fédéraliste, où le tout (la nation) s'articule de manière fonctionnelle et cohérente avec les parties (les régions, les provinces), selon la philosophie organiciste et la doctrine fédéraliste. Ainsi, l'ordre et l'autorité au sommet de l'État, dans la nation, permet de garantir et de préserver les libertés du peuple et de la société, dans les provinces par exemple. Pour lui, la monarchie en tant que régime politique, assurerait et permettrait l'équilibre des antagonismes entre l'État et la société, la nation et le peuple. Là encore, Valois associe la monarchie à la défense des libertés diverses (professionnelles, régionales, ouvrières) et à l'autonomie du peuple, de la classe ouvrière. Selon lui, la monarchie est un régime politique intrinsèquement fédéraliste, donc libéral et décentralisateur, contrairement à la démocratie parlementaire (ou république jacobine) qui elle, s'avère être très étatiste et centralisatrice. Pour Valois, « la monarchie, de tous les régimes, s'affirme le mieux placé pour respecter les libertés réelles et les autonomies locales ». Là encore, Valois associe alors le régime monarchique à l'idéologie fédéraliste[274]. Valois se propose « de restaurer un État véritable et d'instaurer une société civile véritable », c'est-à-dire qu'il entend rétablir la monarchie afin d'organiser durablement la société, le peuple. Pour lui, la monarchie, régime d'ordre, d'organisation et d'autorité par excellence, serait le seul régime politique capable de lutter et de combattre l'anarchie, le désordre dans la nation.

Face au « chaos démocratique » et à l'anarchie républicaine, Valois se propose de restaurer l'antagonisme naturel de l'État et de la société civile, afin d'engendrer un équilibre sain et fécond, dans la cité. Là encore, tout en garantissant l'ordre et en préservant les libertés, le régime monarchique assure aussi l'équilibre des antagonismes au sein de la nation. Là encore, Valois s'avère conforme à la pensée maurassienne, qui défendait « l'autorité en haut et les libertés en bas », puisque selon lui, la monarchie est le meilleur régime politique susceptible de rétablir l'ordre et l'autorité au sommet de l'État, tout en restaurant aussi les libertés individuelles et politiques des citoyens, du peuple français. Là, Valois semble associer la monarchie à la doctrine fédéraliste et décentralisatrice, où l'autonomie des régions est respectée et où les libertés du peuple sont garanties, ce qui distingue donc la monarchie de la république qui elle, est un régime politique étatiste et centralisateur, qui prive largement les

[273] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 208.

[274] *Ibid* p.85-86.

provinces de leur autonomie et les citoyens de leurs libertés[275]. Là encore, Valois associe directement la monarchie à la défense des libertés, régionales notamment. Pour lui, le régime monarchique serait intrinsèquement fédéraliste, dans le sens qu'il garantit et préserve les autonomies locales, tout en respectant aussi les libertés communales et régionales[276].

[275] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 179.

[276] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 334-335.

2)- L'instauration d'une monarchie corporatiste et ouvrière en France, par la renaissance des corporations professionnelles et pour défendre le prolétariat face à l'exploitation capitaliste :

Dans un premier temps, Valois promeut le rétablissement de la monarchie et la renaissance d'un corporatisme ouvrier, afin de défendre le prolétariat contre l'exploitation capitaliste, puisqu'il déclare que « le rétablissement de la monarchie, sur le plan politique, devrait permettre une renaissance des corporations ouvrières et l'élaboration d'un système corporatiste, destiné à octroyer des organes de protection au prolétariat, dans sa lutte contre l'exploitation capitaliste et la tyrannie ploutocratique »[277] et en appelle à « une renaissance des corps, tels des instruments de défense du prolétariat (…) par la restauration monarchique et dans le but de combattre le système capitaliste et ploutocratique qui exploite, asservit la classe ouvrière »[278]. Là encore, pour Valois, seul le régime monarchique serait en mesure de défendre la classe ouvrière face à l'exploitation capitaliste et cela, par la renaissance des « franchises », soit le rétablissement des corporations professionnelles, qui sous l'Ancien régime, défendaient les intérêts économiques et sociaux du peuple, par une représentativité des différents métiers existants. Ici, la formule « rétablissement des institutions que les Français créent ou recréent pour la défense de leurs libertés et de leurs intérêts spirituels et matériels » renverrait donc à la renaissance de ces corps de métiers, au rétablissement des corporations professionnelles, pour organiser la résistance de la classe ouvrière face à l'exploitation capitaliste, au sein du cadre national et par l'instauration du régime monarchique. Ici, les corporations ouvrières deviennent des organes de résistance, des instruments de lutte politico-économique contre l'exploitation capitaliste, au service du prolétariat organisé. Là encore, il semble lier très fortement l'instauration de ces corporations ouvrières avec le rétablissement de la monarchie, afin de recréer une société organique et un peuple organisé.

Valois en appelle à une renaissance des corporations ouvrières, au sein du peuple français, afin de rétablir l'ordre dans la société française, puisque la corporation professionnelle est elle-même une structure hiérarchisée et organisée. Ici, « la reconstitution des vieux organes de défense que le peuple s'était créés » renverrait donc au rétablissement

[277] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 211.

[278] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 295.

des corporations ouvrières, tels des organes de résistance et de lutte de la classe ouvrière face à l'exploitation capitaliste. Pour Valois, la domination du système économique capitaliste sur la France, devrait entraîner la constitution de nouvelles institutions de protection au service du prolétariat, dans son combat contre le système capitaliste et ploutocratique, pour émanciper la classe ouvrière du salariat capitaliste. Pour Valois, et en bon disciple de Maurras, le système corporatiste serait consubstantiel au régime monarchique, puisque la royauté favoriserait naturellement les corps intermédiaires, donc les corporations professionnelles, par la doctrine fédéraliste et décentralisatrice. Pour lui, seule l'instauration d'une monarchie sociale et fédéraliste pourrait permettre la renaissance du système corporatiste afin de défendre la classe ouvrière face à l'exploitation capitaliste, tant sur le plan social qu'économique car il souhaite « le rétablissement d'un régime monarchique, (…) afin de restaurer les corporations professionnelles et ouvrières, (…) et pour lutter contre l'exploitation capitaliste dont la victime principale est le prolétariat ouvrier. »[279].

À la suite de l'abolition des corporations ouvrières et des jurandes, sous la révolution française, Valois préconise la mise en place d'une sorte de monarchie sociale ouvrière, où l'instauration d'un système corporatiste permettrait de défendre et de protéger durablement un prolétariat organisé, contre l'exploitation plouto-capitaliste. En cela, Valois espère ainsi rallier le peuple, intégrer la classe ouvrière au sein de la communauté nationale. Là encore, Valois préconise la « renaissance des corps », soit le rétablissement des corporations professionnelles d'Ancien régime, afin d'organiser la classe ouvrière et de lui faire prendre conscience de ses droits, de ses libertés et de ses intérêts économico-sociaux. Cette organisation de la société voulue par Valois, ce serait en fait l'instauration d'un système économique néo-corporatiste où le prolétariat organisé pourrait assurer sa défense face à l'exploitation capitaliste. Là encore, la corporation ouvrière, en tant qu'instrument politico-professionnel organisé, est perçue par Valois comme un organe de résistance, telle une institution fédérale de protection et de lutte contre le système plouto-capitaliste. Il attend ici le rétablissement d'une société organique, où le peuple organisé ne formerait plus un prolétariat misérable et exploité, mais bien plutôt une société de producteurs libres et indépendants, une sorte de groupement de petits propriétaires non-salariés. A travers l'exemple de la société française d'Ancien régime, certes idéalisée par Valois, ce dernier entend défendre et réhabiliter la vision d'une société organique et solidaire, avec un ordre social millénaire et une économie corporative soudée. Il souhaite ainsi le rétablissement de la monarchie et la restauration royale, afin de renouer avec

[279] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 215-216.

une société organique traditionnelle et pour combattre aussi l'anarchie et le désordre au sein de la nation française. Ici, l'ordre au sein de la nation viendrait de la renaissance des corporations professionnelles et des corps intermédiaires, au sein d'une société française organisée et structurée, pour tout dire, hiérarchisée.

Chez Valois, l'ordre social français s'apparente très fortement à l'instauration d'un régime monarchique et royal au sein de la nation, ainsi qu'au rétablissement d'un système corporatiste dans le peuple, afin d'organiser durablement la classe ouvrière au sein d'une société organique, puisqu'il entend « rétablir la pièce maîtresse de l'ordre français, la monarchie, pour(…) détruire l'ordre social capitaliste (…) en créant des institutions qui s'appuient sur la tradition française, telle une renaissance du corporatisme d'Ancien régime »[280]. Là encore, les seuls organes de résistance économique de la classe ouvrière, face au système capitaliste, seraient en fait les corporations professionnelles. Pour lui, la seule « formation de résistance » du prolétariat, tant face à l'exploitation économique que dans la désorganisation sociale du système capitaliste, s'avère être la corporation ouvrière et professionnelle. Ainsi, Valois entend instaurer une monarchie sociale, décentralisée et fédéraliste tout en rétablissant aussi un système corporatiste afin d'organiser la classe ouvrière dans la nation et pour défendre le prolétariat face à l'exploitation capitaliste. Ici, lorsque Valois évoque « mon enquête sur la monarchie et la classe ouvrière », il fait une référence à son ouvrage éponyme paru vers 1910, soit juste avant la fondation du Cercle Proudhon, et dans lequel préconise l'instauration d'une sorte monarchie sociale et ouvrière, avec la création d'un système néo-corporatiste où le prolétariat organisé pourrait assurer la défense de ses intérêts au sein des corporations ouvrières, tout en luttant aussi efficacement contre l'exploitation capitaliste. Là encore, par le biais du régime monarchique, Valois essaye de rallier le peuple à la patrie, d'intégrer la classe ouvrière à la communauté nationale, afin de défendre ses intérêts et de lutter aussi contre l'exploitation capitaliste[281].

Pour rallier le prolétariat au patriotisme et à la défense de la nation, il s'agirait donc d'intégrer la classe ouvrière au sein de la communauté nationale, par le rétablissement d'une société organique, vie l'instauration d'un système corporatiste afin de lutter contre l'exploitation capitaliste[282]. L'instauration d'une société organique et corporatiste viendrait en fait préparer une meilleure intégration de la classe ouvrière au sein de la communauté

[280] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 216.

[281] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 289.

[282] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 371-373.

nationale. Ici, Valois défend la monarchie comme un régime politique protecteur de la classe ouvrière et défenseur, tant des droits que des intérêts du prolétariat, par le biais du système corporatiste. Selon lui, cette monarchie sociale, ouvrière et corporatiste serait le meilleur régime politique pour défendre le peuple face à l'exploitation économique, tout en permettant l'instauration de cette société de producteurs libres et indépendants, au sein d'une nation fédéraliste. Ici, l'expression « des groupements de producteurs, des républiques ouvrières » renverrait à cette vision d'une société de producteurs indépendants, de petits propriétaires de leurs moyens de production tout à la fois défendue par Berth que par Valois. Cela renvoie aussi bien évidemment à cette société de producteurs idéalisée, ce groupement de travailleurs libres, associés et indépendants, qui a remplacé le salariat capitaliste par la propriété privée[283].

Dans un second temps, face à la désorganisation généralisée du prolétariat par l'exploitation capitaliste, Valois et Lagrange préconisent l'instauration d'un système corporatiste afin d'organiser la classe ouvrière au sein de la monarchie et dans la nation, puisque Lagrange déclare que « Face à la désorganisation de la classe ouvrière par la ploutocratie, (…) seule une renaissance des corporations et l'instauration d'un système corporatiste permettrait d'organiser le prolétariat durablement face à l'exploitation capitaliste »[284] et Valois prétend que « Les classes ouvrières n'ont plus formé que des masses chaotiques, inorganisées ne possédant aucune formation de résistance contre l'exploitation capitaliste, (…) et face à cette désorganisation extrême du prolétariat, (…) le rétablissement des corporations et l'instauration d'une économie corporatiste garantirait alors l'organisation du monde ouvrier au sein de la nation »[285]. Là encore, face à la tyrannie capitaliste et la domination ploutocratique sur la France, Valois et Lagrange veulent une réaction radicale, une solution alternative, tant sur le plan politique qu'économique. Pour eux, c'est l'organisation de la classe ouvrière au sein d'un système néo-corporatiste, qui permettrait de garantir la défense du prolétariat face à l'exploitation capitaliste. Selon eux, seule la constitution d'un groupement de producteurs non-salariés, l'instauration d'une société de propriétaires libres et indépendants pourrait permettre au peuple de lutter dignement contre le système capitaliste.

[283] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 208-209.

[284] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 305.

[285] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 423-424.

Ici, le seul organe de résistance, le seul instrument de protection dont disposerait la classe ouvrière pour combattre l'exploitation capitaliste, s'avérerait être la corporation professionnelle organisée, au sein d'une économie nationale et sociale structurée, car Valois dit que « la démocratie historique a détruit les corps professionnels et régionaux des nations. (…) et le système capitaliste a désorganisé la classe ouvrière, (…) puis a participé à l'exploitation du prolétariat »[286]. Ici, Valois appelle à la renaissance des corporations ouvrières puisque la démocratie aurait « détruit les corps professionnels et régionaux des nations », par son étatisme et du fait de la centralisation républicaine, en promouvant l'universalisme individualiste contre les corps intermédiaires. Ici, il cherche à organiser librement la classe ouvrière au sein d'un système corporatiste et fédéraliste, en rétablissant les corporations professionnelles tout en restaurant les franchises de l'Ancien régime, soit l'autonomie régionale et la liberté communale, dissoute lors de la révolution française. Valois esquisse la doctrine d'une monarchie corporatiste, où il entend concilier l'autorité royale avec les libertés du peuple, de la classe ouvrière. Ici, Valois entend substituer à l'économie capitaliste et salariale, un système néo-corporatiste et organique[287].

Selon lui, seul le rétablissement d'une monarchie sociale et fédéraliste permettrait l'instauration d'un système économique néo-corporatiste, où le prolétariat organisé librement pourrait assurer sa fonction et assumer son rôle, en tant que classe productrice et productive, au sein de la communauté nationale restaurée et rétablie. Ici, l'instauration d'une monarchie sociale et fédéraliste, permet non seulement l'organisation de la classe ouvrière au sein d'un système néo-corporatiste, mais rend également possible le rétablissement d'une société organique où le peuple se retrouve intégré à la nation, tel un corps particulier incorporé à l'intérieur d'une communauté totale[288]. Ainsi, il cherche donc à rétablir une monarchie sociale et fédéraliste, tout en instaurant aussi un système économique néo-corporatiste et en permettant la renaissance d'une société véritablement organique, basée sur des corps intermédiaires solides, des autonomies locales et des libertés véritables afin de détruire et remplacer la démocratie jacobine, étatiste, inorganique et centralisatrice[289]. Pour Darville, le caractère localiste et décentralisé du mouvement ouvrier garantit l'indépendance du prolétariat et préserve les libertés du peuple, face au courant socialiste réformiste, qui cherche

[286] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 396-397.

[287] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 344.

[288] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 334.

[289] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 303.

toujours à contrôler, à neutraliser la classe ouvrière au sein d'organisations syndicales unitaires et centralisées. Là encore, Darville tout comme Valois d'ailleurs, défend sa vision idéale d'une société de producteurs organique, d'un groupement de propriétaires libres et indépendants, associés au sein d'un système corporatiste, fédéraliste et décentralisé[290] (afin d'échapper à la tyrannie et à l'exploitation du système plouto-démocratique).

Dans un dernier temps, Valois justifie l'organisation corporatiste au sein de la société et du peuple, afin de contrebalancer et limiter le pouvoir de l'État monarchique, pour garantir ainsi l'équilibre des antagonismes, puisqu'il déclare à ce sujet la chose suivante :

> *L'équilibre des antagonismes (…) soit le dualisme de la société et de l'État (…) entraîne l'utilité d'une limitation de l'État par une forte organisation de la société. (…) cette préoccupation de distinguer la société de l'État, de limiter celui-ci par celle-là et pour y parvenir, (…) permettre une nouvelle efflorescence de ces corps et communautés face à la présence du régime monarchique (…) afin de garantir cet antagonisme nécessaire qui, toujours, fit l'équilibre.*[291]

Là encore, au nom de l'équilibre des antagonismes, entre l'État et la société, Valois défend d'un côté le rétablissement d'une monarchie sociale et fédéraliste et de l'autre, l'instauration d'une classe ouvrière encadrée et organisée au sein d'un système néo-corporatiste. Ici, les libertés du peuple sont respectées et l'autorité de l'État est rétablie, au sein de l'ordre social monarchique régnant. Là encore, Valois défend la monarchie comme étant le régime politique, qui par sa décentralisation et son fédéralisme, vient garantir et préserver les autonomies locales, les libertés du peuple et de la société[292]. L'autonomie de la classe ouvrière, soit l'émancipation du prolétariat proviendrait donc de l'organisation du peuple au sein de corporations professionnelles structurées et organisées. Pour Valois, cette société de producteurs, cette communauté de propriétaires libres et indépendants ne peut prendre corps qu'au sein d'un système économique néo-corporatiste, permis par le rétablissement d'une monarchie sociale et fédéraliste, à l'intérieur d'une société organique avec un peuple organisé, discipliné et structuré.

Là encore, Darville se propose « de restaurer un État véritable et d'instaurer une

[290] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 362-363.

[291] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 293.

[292] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.85-86.

société civile véritable », c'est-à-dire qu'il entend rétablir la monarchie afin d'organiser durablement la société, le peuple. Pour lui, la monarchie, régime d'ordre, d'organisation et d'autorité par excellence, serait le seul régime politique capable de lutter et de combattre efficacement l'anarchie, le désordre dans la nation. Face au « chaos démocratique » et à l'anarchie républicaine, Darville se propose de restaurer l'antagonisme naturel de l'État et de la société civile, afin d'engendrer un équilibre sain et fécond, dans la cité, puisqu'il affirme ceci :

> *L'antagonisme naturel de l'État et la société civile, au lieu d'engendrer un équilibre sain et fécond (...) n'engendre que le gâchis ; il n'y a plus ni État ni société civile, ni Autorité ni Liberté ; il n'y a plus que le chaos démocratique, où tous les intérêts individuels tirent à eux la couverture, sans que rien de vraiment social puisse se faire entendre et se dégager. Il importe donc (...) de restaurer un État véritable et d'instaurer une société civile véritable, (...) et pour cela, il faudrait rétablir la monarchie et instaurer le corporatisme pour permet tre, l'équilibre des antagonismes (...) puisque l'équilibre, faut-il le répéter, vient de l'antagonisme.*[293]

Là encore, tout en garantissant l'ordre et en préservant les libertés, le régime monarchique assure aussi l'équilibre des antagonismes au sein de la nation. Pour lutter contre l'anarchie et le désordre au sein de la société, conséquence directe de l'individualisme démocratique et bourgeois, Darville entend organiser le peuple, par le rétablissement d'une société organique. Ainsi, Darville entend instaurer une monarchie sociale, décentralisée et fédéraliste tout en rétablissant aussi un système corporatiste afin d'organiser la classe ouvrière dans la nation. Ici, la mise en place d'une monarchie fédéraliste et corporatiste permettrait tout à la fois la préservation de l'autorité au sommet de l'État, au sein de la nation, tout en garantissant aussi la liberté au bas de la société, dans le peuple. L'instauration d'une société organique viendrait en fait préparer une meilleure intégration de la classe ouvrière au sein de la communauté nationale. Là encore, l'équilibre des antagonismes entre la société et l'État, naîtrait de l'instauration d'une monarchie fédéraliste, garantissant l'autorité au sommet de l'État, et du rétablissement d'un système corporatiste, préservant les libertés du peuple et permettant l'intégration d'une classe ouvrière organisée au sein de la communauté nationale, d'une société organique[294].

---

[293] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 390.

[294] *Ibid* p.85-86.

3)- La monarchie, un régime politique ennemi de la démocratie parlementaire et de la ploutocratie capitaliste :

En premier lieu, Lagrange défend la monarchie comme étant un régime politique ennemi du système capitaliste et ploutocratique, puisqu'il déclare que « notre mouvement est nécessairement à la fois contre-révolutionnaire, en ceci qu'il tend à rétablir la pièce maîtresse de l'ordre français, la monarchie, (…) afin de détruire l'ordre social étranger capitaliste qui nous est imposé et à créer des institutions qui s'appuient sur la tradition française. (…) et donc, rétablir la monarchie pour lutter contre la tyrannie ploutocratique. »[295]. Ici, Lagrange définit le régime monarchique comme un ennemi irréductible du système capitaliste, puisqu'il entend rétablir un ordre social français, avec des institutions politiques de tradition nationale, contre l'ordre social étranger qui règne sur la France, à savoir la ploutocratie capitaliste. Ici, l'expression « la vertu nationale des institutions que la société française produit spontanément, dans ses réactions contre le régime capitaliste », renvoie à la volonté de rétablissement du régime monarchique, afin de lutter contre le système capitaliste. Pour Lagrange, seule l'instauration d'un ordre social français, ici le rétablissement d'une monarchie traditionnelle, permettrait de détruire cet ordre social étranger, ce régime de l'Or qu'est le système capitaliste et ploutocratique, afin de faire renaître la « France immortelle », la patrie éternelle.

Là encore, fidèle à la théorie maurassienne de l'État, Lagrange défend la restauration royale et monarchique en France, par patriotisme et nationalisme, et non pas par fidélité dynastique ou par nostalgie réactionnaire d'un ordre ancien idéalisé. Là encore, conformément à la devise maurrassienne « Politique d'abord », il entend rétablir un régime politique monarchique en France, afin d'être en mesure de détruire le système économique plouto-capitaliste. Pour lui, la lutte principale est toujours politique et institutionnelle, avant d'être sociale et économique. Lagrange nous dit que « Le Roi apporte une garantie (…) il assure contre la Ploutocratie l'indépendance de l'État, et la peut seul assurer ». Par cette formule, il sous-entend donc que l'indépendance nationale par rapporte à la ploutocratie, proviendrait avant tout d'une restauration royale. Ainsi, pour lui, le rétablissement du régime monarchique permettrait à la nation de se défendre, de se protéger face à la domination capitaliste et ploutocratique. Pour lui, la monarchie est le meilleur organe et régime politique de résistance face à la tyrannie du système capitaliste et ploutocratique. De plus, en prétendant

[295] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 216.

que « l'existence de royalistes qui sont des capitalistes ne saurait donc avoir aucune valeur », Lagrange affirme ici qu'il n'y aurait aucune collusion ni moindre connivence entre le régime monarchique et le système capitaliste. Pour lui, la monarchie devient l'ennemie de la ploutocratie capitaliste, n'obéissant pas aux intérêts capitalistes mais bien au contraire, servant la grandeur de la patrie et la prospérité du peuple avant tout. Selon Valois, le régime monarchique garantit donc l'indépendance nationale et la liberté du peuple face à la domination ploutocratique et au règne des puissances financières, puisqu'il déclare que « Le Roi apporte une (…) garantie (…) car il assure et garantit contre la Ploutocratie l'indépendance de l'État, (…) la monarchie, de tous les régimes, s'avère être le plus efficace dans la lutte contre l'exploitation capitaliste et la tyrannie ploutocratique »[296]. Là encore, le régime monarchique devient l'ennemi principal, sur le plan politique, de l'économie capitaliste, de la féodalité financière et du système ploutocratique.

La lutte contre le système plouto-démocratique passe par le rétablissement d'une monarchie fédéraliste et corporatiste, tout à la fois un régime politique décentralisé et socialisant, garantissant l'autorité de l'État tout en préservant les libertés dans la société. Valois préconise ainsi une restauration monarchique, comme préalable politique indispensable, afin de combattre et de détruire le système économique plouto-capitaliste. En effet, pour Valois, le système capitaliste et ploutocratique est associé, voire assimilé au régime démocratique ou républicain. Selon lui, la démocratie parlementaire serait consubstantielle de la ploutocratie capitaliste, tandis que l'institution monarchique s'avère être un régime politique ennemi du capitalisme et de la ploutocratie.

En second lieu, Valois prétend que le régime monarchique, serait par nature et par essence, opposé et hostile à la démocratie parlementaire, puisqu'il déclare que « Il importe (…) au premier chef et de restaurer un État véritable, (…) par le rétablissement de la monarchie, (…) régime politique ennemi de la démocratie et qui représente l'intérêt national »[297] et préconise alors « la destruction des institutions démocratiques et résoudre le problème de l'État par la monarchie, tout en vidant la nation de tout parlementarisme, (…) car ce sont (…) les conditions qui servent l'intérêt national. »[298]. Là encore, pour Valois, seul le

[296] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 335-336.

[297] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 290.

[298] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 423-424.

rétablissement du régime monarchique en France, permettrait de défendre l'intérêt national. Pour lui, la monarchie devient la seule solution politique viable afin de combattre, tant l'anarchie démocratique que l'exploitation capitaliste. Ici, lorsqu'il propose de « restaurer un État véritable », Valois entend ainsi rétablir un régime monarchique pour lutter efficacement contre le système plouto-démocratique. Là encore, il prétend que la monarchie, d'un point de vue politique, serait l'ennemi principal de la démocratie parlementaire, en tant que régime politique, car il en appelle à « faire cesser certains antagonismes artificiellement créés par la démocratie (…) par une restauration royale puisque la monarchie est le pire ennemi du régime démocratique et parlementaire. »[299].

Là encore, Valois préconise la destruction du régime démocratique et parlementaire, afin de rétablir la monarchie, plus conforme à la tradition français et mieux apte à défendre l'intérêt national. Selon lui, l'équilibre des antagonismes entre l'État et la société, entre l'autorité et la liberté, ne pourrait venir que du rétablissement d'une monarchie fédéraliste, régime politique contrebalancé par une forte organisation de la société, par l'instauration d'un système corporatiste par exemple, où le peuple devient une véritable entité organique, un corps particulier « digéré » par le corps national. Là aussi, par l'instauration d'une monarchie corporatiste, Valois cherche à rallier le peuple au patriotisme, afin d'intégrer la classe ouvrière au sein de la communauté nationale. La monarchie apparaît donc tel un régime politique ennemi tant de la démocratie parlementaire que de la ploutocratie capitaliste, tout à la fois antidémocratique et anticapitaliste. La royauté semble donc, d'après Valois, être la solution politique la plus envisageable et légitime, pour combattre et détruire le système plouto-démocratique qui règne sur la France.

Après l'instauration d'une monarchie sociale et ouvrière, à la fois corporatiste et fédéraliste, regardons ensuite la tentative d'élaboration d'une autre doctrine idéologique de troisième voie, le « syndicalisme nationaliste » ou national-syndicalisme, afin de combattre et lutter contre le système plouto-démocratique.

[299] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 334.

Chapitre 3) - La tentative d'élaboration d'une doctrine inédite de troisième voie, le « syndicalisme nationaliste » ou national-syndicalisme, comme idéologie de combat contre le système plouto-démocratique :

1)- Le constat d'un rapprochement et d'une alliance objective entre deux forces politiques ennemies de la démocratie bourgeoise et du capitalisme ploutocratique, le syndicalisme et le nationalisme :

2)- Le syndicalisme, en tant que mouvement et doctrine, assimilé à un système économique néo-corporatiste, afin d'organiser la classe ouvrière et de défendre le prolétariat contre l'exploitation capitaliste et ploutocratique :

3)- La volonté de substituer au mouvement syndicaliste « officiel » et dominant, à la fois cosmopolite et démocratique, un syndicalisme nationaliste et patriote, par l'élaboration d'une doctrine nationale-syndicaliste :

Chapitre 3) - La tentative d'élaboration d'une doctrine inédite de troisième voie, le « syndicalisme nationaliste » ou national-syndicalisme, comme idéologie de combat contre le système plouto-démocratique :

1)- Le constat d'un rapprochement et d'une alliance objective entre deux forces politiques ennemies de la démocratie bourgeoise et du capitalisme ploutocratique, le syndicalisme et le nationalisme :

Dans un premier temps, Valois préconise la tentative de rapprochement, par la rencontre, entre les forces syndicalistes et nationalistes, au sein du Cercle Proudhon, puisqu'il déclare que « une telle jonction (…) serait possible (…) par le rapprochement, la rencontre des mouvements nationalistes et syndicalistes (…) qui a préparé la fondation du Cercle Proudhon. »[300] et promeut ainsi « la rencontre des deux traditions françaises qui se sont opposées au cours du XIXe siècle et qui se trouvent représentées, unies, aujourd'hui, parmi nous. (…) à savoir l'alliance du nationalisme et du syndicalisme »[301]. Ici, Valois préconise la rencontre, soit le rapprochement et peut-être même l'alliance entre deux mouvements politiques ayant des affinités idéologiques communes, à savoir le nationalisme d'une part et le syndicalisme de l'autre. Loin de les opposer tels deux mouvements politiques incompatibles et irréconciliables, Valois entend bien au contraire les rapprocher, voire les unir dans une nouvelle doctrine. Pour Valois, le nationalisme et le syndicalisme, en tant que mouvements politiques, auraient en fait des affinités idéologiques communes, des préoccupations doctrinales identiques. Là encore, d'après Valois, derrière la fondation du Cercle Proudhon et à l'origine de celui-ci, il y aurait la volonté de rapprocher, de réunir les nationalistes et les syndicalistes, comme forces politiques libres et indépendantes, afin de lutter et de combattre contre un ennemi commun, à savoir l'économie capitaliste, le système ploutocratique, car il affirme « l'alliance, que nous avons réalisée au Cercle Proudhon, (…) entre nationalistes et syndicalistes. »[302].

Loin de les opposer de manière irrémédiable et catégorique, tels deux mouvements incompatibles et irréconciliables, tant sur le plan politique qu'idéologique, Lagrange, tout comme Valois aussi, entendrait plutôt rapprocher et unir les syndicalistes avec les

[300] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 328.

[301] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 287.

[302] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 452.

nationalistes, puisqu'il prétend que « les syndicalistes et les nationalistes français finiraient par se joindre et se rencontrer. »[303]. Là encore, malgré des différences politiques et des divergences idéologiques entre les syndicalistes et les nationalistes, ces deux mouvements organisés auraient plutôt tendance à se rapprocher qu'à s'opposer, au-delà de certaines contradictions doctrinales qui sépareraient le nationalisme du syndicalisme. D'après Lagrange, derrière la fondation du Cercle Proudhon et à l'origine de celui-ci, il y aurait la volonté de rapprocher, de réunir les nationalistes (ou royalistes) et les syndicalistes, comme forces politiques, afin de lutter et de combattre contre un ennemi commun, à savoir l'économie capitaliste, le système ploutocratique. Le rapprochement logique, la jonction naturelle entre ces deux forces politiques, à savoir le syndicalisme et le nationalisme, proviendrait donc d'une hostilité commune et partagée à l'encontre du système plouto-démocratique[304].

Dans ce rapprochement entre forces syndicalistes et nationalistes, il y aurait aussi la volonté de détourner la classe ouvrière de l'emprise des mouvements politiques révolutionnaires de l'Anti-France, tels que le socialisme ou l'anarchisme, défendant une idéologie internationaliste et cosmopolite. Ici, l'auteur cherche au contraire à intégrer le prolétariat au sein de la communauté nationale, afin de rallier la classe ouvrière au patriotisme et à la défense de la nation, par l'alliance des forces syndicalistes et nationalistes. Valois défend le syndicalisme comme un mouvement de l'ordre et de l'organisation, donc empreint de culture classique et pénétré de tradition nationale française. Le syndicalisme partagerait donc avec le nationalisme un même souci de l'organisation et de l'autorité au sein de la cité, et défendrait aussi une vision organique de la société, donc classique et traditionnelle[305]. Ici, l'auteur semble rapprocher le syndicalisme et le nationalisme, tels deux mouvements politiques ayant des intérêts convergents et un objectif en commun, ici le goût de la tradition et de l'organisation de la cité[306].

Dans un second temps, Lagrange préconise alors l'alliance objective entre deux forces politiques opposées à la démocratie bourgeoise et ennemies du capitalisme ploutocratique, le

[303] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 328.

[304] Poumarède (Géraud), « Le Cercle Proudhon ou l'impossible synthèse », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, n° 12, 1994, p. 55.

[305] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 461.

[306] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 178.

syndicalisme et le nationalisme, car il promet « l'inévitable jonction des nationalistes et des syndicalistes clairvoyants, (…) pareillement ennemis des utopies démocratiques et de la tyrannie capitaliste. (…) l'alliance des nationalistes et des syndicalistes (…) de détruire et d'abattre le système plouto-démocratique »[307] et entrevoit « le rapprochement du syndicalisme et du nationalisme (…) afin de combattre le régime capitaliste (…) et pour détruire définitivement, tant le régime démocratique que la Ploutocratie internationale. »[308]. Là encore, le rapprochement puis l'alliance entre les syndicalistes et les nationalistes, au sein du Cercle Proudhon, proviendrait d'une hostilité partagée contre un ennemi commun, de la part de ces deux mouvements politiques, à savoir le système capitaliste et ploutocratique. L'affinité idéologique entre les syndicalistes et les nationalistes aurait trait à l'aversion commune de ces deux mouvements à l'égard du régime démocratique.

Pour Lagrange, le syndicalisme comme le nationalisme seraient deux forces politiques antidémocratiques. De plus, pour lui, les syndicalistes et les nationalistes auraient tendance à se rapprocher voire à s'unir, dans la lutte menée contre un autre ennemi commun, à savoir le système ploutocratique et capitaliste, la finance internationale, le régime de l'or. Là encore, l'alliance entre les syndicalistes et les nationalistes proviendrait d'une opposition commune à ces deux mouvements politiques, contre le système capitaliste et ploutocratique[309]. Ces deux forces libres et indépendantes que sont le syndicalisme et le nationalisme seraient toutes deux victimes du même ennemi, la ploutocratie capitaliste. Le rapprochement entre syndicalistes et nationalistes proviendrait aussi du fait qu'il s'agirait de deux mouvements politiques radicaux et révolutionnaires, à l'idéologie viriliste et guerrière, faisant aussi l'éloge de l'héroïsme physique[310]. Il existerait donc de nombreuses affinités idéologiques ainsi que de grandes convergences politiques, ce qui pourrait expliquer la tentative de rapprochement, la volonté d'alliance entre le syndicalisme et le nationalisme. Ainsi, face au triomphe du matérialisme bourgeois capitaliste et devant la domination du régime de l'or ploutocratique, la double révolte, tant syndicaliste que nationaliste, viendrait y opposer la force, la violence, la virilité, la guerre, l'héroïsme. Ce qui tendrait donc à rapprocher les forces syndicalistes et nationalistes, c'est à la fois un ennemi commun à

[307] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 300-301.

[308] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 305.

[309] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.95.

[310] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.93-94.

combattre mais ce serait aussi des valeurs partagées, des affinités idéologiques proches, des idéaux similaires et des modalités d'action politique identiques.

Pour Valois, les syndicalistes tout comme les nationalistes s'avèreraient être deux mouvements politiques adversaires, ennemis du capitalisme et de la ploutocratie. Le rapprochement logique, la jonction naturelle entre ces deux forces politiques, à savoir le syndicalisme et le nationalisme, proviendrait donc d'une hostilité commune et partagée à l'encontre du système plouto-démocratique, puisque Darville affirme que « le double mouvement nationaliste et syndicaliste, parallèle et synchronique, doit aboutir à l'éviction complète du régime de l'or. (…) Il faut, en d'autres termes, que l'alliance des forces syndicalistes et nationalistes (…) s'achève par la déroute définitive de la Ploutocratie et par la défaite de la démocratie »[311]. Là encore, c'est la lutte contre un ennemi commun, soit le système capitaliste et ploutocratique, qui tendrait à rapprocher et à unir les syndicalistes et les nationalistes, en tant que forces politiques autonomes et indépendantes, malgré des divergences idéologiques et des différences doctrinales initiales qui tendraient à opposer ces deux mouvements, à l'origine. A l'origine de la fondation du Cercle Proudhon, il y aurait selon Valois, la volonté de rapprochement entre le syndicalisme et le nationalisme, au sein d'une nouvelle structure politique.

Pour lui, il s'agirait d'une alliance objective entre les nationalistes et les syndicalistes, qui auraient des affinités idéologiques communes et des intérêts convergents. Surtout, c'est la lutte contre un double ennemi politico-économique commun aux deux mouvements, à savoir l'utopie démocratique et la tyrannie capitaliste, qui aurait hâter ce rapprochement entre le syndicalisme et le nationalisme[312]. Ici, pour lui, les syndicalistes et les nationalistes seraient deux mouvements antidémocratiques et anticapitalistes. Ainsi, cette jonction, cette union des syndicalistes et des nationalistes proviendrait donc de leur hostilité commune et partagée contre le système plouto-démocratique. En effet, par essence et par nature, les syndicalistes et les nationalistes défendraient l'ordre, l'autorité et l'organisation au sein de la cité. Tous deux seraient également favorables à une vision organique, hiérarchisée et traditionnelle de la société. Loin de les opposer de manière catégorique, tels deux mouvements incompatibles et irréconciliables, Valois cherche au contraire à les rassembler, à les rapprocher et à les unir ensemble. Selon lui, nationalistes comme syndicalistes seraient des mouvements antidémocratiques, antilibéraux, antiparlementaires et anticapitalistes[313].

[311] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 386.

[312] *Ibid*, p.97.

[313] *Ibid*, p.98.

Pour Valois, le rapprochement et l'entente du nationalisme et du syndicalisme proviendrait donc de l'opposition à un ennemi commun, de la part de ces deux mouvements, à savoir le système plouto-démocratique, car il souhaite « le rapprochement entre syndicalistes et nationalistes (…) qui n'est pas déterminée par un intérêt de classe, mais par le souci de l'intérêt national, (…) dans le but de détruire le système plouto-démocratique qui asservit la France »[314]. Ici, l'auteur attribue la paternité de ce rapprochement entre syndicalisme et nationalisme, au sein du Cercle Proudhon, à divers penseurs et intellectuels, tels un socialiste antidémocrate comme Berth, le père du syndicalisme révolutionnaire soit Sorel et enfin, le monarchiste rallié au nationalisme, à savoir Valois[315]. Pour l'auteur, le nationalisme et le syndicalisme, en tant que mouvements politiques, auraient en fait des affinités idéologiques communes, des préoccupations doctrinales identiques. Là encore, loin de les opposer de manière irrémédiable et catégorique, tels deux mouvements incompatibles et irréconciliables, tant sur le plan politique qu'idéologique, Lagrange entendrait plutôt rapprocher et unir les syndicalistes avec les nationalistes. D'après Lagrange, derrière la fondation du Cercle Proudhon et à l'origine de celui-ci, il y aurait la volonté de rapprocher, de réunir les nationalistes et les syndicalistes, comme forces politiques, afin de lutter et de combattre contre un ennemi commun, à savoir l'économie capitaliste, le système ploutocratique.

Pour Lagrange, les syndicalistes tout comme les nationalistes s'avéreraient être deux mouvements politiques adversaires, ennemis du capitalisme et de la ploutocratie, puisqu'il déclare que « La Ploutocratie internationale voit s'élever contre elle, dans toute l'Europe, et, particulièrement en France, deux mouvements qui tendent à soustraire à sa domination les divers États : le mouvement nationaliste et le mouvement syndicaliste. (…) Ainsi, l'alliance des forces syndicalistes et nationalistes ensemble, devrait permettre la destruction simultanée du régime démocratique et du système capitaliste »[316]. Le rapprochement logique, la jonction naturelle entre ces deux forces politiques, à savoir le syndicalisme et le nationalisme, proviendrait donc d'une hostilité commune et partagée à l'encontre du système plouto-démocratique. Là encore, Lagrange dénonce la tentative de la ploutocratie capitaliste pour manipuler le mouvement syndicaliste et le neutraliser par la même occasion. Ici, le système plouto-démocratique cherche à dévier la colère légitime du mouvement syndicaliste à l'encontre du système capitaliste, et chercherait à l'opposer absolument au mouvement

[314] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 333.

[315] *Ibid*, p.96-97.

[316] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 351.

nationaliste, afin de détruire ces deux forces politiques libres et indépendantes, de résistance à la domination plouto-démocratique. Lagrange appelle donc à une sorte « d'union sacrée » des adversaires de la ploutocratie capitaliste, pour rapprocher et unir tant les forces syndicalistes que nationalistes, afin de lutter et de combattre la tyrannie capitaliste en France. Pour lui, le syndicalisme et le nationalisme ont un ennemi en commun, il s'agit de la ploutocratie capitaliste et des deux mouvements politiques auraient donc la vocation naturelle de se rapprocher, voire de s'allier afin de détruire le système ploutocratique et capitaliste. Là encore, l'alliance entre les syndicalistes et les nationalistes proviendrait d'une opposition commune à ces deux mouvements politiques, contre le système capitaliste et ploutocratique.

2)- Le syndicalisme, en tant que mouvement et doctrine, assimilé à un système économique néo-corporatiste, afin d'organiser la classe ouvrière et de défendre le prolétariat contre l'exploitation capitaliste et ploutocratique :

Tout d'abord, Valois préconise la renaissance des corporations ouvrières, la restauration d'un système corporatiste afin de défendre le prolétariat, de protéger la classe ouvrière face à l'exploitation capitaliste et la tyrannie ploutocratique, puisqu'il déclare que « pour rétablir l'ordre français. (…) et détruire l'ordre social étranger, donc le capitalisme (…) il faut créer des institutions qui s'appuient sur la tradition française mais qui seront de formes nouvelles, puisque le monde de l'économie a subi des transformations matérielles extraordinairement profondes qui rendent impossible la reconstitution des vieux organes de défense que le peuple français s'était créés. »[317]. En fait, le syndicalisme s'opposerait à la société libérale, individualiste et anarchique issue de la révolution française. Pour Valois, face à l'individualisme et l'anarchisme propres au régime démocratique, le syndicalisme pourrait donc constituer une solution politique au désordre de la société, puisqu'il paraît être une doctrine à la philosophie organique, classique et traditionnelle. Pour lui, il s'agirait d'un mouvement politico-idéologique valorisant l'ordre et l'organisation au sein de la cité, tout en étant imprégné de culture classique et de tradition nationale. Ainsi, le syndicalisme serait donc une doctrine antilibérale, antidémocratique, anti-individualiste, anticapitaliste tout autant qu'une idéologie autoritaire, traditionnelle, hiérarchique et organique.

Ainsi, le mouvement syndicaliste serait double et contradictoire, puisque profondément contre-révolutionnaire, critiquant la philosophie et les idéaux issus de la révolution de 1789, mais aussi passionnément révolutionnaire, car attachée à détruire le système plouto-démocratique afin d'y substituer un nouvel ordre social, une société régénérée. Là encore, Valois en appelle à une renaissance des corporations ouvrières, au sein du peuple français, afin de rétablir l'ordre dans la société française. Ici, « la reconstitution des vieux organes de défense que le peuple s'était créés » renverrait donc au rétablissement des corporations ouvrières, tels des organes de résistance et de lutte de la classe ouvrière face à l'exploitation capitaliste. Ici, le syndicalisme apparaît tel un mouvement d'ordre, d'autorité et de hiérarchie garantissant l'organisation au sein de la cité. Pour Valois, la domination du système économique capitaliste sur la France, devrait entraîner la constitution de nouvelles institutions de protection au service du prolétariat, dans son combat contre le système capitaliste et ploutocratique.

[317] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 216.

Dans un premier temps, Valois présente le syndicalisme tel un mouvement néocorporatiste, empreint d'ordre et d'organisation, et il présente le mouvement syndicaliste comme une possible renaissance des corporations au sein de la classe ouvrière, puisqu'il déclare que « la pensée qui préside au développement du syndicalisme est une pensée d'organisation utile, heureuse, féconde. »[318] et espère encore « une renaissance des corps, vivants et spontanés, telle l'organisation des différences (…) par le développement du syndicalisme au sein du mouvement ouvrier »[319]. Là encore, Valois espère la renaissance de corps organisés au sein du mouvement ouvrier. Pour lui, l'instauration d'un système économique néo-corporatiste au sein de la classe ouvrière, permettrait à un prolétariat organisé d'assurer sa défense et sa protection, dans la lutte contre l'exploitation capitaliste. Il attend ici le rétablissement d'une société organique, où le peuple organisé ne formerait plus un prolétariat misérable et exploité, mais bien plutôt une société de producteurs libres et indépendants, une sorte de groupement de petits propriétaires non-salariés.

Darville préconise lui aussi la « renaissance des corps », soit le rétablissement des corporations professionnelles d'Ancien régime, afin d'organiser la classe ouvrière et de lui faire prendre conscience de ses droits, de ses libertés et de ses intérêts économico-sociaux, car il affirme que « le mouvement syndicaliste (…) par sa doctrine organisatrice (…) préside à la restauration des corps et corporations ouvrières (…) afin d'organiser durablement le prolétariat »[320]. Là encore, Darville en appelle à une renaissance des corporations ouvrières, au sein du peuple français, afin de rétablir l'ordre dans la société française, par l'instauration d'une économie syndicaliste inhérente à la doctrine corporatiste. Ainsi, par la renaissance des corps et des corporations, le syndicalisme pourrait devenir un néocorporatisme, afin de protéger et défendre la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste. Ici, le syndicalisme apparaît tel un mouvement d'ordre, d'autorité et de hiérarchie garantissant l'organisation au sein de la cité. Ici, Darville défend le syndicalisme comme un mouvement d'organisation, pénétré de tradition classique et française. Pour Darville, face à l'individualisme et l'anarchisme propres au régime démocratique, le syndicalisme pourrait donc constituer une solution politique au désordre de la société, puisqu'il paraît être une doctrine à la philosophie organique, classique et traditionnelle. Pour Darville, là encore, le syndicalisme s'avèrerait être une doctrine de l'ordre, de l'organisation dans la cité et donc une philosophie de l'autorité et

[318] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 461.

[319] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 295.

[320] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 369-370.

de la hiérarchie, au sein de la nation, de l'État et de la société. Là encore, le mouvement syndicaliste s'oppose donc catégoriquement au courant anarchiste qui lui, prône le désordre et le chaos comme principes majeurs d'organisation socio-politique. Pour Valois, le syndicalisme peut devenir la solution politique pour restaurer une société organique en France[321]. Selon lui, le syndicalisme peut être compris comme un néocorporatisme organisé, hiérarchisé, tout autant révolutionnaire que contre-révolutionnaire mais ennemi irréductible de l'ordre social capitaliste et de la tyrannie ploutocratique[322].

Dans un second temps, Valois préconise le développement du syndicalisme néo-corporatiste afin d'organiser la société pour limiter le pouvoir de l'État, dans le but de permettre et de garantir l'équilibre des antagonismes. En fait, Valois promeut tout d'abord le développement du syndicalisme afin d'organiser la société et pour permettre la renaissance des corps, une restauration des corporations dans le but de limiter, de contrebalancer le pouvoir de l'État, car il déclare la chose suivante :

> *le dualisme de la société et de l'État indique l'utilité d'une limitation de l'État par une forte organisation de la société « grâce au développement du syndicalisme par exemple ». (…) Nous avions donc cette préoccupation de distinguer la société de l'État, de limiter celui-ci par celle-là et il n'était pas possible de voir d'autre moyen, pour y parvenir, qu'une nouvelle efflorescence de ces corps et communautés qui avaient fait de la société de l'ancienne France quelque chose de si riche et de si divers. (…) le mouvement syndical était ce qu'il y avait de plus vivant dans la société contemporaine, et que c'était de lui surtout qu'il fallait attendre cette renaissance des corps. Nous établissons ainsi des rapports et nous situions l'un en face de l'autre l'État et le mouvement syndical.*[323]

Pour Valois, le syndicalisme assure l'équilibre des antagonismes entre l'État et la société. Selon lui, cette renaissance des corporations professionnelles ne pourrait exister qu'avec l'instauration d'une économie syndicaliste en France. Pour lui, le syndicalisme serait par essence une doctrine corporatiste, basée sur l'organisation fédéraliste de la société, où la

[321] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 222.

[322] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 178.

[323] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 293.

classe ouvrière devient libre et autonome, assurant aussi son indépendance économique face au système capitaliste. Enfin, l'instauration d'une économie syndicaliste et corporatiste permettrait aussi de contrebalancer, de s'opposer au pouvoir de la démocratie centralisatrice, de combattre la puissance de la république étatiste et jacobine tout en garantissant aussi l'organisation autonome du prolétariat, sa liberté et son indépendance sur le plan économique, face à l'exploitation capitaliste. Face à l'anarchie et au désordre du mouvement ouvrier, Valois préconise l'instauration d'une économie syndicaliste garantissant l'organisation libre et autonome de la classe ouvrière, par son caractère fédéraliste et décentralisateur, afin de lutter contre la puissance de l'État, pour combattre la démocratie centralisatrice et jacobine, au sein de la société française. Ici, bien que le mouvement syndicaliste soit ennemi du pouvoir et de l'autorité de l'État, Valois l'oppose tout de même à l'anarchisme, dans le sens qu'au cœur du syndicalisme, il y aurait une philosophie de l'ordre social et de l'organisation de la cité, bien qu'anti autoritaire et s'opposant à quelque pouvoir que ce soit (politique ou économique).

Ensuite, Darville préconise le développement autonome d'un syndicalisme néocorporatiste afin d'organiser durablement la société et le peuple, pour limiter le pouvoir de l'État et ainsi, garantir l'équilibre des antagonismes entre l'Autorité (l'État) et la Liberté (société), puisqu'il affirme que « le développement du mouvement syndicaliste permet la reconstitution d'une société organisée corporatiste qui vient limiter et contrebalancer le pouvoir de l'État (…) garantissant ainsi l'antagonisme naturel de l'État et la société civile, entre l'Autorité et la Liberté, afin d'engendrer un équilibre sain et fécond (…) en restaurant un État véritable et en instaurant une société civile véritable. »[324]. Là encore, au nom de l'équilibre des antagonismes, entre l'État et la société, Valois défend d'un côté le rétablissement d'une monarchie sociale et fédéraliste et de l'autre, l'instauration d'une classe ouvrière encadrée et organisée au sein d'un système néo-corporatiste et syndicaliste, car il déclare que « le développement autonome des syndicats ouvriers, (…) permettrait l'autonomie des associations et des républiques ouvrières (…) et limiterait l'État grâce au syndicalisme (…) garantissant alors l'antagonisme nécessaire qui, toujours, fit l'équilibre (…) car l'équilibre, faut-il le répéter, vient de l'antagonisme. »[325]. Là encore, le syndicalisme apparaît tel un mouvement politique venant limiter le pouvoir de l'État, la puissance de la démocratie centralisatrice et de la république jacobine tout en organisant aussi la classe ouvrière face à l'exploitation capitaliste, garantissant à la fois la liberté du peuple et l'autorité

[324] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 389-390.

[325] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 294-295.

de la nation.

Dans un dernier temps, Valois valorise le néocorporatisme syndicaliste afin d'organiser, puis de défendre et protéger la classe ouvrière face à l'exploitation capitaliste, puisqu'il déclare que « face à la désorganisation anarchique du prolétariat, l'instauration d'un syndicalisme corporatiste, telle une formation de résistance, permettrait d'organiser durablement le peuple pour combattre l'exploitation capitaliste. »[326] et prétend que « le syndicalisme révolutionnaire, (…) garantit l'organisation de la classe ouvrière, par la renaissance des corporations professionnelles et par l'instauration d'un système néocorporatiste, comme un organe de protection et de défense (…) qui permet au prolétariat de lutter efficacement contre l'exploitation capitalise et la tyrannie ploutocratique »[327]. Ici, l'ordre social français, le régime nouveau consiste dans l'instauration de cette économie syndicaliste et corporatiste, dans le but de s'opposer et de combattre contre la domination de la ploutocratie capitaliste. Face à la tyrannie dominatrice du système plouto-démocratique, Valois préconise donc l'instauration en France, d'une économie néo-corporatiste au sein d'un système syndicaliste et national organisé. Là encore, les seuls organes de résistance de la classe ouvrière, face au système capitaliste, seraient en fait les corporations professionnelles. Pour lui, la seule « formation de résistance » du prolétariat, tant face à l'exploitation économique que dans la désorganisation sociale du système capitaliste, s'avère être la corporation ouvrière et professionnelle.

Là encore, afin de défendre le prolétariat face à l'exploitation capitaliste, Valois préconise l'instauration d'un système corporatiste organisé au sein du peuple. Selon Valois, face à l'exploitation capitaliste et la domination ploutocratique, le syndicalisme pourrait apparaître comme une doctrine permettant la reconstitution d'organes de protection et de défense, au service du prolétariat. Ainsi, par la renaissance des corps et des corporations, le syndicalisme pourrait devenir un néocorporatisme, afin de protéger et défendre la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste. L'instauration d'une société organique viendrait en fait préparer une meilleure intégration de la classe ouvrière au sein de la communauté nationale. Ici, le mouvement syndicaliste apparaît tant comme un système néocorporatiste que comme une philosophie d'inspiration fédéraliste, qui garantirait l'organisation libre et autonome de la classe ouvrière, au sein des corporations professionnelles. Pour Valois, l'économie

[326] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 331-333.

[327] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 423-424.

syndicaliste et corporatiste s'avérerait être le meilleur système afin de garantir l'autonomie de la classe ouvrière, l'organisation de cette société de producteurs, libres et indépendants[328]. Cela renvoie aussi bien évidemment à cette société de producteurs idéalisée, ce groupement de travailleurs libres, associés et indépendants, qui a remplacé le salariat capitaliste par la propriété privée[329].

[328] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 215-216.

[329] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 217.

3)- La volonté de substituer au mouvement syndicaliste « officiel » et dominant, à la fois cosmopolite et démocratique, un syndicalisme nationaliste et patriote, par l'élaboration d'une doctrine nationale-syndicaliste :

Dans un premier temps, Darville critique et dénonce le syndicalisme officiel embourgeoisé, tout à la fois réformiste et pacifiste, pénétré d'idéologie cosmopolite et internationaliste et contaminé par la décadence bourgeoise. En fait, Darville commence par dénoncer un mouvement syndicaliste embourgeoisé, contaminé par la décadence bourgeoise et imprégné d'idéologie cosmopolite ou internationaliste, puisqu'il déclare que « ce mouvement syndicaliste embourgeoisé, qui, au lieu d'opérer avec la bourgeoisie une scission réparatrice et régénératrice, s'est empressé d'emprunter à la décadence bourgeoise toutes ses idéologies les plus corruptrices et dégénérées, (…) comme la philosophie anarchiste, ou encore le cosmopolitisme et l'internationalisme »[330]. Ici, Darville dénonce le mouvement syndicaliste comme un courant pénétré de l'influence idéologique du socialisme, et contaminé par les idéaux démocratiques, puisque rallié au parlementarisme. Là encore, Darville critique ce syndicalisme modéré et réformiste, sans aucune intransigeance doctrinale et idéologique et prêt à passer un compromis avec la bourgeoisie capitaliste et libérale, afin d'accéder au pouvoir. Darville condamne et dénonce la pénétration de l'idéologie bourgeoise au sein du mouvement syndicaliste. Pour lui, le syndicalisme serait donc corrompu de l'intérieur, totalement embourgeoisé et acquis aux idéaux démocratiques et à la philosophie libérale, d'essence bourgeoise[331]. Selon lui, le syndicalisme serait largement embourgeoisé de l'intérieur, acquis à l'idéal pacifiste et opposé à toute idée de guerre. Ici, Darville dénonce le mouvement syndicaliste français comme étant un simple courant petit-bourgeois faussement révolutionnaire et médiocre, timoré et craintif, pétri de pacifisme et hostile à toute idée de guerre, de violence, de virilité ou encore d'héroïsme.

Pour Darville, la décadence bourgeoise et pacifiste aurait totalement contaminé, imprégnée le mouvement syndicaliste officiel, en France. De plus, Darville critique aussi l'idéologie cosmopolite, internationaliste et donc antinationale, qui serait en fait consubstantielle au mouvement syndicaliste français, ce qui expliquerait donc sa dégénérescence morale, sa décomposition philosophique[332]. Darville critique aussi l'antinationalisme et l'antipatriotisme du mouvement syndicaliste français, conséquence

[330] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 358-386.

[331] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.144-145.

[332] *Ibid* p.144.

philosophique logique du fait de son imprégnation idéologique cosmopolite et internationaliste. Là encore, Darville dénonce le caractère cosmopolite et internationaliste, donc antinational, intrinsèque au syndicalisme, ainsi que l'imprégnation des idéaux démocratiques et libéraux, au sein de ce mouvement, signe de sa décadence morale et de sa médiocrité politique. Il dénonce aussi la contamination des idéaux démocratiques et libéraux au sein du mouvement, symbole archétypal absolu de la décadence et de la dégénérescence, sur le plan moral, du syndicalisme. Par défense de la pensée « vitaliste », Darville critique donc le syndicalisme qui serait un mouvement atteint d'une profonde décadence. Darville, lui, plaide pour un syndicalisme révolutionnaire et radical, en rupture totale et absolue avec l'idéologie bourgeoise, en réaction contre les idéaux démocratiques et libéraux, prônant aussi la violence et la virilité, la guerre et l'héroïsme[333].

Là encore, pour combattre et détruire la ploutocratie capitaliste, Darville préconise l'instauration d'un syndicalisme véritablement révolutionnaire et radical, en rupture totale avec l'idéologie matérialiste d'essence bourgeoise, et valorisant aussi la virilité et la guerre, la violence et l'héroïsme au sein de ses modalités d'action, tout autant que dans sa doctrine politique propre. Enfin, Darville déplore et dénonce l'influence du mouvement anarchiste au sein du syndicalisme français. Selon lui, le mouvement syndicaliste serait totalement imprégné d'anarchisme, idéologie bourgeoise par essence, donc permissif aussi aux idéaux démocratiques et libéraux. Derrière l'anarchisme sous-jacent, Darville entend critiquer l'individualisme consubstantiel à ce mouvement syndicaliste, son refus de l'ordre, de l'organisation et de l'autorité au sein de la cité[334].

Ensuite, il critique aussi le syndicalisme officiel comme un mouvement contaminé, gangréné par le pacifisme (ou l'idéologie pacifiste) et l'humanitarisme, preuve selon Darville, de la décadence et de la dégénérescence du mouvement syndicaliste, car il prétend que « ce pacifisme à outrance ne traduit chez les syndicalistes, (…) qu'un affaiblissement inquiétant de la vitalité, (…) puisque le mouvement syndicaliste est contaminé par le pacifisme humanitaire le plus plat et le plus inepte, (…) qui représente cet amour sénile de la vie pour la vie, caractéristique des peuples en décadence et qu'une décomposition morale déjà très avancée a gangrenés »[335]. Selon lui, le syndicalisme serait largement embourgeoisé de l'intérieur, acquis à l'idéal pacifiste et opposé à toute idée de guerre. Là encore, Darville dénonce l'imprégnation de l'idéologie bourgeoise et des idéaux pacifistes au sein du mouvement

[333] *Ibid* p.146.

[334] *Ibid* p.144-145.

[335] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 377-379.

syndicaliste français. La dégénérescence du mouvement syndicaliste proviendrait de son pacifisme et de son refus de la guerre et de la violence, son rejet de la virilité et de l'héroïsme. Ici, Darville oppose catégoriquement les syndicalistes réformistes, donc pacifistes aux syndicalistes révolutionnaires, véritables ennemis de la ploutocratie et luttant contre l'exploitation capitaliste.

Par défense de la pensée « vitaliste », Darville critique donc le syndicalisme qui serait un mouvement atteint d'une profonde décadence. Pour Darville, le pacifisme intrinsèque au mouvement syndicaliste, tendrait à prouver sa collusion, sa connivence avec la ploutocratie capitaliste, qui est un système économique promouvant aussi le pacifisme humanitariste. Là encore, le mouvement syndicaliste partagerait avec la ploutocratie capitaliste, l'idéologie pacifiste et la condamnation absolue de la guerre. Darville, lui, plaide pour un syndicalisme révolutionnaire et radical, en rupture totale et absolue avec l'idéologie bourgeoise, en réaction contre les idéaux démocratiques et libéraux, prônant aussi la violence et la virilité, la guerre et l'héroïsme. Selon lui, le mouvement syndicaliste serait contaminé par la décadence et la médiocrité de l'idéologie bourgeoise, gangrené par les idéaux pacifistes et humanitaristes[336].

Enfin, Darville accuse encore le mouvement syndicaliste de servir les intérêts de la ploutocratie et d'être l'idiot utile obéissant et servile du capitalisme, puisqu'il affirme que « les syndicalistes ne sont que des *« Satellites de la Ploutocratie »*, (…) car le syndicalisme, a (…) servi les intérêts de la Ploutocratie bourgeoise, juive et capitaliste. »[337]. Ici, Darville accuse le syndicalisme officiel de n'être qu'un allié objectif, un idiot utile servant les intérêts du système ploutocratique et capitaliste. Plutôt, que d'être un mouvement d'opposition et de lutte contre la domination ploutocratique, le mouvement syndicaliste en deviendrait le meilleur serviteur, une sorte de « satellite de la ploutocratie ». Là encore, Darville dénonce le syndicalisme officiel (ici, la CGT) de n'être qu'un allié objectif, un idiot utile servant les intérêts du système ploutocratique et capitaliste. Ici, Darville critique encore le mouvement syndicaliste officiel, mené par la CGT. Pour lui, le syndicalisme officiel, voire institutionnel, servirait en réalité les intérêts de la ploutocratie capitaliste, sans vraiment chercher à le combattre ou même à le détruire. En aucune manière, le mouvement syndicaliste ne représenterait une véritable menace pour la domination capitaliste et ploutocratique. Darville oppose donc ce syndicalisme-là, pacifiste et embourgeoisé, avec un syndicalisme révolutionnaire et radical, intransigeant sur les principes, les valeurs et les idéaux. Contre ce

[336] *Ibid* p.144.

[337] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 383-386.

syndicalisme réformiste et modéré, propageant l'idéologie pacifiste et humanitariste, Darville oppose un syndicalisme radical et révolutionnaire, prônant la violence et la guerre, valorisant l'héroïsme et la virilité. Ici, face au constat de pourrissement du syndicalisme et devant la décadence de la société, il appelle donc à la régénérescence du mouvement syndicaliste, en voie de dégénérescence et de décomposition accélérée, tant sur le plan moral que philosophique.

Là encore, Darville dénonce un mouvement syndicaliste sous l'emprise et l'influence de la bourgeoise capitaliste juive. Selon lui, le syndicalisme serait noyauté de l'intérieur, manipulé, instrumentalisé voire contrôlé intégralement par la puissance judéo-maçonnique. Ici, Darville critique un mouvement syndicaliste livré aux forces de l'Anti-France, totalement pénétré de l'idéologie cosmopolite et internationaliste. Il dénonce ici un syndicalisme antifrançais et antinational, largement enjuivé et embourgeoisé. Ainsi, le mouvement syndicaliste ne défendrait plus les intérêts de la classe ouvrière ni l'indépendance nationale, mais bien plutôt, servirait la domination de la bourgeoise juive en France, tout en étant une force alliée de la ploutocratie capitaliste. Ici, le syndicalisme devient un mouvement traître à la classe ouvrière et à la nation, défendant les intérêts de la ploutocratie capitaliste au détriment de ceux de la grandeur de la France et de l'émancipation du prolétariat.

Dans un second temps, Valois et Darville préconisent l'élaboration et l'instauration d'un syndicalisme national et patriote, sorte de national-syndicalisme, qui aurait intégré et incorporé en lui la doctrine nationaliste, puisque Valois déclare que « les syndicalistes (…) sont reconnus comme les vrais et seuls patriotes (…) et que le mouvement syndicaliste peut tout à fait s'accommoder et s'accompagner de la doctrine nationaliste »[338] et Darville prétend que « le mouvement syndicaliste est passionnément attaché au maintien de l'indépendance nationale française (…) et les syndicalistes veulent présenter une justification révolutionnaire du patriotisme. »[339]. Ici, Valois et Darville entendent rapprocher, rassembler les forces syndicalistes et nationalistes ensemble. Selon eux, le syndicalisme révolutionnaire serait tout à fait compatible, sur le plan idéologique, avec le patriotisme et le nationalisme. Loin de les opposer, ils auraient même plutôt tendance à associer ensemble le mouvement syndicaliste avec la défense de l'indépendance nationale et la préoccupation patriotique. Ici, le mouvement syndicaliste s'oppose au patriotisme d'affaires ainsi qu'à la forme capitalistique et

[338] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 464-465.

[339] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 369-370.

ploutocratique de l'État, sans être pour autant l'ennemi irréductible et naturel du patriotisme ou du nationalisme en soi, par essence[340]. Là encore, Valois et Darville préconisent le rapprochement des forces nationalistes et syndicalistes, par l'élaboration d'une synthèse idéologique nationale-syndicaliste pour défendre l'ordre, l'organisation et l'autorité, tant dans la cité qu'au sein de la classe ouvrière, désorganisée par les mouvements anarchistes et socialistes[341].

Là encore, dans ce rapprochement et cette alliance des forces syndicalistes et nationalistes, par l'élaboration d'une doctrine syndicaliste nationale, ils prétendent que le syndicalisme et le nationalisme pourraient tout à fait se combiner, se mélanger. Selon eux, à l'origine de la fondation du Cercle Proudhon, il y aurait la volonté de nationaliser le syndicalisme et de syndicaliser le nationalisme, soit de démontrer que le nationalisme peut tout à fait s'accommoder de préoccupation sociale dans la défense de la classe ouvrière, et que de l'autre côté, le syndicalisme pourrait aussi s'accompagner du patriotisme et du souci de l'intérêt national[342]. Pour Valois et Darville, la survie des deux mouvements dépendrait donc de leur interdépendance réciproque mais aussi d'un rapprochement mutuel. Pour eux, loin d'être deux forces antagonistes et opposées, incompatibles et irréconciliables, le syndicalisme et le nationalisme auraient en réalité des affinités idéologiques proches, des intérêts convergents ainsi qu'un ennemi commun, la ploutocratie capitaliste, le régime de l'or et la finance internationale. Selon lui, il n'y aurait pas d'opposition naturelle, ni d'antagonisme ou d'incompatibilité par essence, entre les syndicalistes et les nationalistes, tant sur le plan politique qu'idéologique. Ici, par le rapprochement et la jonction des forces nationalistes et syndicalistes, il préconise donc l'élaboration d'une nouvelle doctrine, une sorte de synthèse idéologique des contraires, le syndicalisme nationaliste (ou le national-syndicalisme), soit l'alliance et l'union des mouvements syndicalistes et nationalistes.

Ainsi, le rapprochement et l'alliance entre forces syndicalistes et nationalistes, par l'élaboration d'une doctrine nationale-syndicaliste, devrait permettre de lutter et de combattre contre un ennemi commun, tant au syndicalisme qu'au nationalisme, c'est-à-dire le système plouto-démocratique ainsi que le régime capitaliste[343]. Valois et Darville préconisent donc l'instauration d'un syndicalisme nationaliste, anti-anarchiste et qui valoriserait l'ordre, l'organisation et l'autorité, tout autant dans la cité qu'au sein de la classe ouvrière française.

[340] *Ibid* p.116-117.

[341] *Ibid* p.118.

[342] *Ibid* p.116-117.

[343] *Ibid* p.118.

Là encore, au nom de l'équilibre des antagonismes entre l'État et la société, ils en appellent à l'instauration d'un syndicalisme organisé, autoritaire et nationaliste. Derrière la formation et l'élaboration d'une idéologie nationale-syndicaliste, il y aurait aussi la volonté d'intégrer la classe ouvrière à la communauté nationale, afin d'extirper le prolétariat des influences politiques anarchistes et socialistes.

Là encore, à l'origine de la fondation du Cercle Proudhon, il y aurait la volonté de rassembler les forces nationalistes et syndicalistes, afin d'élaborer une nouvelle doctrine politique, le syndicalisme nationaliste, puisque Darville affirme que « Le Cercle Proudhon a été fondé pour essayer de persuader aux uns que l'idéal syndical n'implique pas forcément l'abdication nationale et aux autres que l'idéal nationaliste ne comporte pas non plus nécessairement un programme de paix sociale (…) ce qui permettrait de conclure que l'existence d'un syndicalisme national et patriote est possible »[344]. Darville entend ici élaborer une doctrine nationale-syndicaliste, par la jonction du nationalisme et du syndicalisme. Là encore, Darville évoque l'élaboration d'une synthèse idéologique nouvelle, voire inédite, à savoir le syndicalisme national (ou nationaliste), par le rapprochement et l'alliance des forces syndicalistes et nationalistes, en France. Là encore, l'élaboration d'une doctrine nationale-syndicaliste, qui consisterait en l'alliance du syndicalisme et du nationalisme, proviendrait d'abord et avant tout de l'opposition commune de ces deux mouvements, à l'égard du système plouto-démocratique.

Là encore, l'antidémocratisme et l'anticapitalisme seraient les fondements idéologiques principaux et fédérateurs aux deux mouvements, de cette doctrine nationale-syndicaliste[345] opposée en tous points au système plouto-démocratique qui dominerait la France. Ce serait donc d'une opposition idéologique initiale commune à l'égard du système plouto-démocratique, que naîtrait cette doctrine nationale-syndicaliste. Avant toute chose, cette doctrine syndicaliste nationale, tout à la fois antidémocratique et anticapitaliste, serait avant tout une philosophie politique motivée par la restauration de l'ordre social, le rétablissement de l'organisation dans la cité. Ici, le rapprochement entre forces syndicalistes et nationalistes, opposées en apparence, reviendrait à trois intellectuels principalement, soit Sorel pour le syndicalisme révolutionnaire, Berth comme socialiste antidémocrate et Valois, en tant que nationaliste maurassien. Ici, notamment à travers la figure d'un Sorel pour le courant syndicaliste-révolutionnaire, il s'agit de critiquer le syndicalisme officiel et de réviser son idéologie marxiste, cosmopolite et internationaliste, pour lui substituer une doctrine

[344] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 386-387.

[345] *Ibid* p.116.

nationaliste et patriotique[346]. C'est donc une vision « révisionniste » du syndicalisme français, si l'on peut s'exprimer ainsi. Là encore, à travers la figure tutélaire et majeure de Sorel, Valois préconise l'instauration d'un système politique hybride et alternatif, le syndicalisme nationaliste. Ici, l'élaboration d'une doctrine nationale-syndicaliste, par le rapprochement et l'alliance des forces syndicalistes et nationalistes, correspondrait à la convergence des solidarités nationales et sociales, dans la lutte contre la solidarité capitaliste exclusive. Au fondement de cette doctrine nationale-syndicaliste, il y aurait en fait la volonté de détruire l'économie de l'or pour la remplacer par l'économie du sang.

Dans un dernier temps, Valois promeut l'instauration d'une économie nationale et syndicale, qui combinerait l'idéologie syndicaliste avec la doctrine nationaliste, afin de combattre la ploutocratie capitaliste, puisqu'il affirme vouloir « fonder une économie nouvelle qui sera une économie nationale et syndicale (…) associant ainsi le nationalisme et le syndicalisme ensemble, dans une lutte commune contre la ploutocratie capitaliste qui exploite le peuple et asservit la nation »[347] et entend énoncer ainsi « les principes d'une économie nouvelle, à la fois nationale et syndicale (…) combinant ainsi le nationalisme et le syndicalisme afin de combattre et de détruire la ploutocratie capitaliste et financière qui règne actuellement en France »[348]. Valois nous propose l'ébauche d'une économie nationale et syndicale, au fondement d'une doctrine nationale-syndicaliste, afin de rétablir l'ordre social et de restaurer l'organisation dans la cité, tout en luttant aussi contre le système plouto-démocratique. Ici, à l'origine de la fondation du Cercle Proudhon, il y aurait la volonté d'instaurer une économie nouvelle au sein de la France, par la fondation d'une économie nationale et syndicale, soit une économie nationale-syndicaliste, substituée à l'économie capitaliste.

De plus, l'élaboration d'une doctrine syndicaliste nationale consisterait surtout à combattre le système capitaliste et le régime de l'or, en lui opposant une économie nationale et syndicale, sorte de système économique protectionniste, qui combinerait à la fois la défense de l'indépendance nationale et des intérêts de la France, mais aussi la lutte des classes au sein du mouvement ouvrier, dans l'optique d'une émancipation du prolétariat par l'organisation autonome du peuple. Ici, cette doctrine nationale-syndicalistes, matérialisée dans une

[346] *Ibid* p.119.

[347] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 286.

[348] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 321.

économie nationale et syndicale, consisterait en une idéologie de troisième voie, alternative et trans-courante, avec la volonté avérée de détruire le système plouto-démocratique qui régnerait sur la France. L'opposition du mouvement syndicaliste à l'égard de la nation proviendrait de son hostilité contre le patriotisme d'affaire, la forme capitaliste et ploutocratique de l'État, plus que dans un rejet de l'idée patriotique ou nationaliste, par essence.

Au fondement de cette doctrine nationale-syndicaliste, il y aurait en fait la volonté de détruire l'économie de l'or pour la remplacer par l'économie du sang, puisqu'il exprime « condamner les principes de l'économie capitaliste et (…) lui opposer ceux d'une économie syndicale et nationale, (…) pour substituer à l'économie de l'Or, où nous vivons depuis un siècle et demi, (…) l'économie du Sang. »[349]. Ici, la constitution d'une économie nationale et syndicale, qui voit la convergence et l'alliance des mouvements nationalistes et syndicalistes, permettrait en fait de combattre voire détruire la ploutocratie capitaliste et financière, en France. Ici, la réflexion est donc tout autant philosophique que politique, puisqu'il s'agirait de substituer à la ploutocratie capitaliste, système économique matérialiste et marchand, une idéologie tout à la fois nationaliste et syndicaliste, promouvant la violence et la guerre, valorisant l'héroïsme et la virilité, notamment. Ainsi, pour Valois, le passage du système plouto-démocratique à l'économie nationale-syndicaliste, consisterait en un changement brutal et radical de civilisation, de modèle culturel, de paradigme, d'idéaux philosophiques et de valeurs profondes. Ici, le triomphe de la doctrine nationale-syndicaliste sur le système plouto-démocratique, renverrait en fait à la victoire définitive de la civilisation française, traditionnelle et classique, sur la civilisation marchande, matérialiste et bourgeoise, tant sur le plan politique, économique, que philosophique ou encore idéologique. Face au pacifisme et à l'humanitarisme prônés par le système plouto-démocratique, Darville entend réagir par l'instauration d'un syndicalisme révolutionnaire et radical, débarrassé des influences idéologiques du matérialisme bourgeois, réhabilitant aussi la violence et la guerre au centre de l'action syndicale et syndicaliste.

Pour Darville, le mouvement syndicaliste devrait donc représenter, in fine, une réaction globale et totale, tant sur le plan politique que philosophique, contre la modernité libérale et démocratique, contre la décadence civilisationnelle de cette société bourgeoise, matérialiste, marchande, pacifiste et capitaliste. Selon lui, le nationalisme et le syndicalisme représenteraient deux forces libres et indépendantes, deux mouvements politiques ennemis du

[349] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 343.

système plouto-démocratique et adversaires de la modernité décadente, qu'elle soit politique (la démocratie) ou économique (le capitalisme), afin de constituer une réaction aristocratique contre la médiocrité bourgeoise. Par essence, l'idéologie nationale-syndicaliste peut être rattachée à une doctrine de troisième voie, où la synthèse du national et du social est effectuée par le dépassement des clivages et des antagonismes, qu'ils soient de nature politique ou bien idéologique.

Enfin, après avoir observé la tentative d'élaboration d'une doctrine inédite de troisième voie, le « syndicalisme nationaliste » ou national-syndicalisme, afin de lutter contre le système plouto-démocratique, voyons maintenant l'existence d'une révolution conservatrice française au sein des *Cahiers*, par la synthèse idéologique des contraires et dans l'alliance de la Tradition avec la Révolution.

Chapitre 4) - Les *Cahiers du Cercle Proudhon*, ou l'existence d'une révolution conservatrice française, par la synthèse idéologique des contraires et dans l'alliance de la Tradition avec la Révolution :

1)- Au fondement philosophique et doctrinal de la révolution conservatrice, la tentative d'équilibre des antagonismes entre l'État et la société, par l'instauration d'une monarchie syndicale et corporatiste :

2)- La tentative de combiner la tradition classique et la tradition révolutionnaire, soit l'alliance de la Tradition et de la Révolution, comme matrice idéologique de la révolution conservatrice par la synthèse des contraires :

Chapitre 4) - Les *Cahiers du Cercle Proudhon*, ou l'existence d'une révolution conservatrice française, par la synthèse idéologique des contraires et dans l'alliance de la Tradition avec la Révolution :

1)- Au fondement philosophique et doctrinal de la révolution conservatrice, la tentative d'équilibre des antagonismes entre l'État et la société, par l'instauration d'une monarchie syndicale et corporatiste :

Dans un premier temps, Valois défend l'équilibre des antagonismes entre l'État et la société, la synthèse des contraires entre l'Autorité et la Liberté, puisqu'il revendique ceci :

> *le dualisme de la société et de l'État (...) soit un antagonisme naturel entre l'État et la société civile, l'Autorité et la Liberté (...) qui devrait engendrer un équilibre sain et fécond (...) et c'est cet antagonisme nécessaire qui, toujours, fit l'équilibre car (...) l'équilibre, faut-il le répéter, vient de l'antagonisme. (...) Ainsi, le Cercle Proudhon a pu réunir dans son sein des royalistes et des syndicalistes (...) afin de restaurer un État véritable et d'instaurer une société civile véritable.*[350]

Ici, l'auteur défend sa théorie de l'équilibre des antagonismes, héritée de la pensée proudhonienne, du dualisme des forces, tant politiques qu'économiques. Cet équilibre des antagonismes est au fondement même, au cœur de la pensée révolutionnaire conservatrice, sorte de synthèse des contraires où fidèle à la dialectique hégélienne, le dépassement des antagonismes et des oppositions ferait naître une harmonie, une unité supérieure des contraires et des contradictions, qu'elles soient de nature philosophique ou politique[351]. Dans le cadre de cet équilibre des antagonismes, la doctrine fédéraliste apparaît évidente, puisque par la décentralisation, elle vient contrebalancer le pouvoir fort de l'État démocratique et républicain, au profit d'une organisation autonome et libre de la société, du peuple ou des forces économiques locales. Ici, l'équilibre naît de l'opposition, de la synthèse des contraires. Ici, l'équilibre des antagonismes serait au fondement idéologique et philosophique de la révolution conservatrice puisque ce concept, cette doctrine-ci s'avère en elle-même une antithèse, un oxymore et une contradiction dans les termes propres (la révolution étant bien souvent opposée, antagoniste du conservatisme). Ainsi, l'équilibre des antagonismes et des contraires serait au fondement idéologique de la révolution conservatrice, puisque celle-ci est

[350] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 389-391.

[351] De Benoist (Alain), *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, préface d'Alain de Benoist intitulée « Le Cercle Proudhon, entre Edouard Berth et Georges Valois », édition Avatar, 2007, p. 27-28.

en soi un équilibre des antagonismes et des contraires, entre la composante révolutionnaire et la dimension conservatrice, qui s'avèrent être deux absolus philosophiques opposés[352]. En fait, l'élément révolutionnaire tend plus vers le principe de liberté et d'émancipation du peuple, tandis que la composante conservatrice renvoie davantage à l'idéal d'ordre et d'autorité dans la cité. Ici, l'équilibre des antagonismes et des contraires tend autant vers la révolution conservatrice, que dans le dualisme entre l'État et la société, ou encore avec l'opposition de la Liberté et de l'Autorité, les deux principes philosophico-politiques au fondement idéologique de l'organisation sociale de la cité.

Dans un second temps, Valois préconise l'organisation de la société sur le mode corporatiste par le développement du syndicalisme afin de limiter le pouvoir de l'État monarchique, pour garantir l'équilibre des antagonismes entre l'État et la société, puisqu'il encourage « l'utilité d'une limitation de l'État monarchique par une forte organisation de la société *« grâce au développement du syndicalisme par exemple »*. (…) cette préoccupation de distinguer la société de l'État, de limiter celui-ci par celle-là (…) via une nouvelle efflorescence ou renaissance de ces corps spécialisés et communautés spécifiques (…) de la société de l'ancienne France »[353].

Au cœur de cette théorie de l'équilibre des antagonismes, comme fondement idéologique de la révolution conservatrice, il y aurait la volonté de limiter le pouvoir de l'État (ou gouvernement) par une forte organisation de la société (le peuple). Au fondement de l'équilibre des antagonismes, il y aurait donc un dualisme fondamental entre l'État et la société[354]. Face au pouvoir de l'État, qu'il soit de nature démocratico-républicaine ou monarchique, Valois préconise l'organisation forte de la société, par exemple grâce au développement du corporatisme (la « renaissance des corps »), afin de contrebalancer ou de limiter le pouvoir de l'État, au sens politico-institutionnel. Ainsi, conformément à la doctrine maurassienne, il serait essentiel d'organiser le « pays réel », soit la société, afin de rééquilibrer le « pays légal », donc l'État. Ici, l'instauration d'une économie corporatiste dans la société pourrait venir rééquilibrer, limiter et contrebalancer le pouvoir de l'État, qu'il soit de nature démocratico-républicaine ou qu'il prenne la forme royale et monarchique. Là

[352] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.84-85.

[353] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 293.

[354] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.85-86

encore, conformément à la théorie de l'équilibre des antagonismes, la doctrine fédéraliste et décentralisatrice ne pourrait prendre véritablement corps et fonctionner réellement que par une restauration monarchique, vie le rétablissement de la royauté, puisque la république jacobine (ainsi que le régime démocratique, d'ailleurs), elle, s'avère être un régime politique étatiste, centralisateur donc anti-fédéraliste et déséquilibré, par essence. L'équilibre des antagonismes proviendrait de l'organisation autonome et libre de la classe ouvrière, au sein d'un système corporatiste, face à l'État monarchique, grâce à la doctrine fédéraliste et décentralisatrice.

Ainsi, Valois entend instaurer une monarchie sociale, décentralisée et fédéraliste tout en rétablissant aussi un système corporatiste afin d'organiser la classe ouvrière dans la nation. Ici, la mise en place d'une monarchie fédéraliste et corporatiste permettrait tout à la fois la préservation de l'autorité au sommet de l'État, au sein de la nation, tout en garantissant aussi la liberté au bas de la société, dans le peuple. Là encore, l'équilibre des antagonismes entre la société et l'État, naîtrait de l'instauration d'une monarchie fédéraliste, garantissant l'autorité au sommet de l'État, et du rétablissement d'un système corporatiste, préservant les libertés du peuple et permettant l'intégration d'une classe ouvrière organisée au sein de la communauté nationale, d'une société organique. Face au « chaos démocratique » et à l'anarchie républicaine, Valois se propose de restaurer l'antagonisme naturel de l'État et de la société, afin d'engendrer un équilibre sain et fécond, dans la cité. Là encore, tout en garantissant l'ordre et en préservant les libertés, le régime monarchique assure aussi l'équilibre des antagonismes au sein de la nation, par l'instauration d'une économie corporatiste et syndicaliste dans le peuple. Au fondement de la révolution conservatrice, il y aurait donc l'équilibre des antagonismes et l'opposition entre le pouvoir de État (démocratique ou monarchique) d'un côté, ainsi que la société et le peuple organisé librement et de manière autonome au sein d'une économie syndicale et néo-corporatiste, de l'autre.

Dans un dernier temps, Valois défend alors l'équilibre des antagonismes entre l'État et la société, par l'élaboration d'une monarchie syndicaliste dans la cité, en rétablissant d'une part le régime monarchique au sommet de l'État, tout en instaurant aussi un syndicalisme organisé au sein de la société, car il affirme que « Dans une monarchie pure, avec le concours d'un syndicalisme ouvrier pur et autonome qui vienne limiter le pouvoir de l'État (…) les antagonismes utiles à la vie d'une nation se produiront heureusement, (…) et l'équilibre des

forces économiques s'accomplira d'une façon purement spontanée. »[355]. En fait, l'instauration d'une monarchie syndicaliste (ou syndicale) et corporatiste en France, permettrait selon Valois, un équilibre des antagonismes au sein de la nation et de la société françaises. Ici, l'équilibre des antagonismes entre l'État et la société, l'autorité et la liberté, ne pourrait se produire que par un rapprochement et une alliance des forces syndicalistes et nationalistes au sein de la nation, par l'instauration d'une monarchie syndicaliste en France. Ici, la restauration monarchique au sein de l'État est contrebalancée par le rétablissement d'une société organisée grâce à l'action du mouvement syndicaliste, afin de permettre l'équilibre des antagonismes[356].

Là encore, Valois défend la théorie de l'équilibre des antagonismes, la synthèse des contraires où selon la dialectique, l'unité du tout et de la totalité (donc la monarchie corporatiste ou le syndicalisme nationaliste) viendrait en fait du dépassement originel des antagonismes et des oppositions naturelles au sein des parties (soit les forces syndicalistes et nationalistes). Ici, dans la lutte conjointe contre l'exploitation capitaliste et l'anarchie démocratique, Valois préconise à nouveau l'instauration d'une monarchie syndicaliste en France, régime politique qui permettrait l'équilibre des antagonismes entre l'État et la société, entre l'autorité gouvernementale et la liberté du peuple, tout en garantissant aussi une organisation autonome et libre de la classe ouvrière, au sein d'une société organique reformée. Valois entend donc combiner, mêler le régime monarchique avec la doctrine syndicaliste, au sein d'un vaste système néocorporatiste, fédéraliste et décentralisateur. Ici, le syndicalisme apparaît tel un mouvement d'ordre, d'autorité et de hiérarchie garantissant l'organisation au sein de la cité, au même titre que le régime monarchique. Ainsi, la monarchie syndicale et néo-corporatiste apparaît comme le régime politique qui concrétise sur le plan politico-économique, la révolution conservatrice, puisque l'élément conservateur est représenté par le régime monarchique (défenseur de l'ordre social de l'autorité dans la nation de l'organisation de la cité, soit une philosophie d'inspiration traditionnaliste) alors que la composante révolutionnaire s'avère présente par l'économie syndicaliste (garantissant la liberté du peuple et l'émancipation de la société). En fait, la monarchie syndicaliste représente l'idéal politique de la révolution conservatrice et de l'équilibre des antagonismes entre l'autorité monarchique et la liberté syndicale[357].

---

[355] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 423-424.

[356] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.81-82.

[357] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.85-86.

2)- La tentative de combiner la tradition classique et la tradition révolutionnaire, soit l'alliance de la Tradition et de la Révolution, comme matrice idéologique de la révolution conservatrice par la synthèse des contraires :

Dans un premier temps, Valois revendique une filiation idéologique et réclame un héritage commun, tant intellectuel que politique, de penseurs a priori antagonistes et opposés, soit révolutionnaires comme Proudhon et Sorel, soit contre-révolutionnaire comme Maurras. A travers la figure de ces trois penseurs, Valois cherche à combiner la Tradition avec la Révolution, comme matrice idéologique de la révolution conservatrice, par la synthèse des contraires. En fait, Valois reconnaît dans ces trois penseurs là des écrivains pénétrés de culture classique et de tradition nationale française, dont il revendique l'héritage au sein du Cercle Proudhon, puisqu'il salue « notre illustre patron, Pierre-Joseph Proudhon, (…) qui incarne le socialisme français, la tradition nationale française, donc le génie français (…) la pensée du grand socialiste français Proudhon, (…) où l'on retrouve la plus authentique tradition de la France classique (…) et l'organisation de la cité française selon des principes empruntés à la tradition »[358], mais aussi entend « rendre un hommage émouvant au le génie de Maurras, (…) cet écrivain majeur pénétré de toute la tradition nationale classique française »[359] ou encore évoque « l'hommage, plein d'admiration et de reconnaissance, que le Cercle Proudhon va rendre à notre maître, le grand philosophe et historien Georges Sorel. (…) à son œuvre immense et à l'héritage intellectuel et philosophique »[360].

Toute la pensée révolutionnaire conservatrice repose en fait sur une alliance des extrêmes, des pôles opposés et contradictoires, tant sur le plan politique qu'idéologique. Nous pourrions résumer la révolution conservatrice telle la synthèse des contraires et des contradictions, notamment philosophiques et doctrinales, par le dépassement des clivages et des antagonismes, afin de faire émerger une harmonie, une unité supérieure, par ce fameux équilibre des antagonismes. Ici, nous voyons que Valois, comme tous les membres contributeurs des *Cahiers* d'ailleurs, se réclame essentiellement de trois penseurs et écrivains, dans sa démonstration. Il revendique en fait successivement les figures de Proudhon, Maurras ou encore Sorel, trois intellectuels bien disparates et divergents sur bien des points. En vérité, au fondement de la doctrine révolutionnaire conservatrice, il y aurait la tentative de synthèse

[358] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 231.

[359] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 215-216.

[360] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 291.

des contraires, entre l'élément révolutionnaire ainsi qu'une composante plus conservatrice, disons traditionnelle voire réactionnaire. Ici, le Cercle Proudhon est marqué du sceau et de l'influence de trois personnages, qui sont autant de figures tutélaires ainsi que de maîtres à penser à revendiquer, soit Pierre-Joseph Proudhon, Georges Sorel et Charles Maurras. En apparence, ce sont donc Proudhon et Sorel qui seraient garants de l'idéologie révolutionnaire, contre Maurras qui viendrait contrebalancer la modernité par sa doctrine contre-révolutionnaire, réactionnaire et traditionaliste, au sein des *Cahiers*. En fait, tout cela est plus complexe qu'il n'y paraît de prime abord, puisque pour Valois, Proudhon, Sorel et Maurras sont autant de penseurs, de philosophes tout à la fois révolutionnaires et conservateurs, tout autant pétris de philosophie révolutionnaire que pénétrés de pensée conservatrice. Selon lui, ces trois penseurs majeurs auraient réalisé, accompli au sein même de leur doctrine philosophique propre, la synthèse des contraires, donc l'équilibre des antagonismes entre l'autorité et la liberté, l'ordre et l'autonomie, la tradition et la révolution.

Pour Valois, Proudhon, Sorel et Maurras seraient donc des penseurs complets et complexes, en cela qu'ils sont à la fois révolutionnaires et conservateurs en même temps, attachés à défendre la tradition française mais aussi passionnément volontaires pour renverser l'ordre établi[361]. Ainsi, selon Valois, ces trois philosophes et écrivains seraient empreints d'une vision dialectique de la pensée, où le dépassement des antagonismes et des clivages politico-idéologiques, donnerait naissance à une harmonie, une unité et donc une pureté doctrinale inédite et renouvelée. En quelque sorte, Valois présente ici Proudhon, Sorel et Maurras tels trois penseurs alternatives et transcourants, défendant une idéologie politique de troisième voie. Ils deviennent aussi des philosophes emblématiques, voire maîtres à penser, de la révolution conservatrice, par la synthèse idéologique des contraires, où la Tradition se combine avec la Révolution et où l'Autorité vient s'allier à la Liberté[362]. Selon lui, il y aurait donc de nombreux points communs, de grandes convergences politiques et philosophiques entre Proudhon, Sorel et Maurras qui tendraient plus à les rapprocher qu'à les éloigner véritablement. En fait, ces trois penseurs seraient tous pénétrés de culture classique, par la défense de l'ordre social français et par la valorisation de l'organisation au sein de la cité. Ils seraient donc tous trois des penseurs conservateurs et traditionnalistes à ce titre, défenseurs de la tradition nationale et pétris de philosophie organiciste. De plus, pour Valois, Proudhon comme Sorel et Maurras seraient tous trois hostiles à l'anarchie et ennemis déclarés de la démocratie bourgeoise, libérale et parlementaire. Selon lui, ces trois penseurs pourraient se

[361] Poumarède (Géraud), « Le Cercle Proudhon ou l'impossible synthèse », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, n° 12, 1994, p. 65-66.

[362] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.79-80.

rassembler et se réunir autour d'une idéologie commune fédératrice, l'antidémocratisme, l'antilibéralisme, l'anti-individualisme, l'antiparlementarisme et l'anti-progressisme.

Pour Valois, il est évident que ces trois penseurs majeurs, en ce sens, sont tous des philosophes conservateurs voire réactionnaires, tout autant contre-révolutionnaires que traditionalistes, dans leur hostilité commune à l'égard de la révolution française ainsi que leur critique des idéaux philosophiques du siècle des Lumières. Enfin, ils seraient aussi tous trois ennemis de la modernité, tant politique (démocratie bourgeoise) qu'économique (capitalisme libéral) puisque opposés absolus au fondement philosophique et ontologique de cette modernité libérale et bourgeoise, à savoir l'idée de progrès et même, l'idéologie du progrès, qu'ils attribuent à la bourgeoisie, en tant que classe sociale. En revanche, à cet aspect clairement conservateur voire contre-révolutionnaire, Valois oppose en même temps une dimension beaucoup plus révolutionnaire, moderne et insurgée de leur doctrine politique et philosophique. Selon lui, Proudhon, Sorel et Maurras seraient également trois penseurs révolutionnaires, chacun à leur manière puisque tous ennemis et opposants au conformisme bourgeois, hostiles à l'égard du conservatisme des notables démocrates et républicains. Cette défense du classicisme et de l'ordre, tant sur le plan intellectuel que politique, se concrétisait dans la promotion de la monarchie, comme régime, et de l'Eglise catholique, en tant qu'institution, position commune et partagée, selon Valois, par ces trois penseurs. En fait, selon Valois, ces trois penseurs seraient révolutionnaires par essence, en ce sens qu'ils s'opposeraient à l'ordre socio-politique établi, c'est-à-dire la démocratie parlementaire et le capitalisme libéral, et qu'ils chercheraient donc à renverser, voire à détruire, le système en place, qualifié de plouto-démocratie par eux-mêmes[363].

En quelque sorte et sans le dire véritablement, Valois défend les *Cahiers* comme une résurgence, une renaissance du journal *La Cocarde*, fondé par Barrès lors de la crise boulangiste et au tournant des années 1890, qui se voulait être un organe « révolutionnaire et conservateur, nationaliste et insurgé » selon le mot de Maurras, alors jeune journaliste au sein du périodique. Pour Valois, le Cercle Proudhon et ses *Cahiers* serait donc les continuateurs, les dignes successeurs du journal *La Cocarde*, puisque voulant aussi combiner le nationalisme et le socialisme, mêler la tradition à la révolution, dans une optique fidèle à la révolution conservatrice, soit la synthèse idéologique des contraires[364]. Pour Valois, ces trois penseurs seraient donc emblématiques de la révolution conservatrice, puisque derrière la critique et

[363] Navet (Georges), « Le Cercle Proudhon (1911-1914). Entre le syndicalisme révolutionnaire et l'Action française », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, nº 10, 1992, p. 54-55.

[364] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.79.

l'hostilité à l'égard du système plouto-démocratie, qui n'est jamais que l'alliance contractée entre la démocratie parlementaire et le capitalisme libéral, la solution envisagée, sur le plan politico-économique, apparaît alors double voire contradictoire, autant conservatrice que révolutionnaire: soit la restauration d'un ordre social ancien et révolu, la monarchie corporatiste, dans une optique plutôt contre-révolutionnaire et traditionnaliste, soit l'instauration d'un ordre social nouveau et inédit, fondé sur la mise en place d'une économie syndicaliste par exemple.

Enfin, l'établissement d'une monarchie syndicaliste et néo-corporatiste en France, pourrait incarner concrètement, sur le plan politique, cette révolution conservatrice et cette synthèse des contraires, où la monarchie représente plutôt l'ordre et l'autorité, donc l'élément conservateur et où le syndicalisme néo-corporatiste, lui, reflète davantage la liberté et l'autonomie, soit la composante révolutionnaire du système, du nouveau régime. Ici, la synthèse idéologique des contraires, comme fondement philosophique et doctrinal de la révolution conservatrice, reposerait donc sur la revendication d'héritages politiques et idéologiques divers et contrastés, parfois contraires voire antagonistes en apparence, mais ayant toujours une cohérence profonde, une unité supérieure par le dépassement des clivages partisans, laissant naître alors une pensée nuancée, une doctrine alternative et hybride, sorte de troisième voie transcourante qui intègre en son sein des éléments conservateurs et des composantes révolutionnaires.

Dans un second temps, Valois entend concilier, combiner et réunir ensemble des traditions politico-philosophiques opposées, antagonistes voire contraires, soit la tradition classique et la tradition révolutionnaire, au sein du Cercle Proudhon, comme fondement idéologique de la révolution conservatrice. Il déclare ainsi que « les deux tendances qu'a déposées en nous le XIXe siècle, et qui nous portent l'une vers l'autorité, soit la tradition classique et l'autre vers la liberté, donc la tradition révolutionnaire sont réunies au sein du Cercle Proudhon »[365], et préconise aussi « la rencontre des deux traditions françaises qui se sont opposées au cours du XIXe siècle, la tradition classique et la tradition révolutionnaire, qui se trouvent représentées, unies, aujourd'hui, parmi nous. »[366]. Valois entend réconcilier la tradition et la révolution, par la réappropriation philosophique de l'héritage de la pensée proudhonienne. Là encore, la révolution conservatrice au sein des *Cahiers* est toujours perçue

[365] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 437.

[366] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 287.

telle la synthèse idéologique des contraires que l'on pourrait résumer dans l'alliance de la Tradition et de la Révolution, au sein d'une doctrine inédite, qui viendrait combiner et concilier ensemble des traditions politico-philosophiques opposées, antagonistes voire contraires, soit la tradition classique et la tradition révolutionnaire. Il s'agit maintenant de mieux cerner ce qui caractérise ces deux traditions philosophico-politiques[367], sur le plan doctrinal et idéologique, afin d'appréhender correctement la révolution conservatrice au sein des *Cahiers.*

Tout d'abord, la tradition révolutionnaire penche plutôt du côté des syndicalistes et des socialistes qui sont réunis au sein du Cercle Proudhon, représentés essentiellement par Jean Darville (alias Edouard Berth). Cette tradition révolutionnaire et insurgée critique en fait l'ordre socio-politique établi, tant la démocratie parlementaire que le capitalisme libéral et entend substituer au système plouto-démocratique, par une économie syndicaliste et néo-corporatiste. Cette tradition révolutionnaire est opposée à une idéalisation excessive et naïve de la société d'Ancien régime et de la monarchie catholique révolue. En tant que révolutionnaire, Darville préconise la régénération de la société et du peuple face au constat de décadence qui rongerait toute la nation française. Encore, la tradition révolutionnaire défend la classe ouvrière et le prolétariat face à l'exploitation capitaliste, la tyrannie ploutocratique. Celle-ci s'appuie également sur la notion de lutte des classes et préconise la violence comme mode d'action politique légitime du prolétariat ouvrier, afin de s'émanciper du système capitaliste, pour s'affranchir de l'esclavage ploutocratique. Enfin, cette tradition révolutionnaire ne partage en aucune manière une quelconque nostalgie romantique un ordre social ancien et par conséquent, ne possède aucune tentation restaurationniste, donc traditionaliste et réactionnaire.

Ensuite, la tradition classique, elle, est davantage représentée au sein des *Cahiers* par des personnalités telles que Georges Valois ou Henri Lagrange, deux nationalistes maurrassiens et royalistes formés intellectuellement à l'Action française. Cette tradition classique se caractérise, sur le plan politique et philosophique, par l'apologie du classicisme sur le plan doctrinal, soit l'éloge de l'ordre et de l'organisation dans la cité. La tradition classique est donc une philosophie organisatrice, puisqu'elle défend l'ordre social et préserve l'organisation, tant dans la nation que dans la société et le peuple. L'on peut ajouter que cette tradition classique, outre sa défense inconditionnelle de l'ordre et de l'organisation, préconise également le rétablissement de l'autorité tant au sommet de l'État qu'au bas de la société. Cette tradition classique est donc clairement anti-anarchiste, puisque ennemie déclarée de

[367] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.81-82.

l'anarchie, tant d'un point de vue politique qu'idéologique, puisque critiquant autant les mouvements anarchistes que le principe même, la philosophie anarchiste, faite de désordre et de désorganisation. Sur le plan politico-institutionnel, la tradition classique privilégie donc la monarchie catholique, puisque tant la royauté que l'Église seraient des institutions garantissant l'ordre social, l'autorité et préservant l'organisation de la cité.

Nous pouvons aussi dire que cette tradition classique aurait tendance à idéaliser la société passée d'Ancien régime, avec une nostalgie certaine à l'égard de la monarchie absolue de droit divin, régime politique aboli à la Révolution française. De plus, la tradition classique est aussi très hostile à l'encontre de la révolution française et de la philosophie des Lumières, dénoncés comme des événements contre-nature et destructeurs de l'ordre social, ayant amené la nation à l'anarchie et à la décadence, notamment sur le plan des mœurs et de la morale. Ainsi, nous pouvons clairement inscrire la tradition classique au sein d'une filiation idéologique plus vaste, d'un héritage philosophique qui renverrait donc à la pensée contre-révolutionnaire, traditionaliste et réactionnaire. Enfin, cette tradition classique rejette en bloc toute la philosophie révolutionnaire issue des idéaux de 1789, dénoncés comme romantiques et donc, anarchisants dans leur fondement doctrinal et politique. Ainsi, derrière l'hostilité affichée à l'encontre du système plouto-démocratique, la tradition classique tendrait en fait à une restauration monarchique, accompagnée aussi du rétablissement d'un système économique corporatiste, donc à l'instauration d'une monarchie néo-corporatiste, afin de renouer avec une société organique et organisée, où l'ordre social est préservé et où l'autorité de l'État est garantie, dans la nation comme dans le peuple.

Pour revenir à cette révolution conservatrice, nous avons déjà dit que celle-ci consistait surtout dans la synthèse idéologique des contraires, qui vient combiner la Tradition et la Révolution et où la tradition classique se mêle, s'unit avec la tradition révolutionnaire, puisque Valois affirme ainsi la volonté de « raccorder en nous (…) deux traditions disjointes et opposées, vivantes et fortes, pendant un siècle. (…) c'est-à-dire l'ordre classique organisateur et la passion révolutionnaire quelque peu anarchisante »[368] ou encore lorsqu'il prétend que « notre mouvement est nécessairement à la fois contre-révolutionnaire, en ceci qu'il tend à rétablir la pièce maîtresse de l'ordre français, la monarchie, et révolutionnaire, en ceci qu'il tend à détruire l'ordre social capitaliste étranger qui nous est imposé et à créer des institutions qui s'appuient sur la tradition française »[369]. Selon l'auteur, au sein des *Cahiers du*

[368] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 436-437.

[369] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 216.

Cercle Proudhon, se serait élaborée une sorte de doctrine philosophico-politique que l'on pourrait rattachée à la révolution conservatrice puisque cette revue groupe et rassemble des nationalistes maurrassiens avec des syndicalistes révolutionnaires, sorte d'alliance synthétique entre la tradition et la révolution[370], l'autorité et la liberté. En effet, les nationalistes maurrassiens tels que Valois et Lagrange défendent la tradition classique tandis que Darville (alias Berth), lui, valorise la tradition révolutionnaire, au sein du périodique. Enfin, cette révolution conservatrice actée au sein des *Cahiers,* par la rencontre de nationalistes monarchistes et de syndicalistes révolutionnaires au sein du Cercle Proudhon, pourrait très bien être considérée comme la seule et unique troisième voie, la véritable synthèse idéologique des contraires où la Tradition se mêle à la Révolution[371], au même titre d'ailleurs que le socialisme national ou que la monarchie syndicaliste.

[370] De Benoist (Alain), *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, préface d'Alain de Benoist intitulée « Le Cercle Proudhon, entre Edouard Berth et Georges Valois », édition Avatar, 2007, p. 26 .

[371] De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014, p.79-80

Conclusion :

Dans une première partie, je remarque la critique radicale du système « plouto-démocratique », comme fondement idéologique des *Cahiers du Cercle Proudhon*. En fait, le premier chapitre de celle-ci concerne la critique de l'idéologie bourgeoise et de la philosophie libérale. Dans un premier temps, il est question du bourgeois comme héritier de la philosophie libérale des Lumières et de ses valeurs, de ses idéaux progressistes (cosmopolitisme, internationalisme, pacifisme, humanitarisme, rationalisme…). Dans un second temps, nous observons le bourgeois comme figure de l'exploitation capitaliste et responsable de la misère ouvrière. Dans un troisième temps, il s'agit de l'idéologie bourgeoise rendue coupable, responsable de la médiocrité et de la décadence de la société française, en ce début du XXe siècle. Enfin, dans un dernier temps, il est question de l'ascension de la puissance juive en France, derrière le triomphe de la bourgeoisie (comme classe sociale et comme idéologie).

Le seconde chapitre, quant à lui, traite de la critique de la démocratie bourgeoise et de la république parlementaire, en tant que système politique cohérent. En premier lieu, il s'agit d'une critique radicale à l'égard du « gouvernementalisme » démocratique, de la république centralisatrice, étatiste et du parlementarisme. En second lieu, nous observons l'hostilité à l'encontre de la démocratie bourgeoise et libérale, perçu comme un régime politique de pourrissement et de corruption, donc responsable de la décadence, de la décomposition française en ce début du XXe siècle. En troisième lieu, il s'agit de dénoncer la démocratie libérale et la république parlementaire, critiqués tels les masques de la tyrannie capitaliste et de l'exploitation ploutocratique. En dernier lieu, il y a une hostilité vive à l'égard du régime démocratique et républicain, critiqué tel un système politique au service de l'anarchie, de la désorganisation et du désordre au sein de la cité.

Dans un troisième chapitre, nous remarquons la dénonciation virulente de l'exploitation capitaliste et de la ploutocratie internationale. Tout d'abord, l'économie capitaliste est rendue principale responsable de la misère ouvrière et de l'exploitation du prolétariat. Ensuite, il y a également une critique du capitalisme dénoncé comme le régime de l'Or, avec la critique radicale d'une idéologie principalement matérialiste, marchande et mercantile. Enfin, derrière la critique du régime capitaliste, il subsiste surtout l'opposition farouche contre la ploutocratie internationale, perçu comme un système économique cosmopolite, internationaliste donc antinational par essence.

Dans un quatrième et dernier chapitre, il s'agit de combattre et lutter contre les

ennemis de l'intérieur, les agents de l'étranger, soit l'anti-France déclarée. Pour commencer, nous observons la condamnation des intellectuels et de l'intellectualisme, perçu comme un soutien actif et un allié objectif du système plouto-démocratique, visant à légitimer tant la démocratie que le capitalisme. Pour continuer, nous remarquons aussi la critique radicale des « idiots utiles » du système plouto-démocratique, à savoir les syndicalistes réformistes (ou de « compromis »), socialistes parlementaires (ou « bourgeois »), qui loin de combattre le capitalisme viennent en fait renforcer son pouvoir et sa domination sur la France. Pour conclure, il y a également l'opposition farouche contre la puissance judéo-maçonnique, dénoncée comme l'anti-France au service de l'Étranger, ennemie de l'intérieur et serviteur privilégié du système plouto-démocratique.

Dans une seconde partie, j'observe la tentative d'élaboration d'idéologies alternatives et transcourantes au sein des *Cahiers*, soit les « Troisième Voie » possibles pour combattre le système plouto-démocratique, par l'alliance, la synthèse du national et du social. Le premier chapitre de celle-ci concerne l'élaboration d'une synthèse idéologique « socialiste nationale », par l'alliance du socialisme antidémocratique et du nationalisme intégral au sein d'une doctrine inédite. Dans un premier temps, il s'agit de la critique du socialisme français pénétré de pensée allemande et germanique, tout autant qu'influencé par la philosophie marxiste. Ensuite, il est question de renouer avec un socialisme français, de tradition nationale et classique, par la réappropriation de la doctrine philosophique proudhonienne, pétrie d'ordre et d'organisation. Dans un deuxième temps, nous observons la volonté de faire converger le socialisme et le nationalisme dans une lutte conjointe contre l'ennemi commun, soit la ploutocratie capitaliste. Dans un troisième temps, nous remarquons la tentative d'intégration de la classe ouvrière au sein de la nation, au fondement même de la doctrine socialiste nationale, afin d'arracher le prolétariat aux influences politiques révolutionnaires, anarchistes ou socialistes.

Dans un deuxième chapitre, il s'agit de l'ébauche d'une doctrine de monarchie sociale, corporatiste et fédéraliste, afin de rallier la classe ouvrière à la nation et de combattre la ploutocratie capitaliste. En premier lieu, nous observons la défense de la monarchie en France, tel un régime politique capable de restaurer l'ordre et de rétablir l'organisation classique dans la cité, tout en préservant aussi les libertés du peuple par la promotion du fédéralisme au sein de la société. En second lieu, nous remarquons aussi l'élaboration d'une monarchie sociale et ouvrière, par la renaissance des corporations professionnelles afin de défendre le prolétariat face à l'exploitation capitaliste. En dernier lieu, la monarchie est

également présentée comme un régime politique ennemi, par nature, du système plouto-démocratique.

Le troisième chapitre, lui, est consacré à la tentative de création d'un nouveau concept, le « syndicalisme nationaliste », telle une idéologie censée combattre la démocratie bourgeoise, mais aussi lutte contre le capitalisme ploutocratique. Tout d'abord, il est question d'une alliance objective entre deux forces politiques opposées, mais ennemies de la démocratie bourgeoise et du capitalisme ploutocratique, soit le syndicalisme et le nationalisme. Ensuite, le syndicalisme est perçu telle une doctrine néocorporatiste, permettant la renaissance des corporations ouvrières organisées et garantissant ainsi au prolétariat des organes de protection, des instruments de défense contre l'exploitation capitaliste et la tyrannie ploutocratique. Enfin, il s'agit également de substituer au syndicalisme officiel, tout à la fois réformiste et internationaliste, un syndicalisme national et patriote, libéré des influences anarchistes, socialistes ou cosmopolites, par l'élaboration d'un syndicalisme nationaliste.

Le quatrième et ultime chapitre, quant à lui, concerne la recherche de l'équilibre des antagonismes par la synthèse idéologique des contraires, en combinant la Tradition avec la Révolution, comme fondement idéologique de la révolution conservatrice. Dans un premier temps, il s'agit d'effectuer l'équilibre des antagonismes entre l'Autorité et la Liberté, l'État et la société, dans l'optique de la philosophie révolutionnaire conservatrice. Dans un second temps, il est enfin question de la synthèse idéologique des contraires, comme fondement philosophique et doctrinal de la révolution conservatrice, par l'alliance de deux traditions politiques opposées et antagonistes, c'est-à-dire la tradition classique et la tradition révolutionnaire.

En fait, au fondement idéologique des *Cahiers du Cercle Proudhon*, il y a la tentative, la volonté d'élaborer une synthèse doctrinale et philosophique de troisième voie, afin de lutter contre le système plouto-démocratique, qui se compose de la démocratie bourgeoise ainsi que du capitalisme libéral. De plus, à l'origine de l'idéologie de troisième voie, il y a aussi la recherche d'une synthèse idéologique des contraires, d'un équilibre des antagonismes afin de dépasser les clivages partisans et politiques traditionnels, pour faire émerger une harmonie, une cohérence ainsi qu'une unité philosophique ou doctrinale inédite[372]. Pour les principaux contributeurs des *Cahiers*, il s'agit surtout d'effectuer la synthèse du national et du social, soit

[372] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 437.

le rapprochement, l'alliance du socialisme et du nationalisme, défendue par les monarchistes de gauche, soit les maurrassiens Valois et Lagrange. Au fur et à mesure de leurs écrits, nous comprenons que cette idéologie politique de troisième voie, combinant l'élément national avec la composante sociale, pourrait très bien s'incarner par l'instauration d'une monarchie syndicale et corporatiste, sorte de concrétisation politico-institutionnelle de deux doctrines philosophiques de troisième voie : le socialisme national ainsi que le national-syndicalisme[373].

Il y a aussi la volonté de renouer avec une société organique, désorganisée par les idéaux philosophiques révolutionnaires et anarchisants et afin de restaurer un ordre politique et social classique, fidèle à la tradition nationale, tout à la fois monarchiste et corporatiste[374]. Pour Valois, Lagrange et Darville, l'instauration d'une monarchie syndicale, tout à la fois corporatiste et fédéraliste, devrait permettre de combattre et de détruire le système plouto-démocratique, soit la démocratie parlementaire combinée au capitalisme bourgeois. Enfin, il y a également la tentative d'intégrer la classe ouvrière au sein de la communauté nationale, afin d'arracher le prolétariat français aux influences politico-idéologiques des mouvements marxistes, pénétrés de cosmopolitisme et d'internationalisme, à travers l'emprise des anarchistes et des socialistes sur le mouvement ouvrier[375].

Ainsi, depuis leur redécouverte à la fin des années 1970 en France, les *Cahiers* tout comme le Cercle Proudhon d'ailleurs, a fait l'objet de nombreuses interprétations et analyses successives, suscitant alors de vives polémiques et controverses, tant historiques qu'idéologiques, dans toute la sphère universitaire française. En résumé, certains auteurs et intellectuels ont décrit l'idéologie présente au sein des *Cahiers* comme une idéologie fascisante ou du moins, préfasciste. Il s'agit notamment de l'une des thèses de l'historien israélien Zeev Sternhell, dans son livre *La Droite révolutionnaire, 1885-1914 : les origines françaises du fascisme*[376] tout autant que l'idée principale émise par le philosophe Bernard-Henri Lévy dans son ouvrage *L'Idéologie française*[377], tous deux publiés et parus au tournant des années 1980. En fait, Sternhell et Lévy présentent tous deux le Cercle Proudhon comme

[373] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, cinquième et sixième cahiers (1913), p. 464-465.

[374] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, troisième et quatrième cahiers (mai-août 1912), p. 295.

[375] *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, premier cahier (janvier-février 1912), p. 209.

[376] Sternhell (Zeev), *La droite révolutionnaire, 1885-1914 : les origines françaises du fascisme*, Paris, Fayard, 2000 (1re éd. 1978, Éditions du Seuil), 436 p.

[377] Lévy (Bernard-Henri), *L'Idéologie française*, Paris, éditions Grasset, 1981, 318 p.

un cercle préfasciste et ils qualifient aussi les *Cahiers du Cercle Proudhon* comme la volonté, la tentative d'élaborer une synthèse idéologique nationale-socialiste. Pour eux, le Cercle Proudhon aurait été le premier laboratoire idéologique du fascisme et du national-socialisme, en France, avant la première guerre mondiale. Selon eux, le Cercle Proudhon et leurs *Cahiers* seraient la première manifestation, tant politique qu'intellectuelle, d'une idéologie nationale-socialiste, par l'élaboration d'un corpus doctrinal fasciste ou plus précisément, d'une synthèse idéologique préfasciste. En fait, selon Sternhell, le corpus idéologique préfasciste naîtrait d'une rencontre, d'un rapprochement des extrêmes, les nationalistes et les syndicalistes, au sein du Cercle Proudhon, dans une même hostilité à l'égard du système plouto-démocratique[378].

Selon Lévy, la volonté de combiner des éléments idéologiques issus du nationalisme et du socialisme afin de lutter, de combattre contre le système plouto-démocratique ferait précisément des *Cahiers du Cercle Proudhon* une revue nationale-socialiste et du Cercle Proudhon, à proprement parler, un mouvement politique préfasciste, c'est-à-dire précurseur de l'idéologie fasciste, par l'élaboration d'une doctrine socialiste nationale. Ainsi, selon lui, c'est au sein des *Cahiers* que ce serait élaborée la première synthèse idéologique nationale-socialiste faisant ainsi du Cercle Proudhon, la laboratoire politique d'un pré-fascisme à la française, avant même la première guerre mondiale, puisqu'il écrit ceci à ce propos :

> *En un mot, le Cercle Proudhon est né, officiellement baptisé, provisoire épilogue à cette double et symétrique aventure, qui s'assignera explicitement pour tâche de fournir un cadre commun aux idées de l'Action française et aux aspirations syndicales. Une institution est née où, pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, des hommes de gauche et de droite vont, ensemble, filer la trame d'un discours qui reprendra tous les thèmes épars de la critique de la ploutocratie, de la haine du cosmopolitisme, du procès de l'intellectualisme décadent, ou d'un antisémitisme désormais monochrome. Le national-socialisme lui-même est né, dans la pierre et dans les textes, statutairement proclamé cette fois, et dont la doctrine va s'écrire dans une série de Cahiers où le Cercle, trois ans durant, prétendra hâter tout à la fois le réveil de la force et du sang français et l'avènement d'un socialisme paysan, guerrier, gaulois… (…) les fascistes du monde entier ont les yeux tournés vers une France qui, (…) est, elle, et sans conteste, le foyer du fascisme et du socialisme national*[379].

[378] Sternhell (Zeev), *La droite révolutionnaire, 1885-1914 : les origines françaises du fascisme*, Paris, Fayard, 2000 (1re éd. 1978, Éditions du Seuil), 415-418.

[379] Lévy (Bernard-Henri), *L'Idéologie française*, Paris, éditions Grasset, 1981, p.139-140.

Enfin, selon eux, la critique conjointe de la démocratie bourgeoise et du capitalisme libéral, au sein des *Cahiers*, ferait du Cercle Proudhon un mouvement préfasciste. En effet, dans leur hostilité à l'égard du système plouto-démocratique, les membres fondateurs des *Cahiers* rejettent tout autant le socialisme marxiste que le capitalisme libéral, afin d'élaborer une synthèse idéologique hybride, alternative et transcourante, une troisième voie qui vise à dépasser les clivages politiques et à surmonter les antagonismes philosophiques afin de fonder une doctrine nouvelle, combinant le socialisme et le nationalisme, rassemblant aussi le monarchisme avec le syndicalisme. Pour finir, cette thèse controversée et discutable qui présente le Cercle Proudhon comme un mouvement politique préfasciste, tel le laboratoire de l'idéologie nationale-socialiste, est aujourd'hui largement remise en question et critiquée par la communauté historienne et universitaire spécialiste du sujet. Certains intellectuels, comme Alain de Benoist, dénonçent ainsi son caractère téléologique et ahistorique, voire même anachronique, puisque ne s'enracinant dans aucun contexte historique précis ou particulier[380] tout en minorant le rôle déterminant de la première guerre mondiale dans l'éclosion de l'idéologie fasciste en Europe, à partir des années 1920.

[380] De Benoist (Alain), *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, préface d'Alain de Benoist intitulée « Le Cercle Proudhon, entre Edouard Berth et Georges Valois », édition Avatar, 2007, p.44-45.

Sources :

LES CAHIERS DU CERCLE PROUDHON

Les Cahiers du Cercle Proudhon, précédé du mémoire de Pierre de Brague, édition Kontre Kulture, 2014, six *Cahiers* (entre 1912 et 1913), p. 175-466.

PREMIER CAHIER (Janvier-Février 1912) : p.177-234.

Henri Lagrange : Déclaration. p. 177.

Jean Darville : Proudhon. p. 186.

Pierre Galland : Proudhon et l'ordre. p. 204.

Georges Valois : Pourquoi nous rattachons nos travaux à l'esprit proudhonien. p. 208.

Georges Valois : Les démocrates et Proudhon. p. 223.

DEUXIEME CAHIER (Mars-Avril 1912) : p.235-280.

Gilbert Maire : La philosophie de Georges Sorel. p.235.

Henri Lagrange : Proudhon et l'ordre européen. p.260.

Albert Vincent : Le bilan de la démocratie. p.273.

TROISIEME ET QUATRIEME CAHIERS (Mai-Août 1912) : p.281-354.

Georges Valois : Hommage à Georges Sorel / Sorel et l'architecture sociale. p. 286.

René de Marans : Grandes rectifications soréliennes. p. 291.

Henri Lagrange : L'œuvre de Sorel et le Cercle Proudhon. p. 298.

Georges Valois : Notre première année. p. 306.

Georges Valois : Déclaration du Cercle à propos des incidents qui se sont produits devant la bourse du travail, le 30 Mars 1912. p. 350.

CINQUIEME ET SIXIEME CAHIERS (1913) : p.355-466.

Jean Darville : Satellites de la Ploutocratie. p. 355.

Georges Valois : La bourgeoisie capitaliste. p. 391.

Georges Valois : Les œuvres sociales. p. 424.

Georges Valois : La direction de l'œuvre proudhonienne et le cas Halévy. p. 436.

Georges Valois : Notre deuxième année. p. 454.

Georges Valois : L'Action française, l'expérience Poincaré et les syndicalistes. p. 461.

Bibliographie :

Ouvrages sur la IIIème République, depuis l'Affaire Dreyfus jusqu'à la première guerre mondiale (1890-1914) :

Ouvrages généralistes sur la IIIème République :

Baquiast (Paul), *La Troisième République, 1870-1940*, Paris, L'Harmattan, Paris, 2002.

Bonnefous (Georges et Edouard), *Histoire politique de la III^e République*, Paris, PUF, 1955-1964.

Duclert (Vincent), *La République imaginée : 1870 - 1914*, Paris, Belin, 2010.

Mayeur (Jean-Marie), *La vie politique sous la Troisième République, 1870-1940*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points. Histoire » (n° 73), 1984, 445 p.

Miquel (Pierre), *La Troisième République*, Paris, Fayard, 1989.

Winock (Michel) et Azéma (Jean-Pierre), *La III^e République*, 1969.

Ouvrages sur les familles et les mouvements politiques divers sous la IIIème République (nationalisme, socialisme, radicalisme…) :

Girardet (Raoul), *Le nationalisme français*, 1983.

Goguel (François), *La politique des partis sous la III^e République*, 1970,

Lefranc (Georges), *Le Mouvement socialiste sous la Troisième République*, vol. 1 et 2, Paris, Payot, coll. « Petite bibliothèque Payot » (n° 307-308), 1977, 479 p.

Nicolet (Claude), *Le radicalisme*, PUF, 1957 ; Collection *Que sais-je?*, 1982.

Rémond (René), *Les droites en France*, 1982.

Touchard (Jean), *La gauche en France depuis 1900*, 1977.

Winock (Michel), *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Seuil, 1990

Winock (Michel), *Histoire de l'extrême droite en France, 1994*.

Winock (Michel), *La Gauche en France*, 2006.

Ouvrages généraux sur la Belle Époque (1870-1914) :

Duroselle (Jean-Baptiste), *La France de la Belle Époque. La France et les Français 1900-1914*, édition Richelieu, 1972.

Lejeune (Dominique), *La France de la Belle Époque (1896-1914)*, Paris, Armand Colin, Coll. Cursus, 1991.

Leymarie (Michel), *De la Belle Époque à la Grande Guerre (1893-1918). Le triomphe de la République*, Livre de Poche, 1999.

Winock (Michel), *La Belle Époque*, Perrin, 2001.

Ouvrages concernant l'antisémitisme en France, de la fin du XIXe siècle au tournant du XXe siècle :

Birnbaum (Pierre), *Le moment antisémite : un tour de la France en 1898*, Paris, Fayard, 1988, 399 p.

Crapez (Marc), *L'antisémitisme de gauche au XIX^e siècle*, Berg, 2002 (ISBN 2911289439).

Dreyfus (Michel), *L'antisémitisme à gauche : histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2009, 345 p.

Hertzberg (Michel), *Les origines de l'antisémitisme moderne*, Presses De La Renaissance, (2004)

Joly (Laurent), « Antisémites et antisémitisme à la Chambre des députés sous la III^e République », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n^os 54-3, 2007, p. 63-90

Winock (Michel), *Édouard Drumont et Cie, antisémitisme et fascisme en France*, 1982.

Ouvrages concernant l'histoire du syndicalisme révolutionnaire en France, au tournant du XXe siècle :

Chevandier (Christian), « Le syndicalisme révolutionnaire, une indéniable pensée de midi », *in* Les Rencontres méditerranéennes Albert Camus, *Albert Camus et la pensée de midi*, Avignon, Editions A. Barthélemy, 2016, p. 153-171.

Gervasoni (Marco), *L'invention du syndicalisme révolutionnaire en France (1903-1907)*, Mil neuf cent, Revue d'histoire intellectuelle 1/2006.

Pereira (Irène), « L'esprit pragmatiste du syndicalisme révolutionnaire », *Dissidences*, Université de Bourgogne, n^o 5, printemps 2013.

Ouvrages sur l'élaboration d'une idéologie préfasciste ou nationale-socialiste en France, avant la première guerre mondiale :

Berstein (Serge), « Pour en finir avec un dialogue de sourds : à propos du fascisme français », *Vingtième Siècle : Revue d'histoire*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), n^o 95, juillet-septembre 2007, p. 243-246.

Berstein (Serge) et Winock (Michel), *Fascisme français ? : La controverse*, Paris, CNRS Éditions, 2014, 256 p.

Charzat (Michel), « Sorel et le fascisme. Éléments d'explication d'une légende tenace », *Cahiers Georges Sorel*, n° 1, 1983, p. 37-51.

Julliard (Jacques), « Sur un fascisme imaginaire : à propos d'un livre de Zeev Sternhell », *Annales ESC*, vol. 39, n° 4, juillet-août 1984, p. 849-861.

Lévy (Bernard-Henri), *L'Idéologie française*, Paris, éditions Grasset, 1981, 318 p.

Milza (Pierre), *Les Fascismes*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points. Histoire » (nº 147), 1991, 603 p.

Milza (Pierre), *Fascisme français : passé et présent*, Paris, éd. Flammarion, coll. « Champs » (nº 236), 1990, 465 p.

Prochasson (Christophe), « Du fascisme en France : un débat toujours continué », *Revue d'histoire moderne et contemporaine,* n° 54-3, juillet-septembre 2007, p. 186-190.

Ory (Pascal), *Du fascisme*, Paris, éd. Perrin, coll. « Tempus » (nº 361), réedition 2010, 374 p.

Sand (Shlomo), « L'idéologie fasciste en France », *Esprit*, n° 8-9, août-septembre 1983, p. 149-160.

Sternhell (Zeev), *La droite révolutionnaire, 1885-1914 : les origines françaises du fascisme*, Paris, Fayard, 2000 (1re éd. 1978, Éditions du Seuil), 436 p.

Sternhell (Zeev), *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Histoire » (nº 203), 2016, 4e éd. (1re éd. 1983, Éditions du Seuil), 1075 p.

Sternhell (Zeev), « Sur le fascisme et sa variante française », *Le Débat*, Paris, éd. Gallimard, nº 32, novembre 1984, p. 28-51.

Sternhell (Zeev), avec Sznajder (Mario) et Ashéri (Maia), *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Histoire » (nº 58), 1994 (1re éd. 1989, Fayard), 556 p.

Winock (Michel), *Édouard Drumont et Cie, antisémitisme et fascisme en France*, Seuil, 1982

Winock (Michel), « Fascisme à la française ou fascisme introuvable ? », *Le Débat*, Paris, éd. Gallimard, nº 25, mai 1983, p. 35-44.

Winock (Michel), *Histoire de l'extrême droite en France* (dir.), Seuil, « Points Histoire », 1994

Ouvrages traitant du Cercle Proudhon et des *Cahiers du Cercle Proudhon* :

De Benoist (Alain), *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, préface d'Alain de Benoist intitulée « Le Cercle Proudhon, entre Edouard Berth et Georges Valois », édition Avatar, 2007.

De Brague (Pierre), *Les Cahiers du Cercle Proudhon,* précédé du mémoire intitulé « Le Cercle Proudhon, ou l'Existence d'une révolution conservatrice française » par Pierre de Brague, Éditions Kontre Kulture, 2014.

Navet (Georges), « Le Cercle Proudhon (1911-1914). Entre le syndicalisme révolutionnaire et l'Action française », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, nº 10, 1992, p. 46-63.

Poumarède (Géraud), « Le Cercle Proudhon ou l'impossible synthèse », Mil neuf cent : Revue d'histoire intellectuelle, nº 12, 1994, p. 51-86.

Sternhell (Zeev), *La droite révolutionnaire, 1885-1914 : les origines françaises du fascisme*, Paris, Fayard, 2000 (1re éd. 1978, Éditions du Seuil), 436 p.

Sternhell (Zeev), *Ni droite ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Histoire » (nº 203), 2016, 4e éd. (1re éd. 1983, Éditions du Seuil), 1075 p.

Ouvrages sur Georges Sorel et le syndicalisme révolutionnaire :

Charzat (Michel), « Sorel et le fascisme. Éléments d'explication d'une légende tenace », *Cahiers Georges Sorel*, n° 1, 1983, p. 37-51.

Duval (Philippe) « Georges Sorel, un révolutionnaire conservateur ? », éditions du Labyrinthe, *Nouvelle Ecole*, n°57, année 2007.

Gianinazzi (Willy), *Naissance du mythe moderne. Georges Sorel et la crise de la pensée savante (1889-1914)*, Paris, éd. de la Maison des sciences de l'Homme, 2006.
Goriely (Georges), *Le pluralisme dramatique de G. Sorel*, Paris, Rivière, 1962.

Guchet (Yves) « Georges Sorel, un itinéraire intellectuel », éditions du Labyrinthe, *Nouvelle Ecole*, n°57, année 2007.

Julliard (Jacques) et Sand (Shlomo), *Georges Sorel en son temps*, Paris, Le Seuil, 1985.

Masquelier (Paul) « Sorel et la morale révolutionnaire. Une lecture des "Réflexions sur la violence" (1908) », éditions du Labyrinthe, *Nouvelle Ecole*, n°57, année 2007.

Rossignol (Fernand), *Pour connaître la pensée de G. Sorel*, Paris, Bordas, 1948.

Sand (Shlomo), *L'Illusion du politique. Georges Sorel et le débat 1900*, Paris, La Découverte, 1984.

Ouvrages traitant de Charles Maurras, l'Action française et le Nationalisme intégral :

Bouscau (Franck), Maurras et la pensée contre-révolutionnaire, AFS, 2009.

Cavaletto (Andrea), « La monarchie imaginée : sur le royalisme dans l'idéologie de l'Action Française », Diacronie, no 16, 2013.

Dard (Olivier), Charles Maurras : le maître et l'action, Paris, Armand Colin, coll. « Nouvelles biographies historiques », 2013, 352 p.

De Benoist (Alain), *Charles Maurras et l'Action française. Une bibliographie*, BCM, 2002

Giocanti (Stephane), Charles Maurras : le chaos et l'ordre, Paris, Flammarion, coll. « Grandes biographies », 2006.

Giocanti (Stéphane) et Tisserand (Axel), *Charles Maurras*, Paris, Herne, coll. « Les Cahiers de l'Herne », 5 octobre 2010.

Girardet (Raoul), *Le Nationalisme francais : anthologie : 1871-1914*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Histoire », 1983, 275 p.

Goyet (Bruno), *Charles Maurras*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Références facettes », 2000, 306 p.

Huguenin (François), L'Action française : une histoire intellectuelle, Paris, Perrin, coll. « Tempus » (no 410), 2011.

Joly (Laurent), « Les débuts de l'Action française (1899-1914) ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite », Revue historique, Paris, Presses universitaires de France, no 639 « Religion et société », juillet 2006, p. 695-717.

Joly (Laurent), Naissance de l'Action française : Maurice Barrès, Charles Maurras et l'extrême droite nationaliste au tournant du XXe siècle, Paris, Grasset, 2015, 371 p.

Kunter (Tony), Charles Maurras, collection « Qui suis-je? », Pardès, Grez-sur-Loing, 2011, 128 p.

Nguyen (Victor), préf. Pierre Chaunu, Aux origines de l'Action française : intelligence et politique vers 1900, Paris, Fayard, coll. « Pour une histoire du XXe siècle », 1991, 958 p.

Paugam (Jacques), L'âge d'or du Maurrassisme, Préface de Jean-Jacques Chevallier, Paris, Denoël, 1971, éditions Pierre-Guillaume de Roux, 2018.

Prévotat (Jacques), *L'Action française*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2004, 127 p.

Rémond (René), « L'Action française », *Les Droites en France*, Éd. Aubier-Montaigne, collection historique, 1982, p. 169-180.

Weber (Eugen), *L'Action française*, Paris, Hachette Littérature, coll. « Pluriel », 14 février 1990, 665 p.

Ouvrages concernant Edouard Berth :

De Benoist (Alain), Introduction à la réédition des « Méfaits des Intellectuels » d'Edouard Berth et intitulée « Edouard Berth ou le socialisme héroïque », éditions Krisis, Paris, 2007.

De Benoist (Alain), *Edouard Berth ou le socialisme héroïque. Sorel, Maurras, Lenine*, Pardès, 2013

Michel (Vincent), *Édouard Berth (1875-1939). Essai de biographie intellectuelle*, Université de Paris I, 2003, 209 p.

Ouvrages sur Georges Valois :

Dard (Olivier) ouvr. dir., *Georges Valois, itinéraire et réceptions*, Bruxelles, Peter Lang, coll. « Convergences » (nº 59), 2011, 266 p.

Duval (Jean-Maurice), *Le faisceau de Georges Valois*, Trident, 1979.

Guchet (Yves), *Georges Valois*, édition L'Harmattan, 2001

Valla (Jean-Claude), *Georges Valois : de l'anarcho-syndicalisme au fascisme*, Librairie nationale, Paris, 2003.

Résumé :

Les *Cahiers du Cercle Proudhon* représentent un jalon essentiel et pourtant méconnu de l'histoire des idées politiques françaises, durant la première moitié du XXe siècle. En fait, cette revue périodique éphémère, qui n'a paru que durant deux années, entre 1912 et 1913, disparue avec l'échec du Cercle Proudhon, à l'été 1914. Il est intéressant d'observer que les *Cahiers*, tout comme le Cercle Proudhon d'ailleurs, ont cherché à rassembler, à réunir des militants nationalistes maurassiens avec des combattants syndicalistes révolutionnaires, telle l'alliance contre-nature de l'Action française et de la CGT. Au fondement idéologique et doctrinal des *Cahiers*, il y a en fait la tentative d'Union Sacrée de rapprochement entre deux forces politiques majeures et ennemies déclarées du système plouto-démocratique, soit les nationalistes et les syndicalistes.

Derrière la critique commune de la démocratie bourgeoise ainsi que l'hostilité à l'encontre du capitalisme ploutocratique, il y a surtout la volonté de dépasser les clivages politiques et les antagonismes philosophiques, afin d'élaborer une doctrine inédite de combat pour détruire le système plouto-démocratique. Ainsi, les *Cahiers* deviennent alors le laboratoire idéologique où va s'élaborer une doctrine de troisième voie, réunissant des nationalistes et des syndicalistes, voulant opérer la synthèse du national et du social, afin d'abattre définitivement la démocratie bourgeoise ainsi que la ploutocratie capitaliste. Enfin, les *Cahiers du Cercle Proudhon* ont toujours fait l'objet de vives polémiques et controverses, tant historiques qu'intellectuelles, puisque l'interprétation et l'analyse politiques de ceux-ci varient, d'un mouvement préfasciste et précurseur de l'idéologie nationale-socialiste, à une revue davantage considérée telle la matrice philosophique et doctrinale d'une révolution conservatrice à la française, où se mêlent et se combinent ensemble, la Tradition avec la Révolution.

Summary :

The Cahiers du Cercle Proudhon is an essential and yet unknown milestone in the history of French political ideas during the first half of the 20th century. In fact, this ephemeral periodical, which appeared only for two years, between 1912 and 1913, disappeared with the failure of the Proudhon Circle, in the summer of 1914. It is interesting to note that the Cahiers, just like The Proudhon Circle, moreover, sought to gather, to bring together Mauritanian nationalist militants with revolutionary syndicalist fighters, such as the unnatural alliance of the French Action and the CGT. At the ideological and doctrinal foundation of the Cahiers, there is in fact the attempt of Sacred Union of rapprochement between two major political forces and declared enemies of the plutocratic-democratic system, namely the nationalists and the syndicalists.

Behind the common criticism of bourgeois democracy and the hostility against plutocratic capitalism, there is above all the desire to overcome political divisions and philosophical antagonisms, in order to develop an unprecedented doctrine of struggle to destroy the system. pluto-democratic. Thus, Cahiers become the ideological laboratory where will develop a doctrine of the third way, bringing together nationalists and trade unionists, wanting to operate the synthesis of the national and the social, in order to definitively defeat bourgeois democracy and capitalist plutocracy. Finally, the Cahiers du Cercle Proudhon have always been the subject of intense controversy and controversy, both historical and intellectual, since the political interprÉtation and analysis of these vary, from a pre-fascist and precursory movement of the National Socialist ideology, to a journal more considered as the philosophical and doctrinal matrix of a conservative revolution in the French, where Tradition and Revolution are merged and combined.

Table des Matières :

Remerciements : page 3

Sommaire : page 4

Introduction : page 6

Partie 1) - La critique radicale du système « plouto-démocratique », comme fondement idéologique des *Cahiers du Cercle Proudhon*

Chapitre 1) - La critique de l'idéologie bourgeoise et le rejet de la philosophie libérale : page18.

1)- Le bourgeois comme héritier des idéaux de la Révolution française et de la philosophie libérale des Lumières (cosmopolitisme, internationalisme, pacifisme, humanitarisme, rationalisme…).

2)- Le bourgeois comme figure de l'exploitation capitaliste, responsable de la misère ouvrière ainsi que de la désorganisation du prolétariat

3)- L'idéologie bourgeoise rendue coupable de la médiocrité et de la décadence de la société française, en ce début du XXe siècle

4)- Derrière la domination bourgeoise, l'ascension de la puissance juive en France

Chapitre 2) - L'hostilité à l'égard de la démocratie bourgeoise et de la république parlementaire : page 36.

1)- La critique radicale du « gouvernementalisme » démocratique, de la république centralisatrice et étatiste ainsi que du parlementarisme

2)- Un système politique de pourrissement et de corruption, responsable de la décadence/décomposition de la société française, en ce début du XXe siècle

3)- La démocratie libéralo-bourgeoise et le régime parlementaire, comme masque de la tyrannie capitaliste et de l'exploitation ploutocratique

4)- La démocratie parlementaire et la république libérale, des régimes politiques au service de l'anarchie et du désordre en France

Chapitre 3) - La dénonciation de l'exploitation capitaliste et de la ploutocratie internationale : page 58.

1)- L'économie capitaliste rendue principale responsable de la misère ouvrière et de l'exploitation du prolétariat, depuis le XIXe siècle

2)- Le capitalisme comme le régime de l'Or, avec la critique radicale d'une idéologie principalement matérialiste, marchande et mercantile

3)- Derrière la critique du régime capitaliste, l'opposition à la ploutocratie internationale, perçu comme un système cosmopolite, antinational et qui consacre le pouvoir des puissances financières

Chapitre 4) - Débusquer et abattre les ennemis de l'intérieur, l'anti-France déclarée au service de système plouto-démocratique : page 71.

1)- « Les méfaits des intellectuels », ou la condamnation de l'intellectualisme, comme soutien actif et allié objectif du régime plouto-démocratique

2)- La critique des « idiots utiles » du système plouto-démocratique, à savoir les syndicalistes réformistes (ou de « compromis »), les socialistes parlementaires (ou « bourgeois »)

3)- L'opposition farouche contre la puissance judéo-maçonnique, ou l'anti-France comme Parti de l'Étranger, ennemi de l'Intérieur et soutien indéfectible du système plouto-démocratique

Partie II) - La tentative d'élaboration d'idéologies alternatives et transcourantes, les « Troisième Voie » possibles pour combattre le système plouto-démocratique

Chapitre 1) - L'élaboration d'une synthèse idéologique « socialiste nationale », ou l'alliance du socialisme antidémocratique et du nationalisme intégral afin de lutter contre le système plouto-démocratique cosmopolite : page 95.

1)- La critique idéologique du mouvement socialiste français et la volonté de renouer avec un socialisme patriote et fidèle à la tradition nationale, par le rejet de la philosophie marxiste cosmopolite et par la réappropriation de la pensée proudhonienne

2)- L'élaboration d'une synthèse idéologique socialiste nationale, par l'alliance du national et du social, comme solution politique de « troisième voie » dans la lutte contre la ploutocratie capitaliste

3)- La tentative d'intégration de la classe ouvrière dans la nation, afin de détourner le prolétariat des mouvements socialistes ou anarchistes et pour protéger le peuple de l'exploitation économique capitaliste, comme fondement du socialisme national

Chapitre 2) - L'instauration d'une « monarchie sociale et ouvrière », à la fois corporatiste et fédéraliste, afin de lutter contre la plouto-démocratie : page 115.

1)- La défense de la monarchie en France, comme régime politique susceptible de restaurer l'ordre dans la cité, tout en garantissant aussi la liberté du peuple et de la société, grâce à la doctrine fédéraliste et décentralisatrice

2)- L'instauration d'une monarchie corporatiste et ouvrière en France, par la renaissance des corporations professionnelles et pour défendre le prolétariat face à l'exploitation capitaliste

3)- La monarchie, un régime politique ennemi de la démocratie parlementaire et de la ploutocratie capitaliste

Chapitre 3) - La tentative d'élaboration d'une doctrine inédite de troisième voie, le « syndicalisme nationaliste » ou national-syndicalisme, comme idéologie de combat contre le système plouto-démocratique : page 131

1)- Le constat d'un rapprochement et d'une alliance objective entre deux forces politiques ennemies de la démocratie bourgeoise et du capitalisme ploutocratique, le syndicalisme et le nationalisme

2)- Le syndicalisme, en tant que mouvement et doctrine, assimilé à un système économique néo-corporatiste, afin d'organiser la classe ouvrière et de défendre le prolétariat contre l'exploitation capitaliste et ploutocratique

3)- La volonté de substituer au mouvement syndicaliste « officiel » et dominant, à la fois cosmopolite et démocratique, un syndicalisme nationaliste et patriote, par l'élaboration d'une doctrine nationale-syndicaliste

Chapitre 4) - Les *Cahiers du Cercle Proudhon*, ou l'existence d'une révolution conservatrice française, par la synthèse idéologique des contraires et dans l'alliance de la Tradition avec la Révolution : page 153

1)- Au fondement philosophique et doctrinal de la révolution conservatrice, la tentative d'équilibre des antagonismes entre l'État et la société, par l'instauration d'une monarchie syndicale et corporatiste

2)- La tentative de combiner la tradition classique et la tradition révolutionnaire, soit l'alliance de la Tradition et de la Révolution, comme matrice idéologique de la révolution conservatrice par la synthèse des contraires

Conclusion : page 164

Sources : page 170

Bibliographie : page 172

Résumé : page 178.

Summary : page 179